



JEUDI 28 AVRIL 2022

LIMITES DE LA PENSÉE ET DE L'INTELLIGENCE : les statistiques, même scientifiques, contenant des données vraies ne représentent absolument pas la réalité.

- ▶ **Malgré la flambée des prix, l'industrie pétrolière a tout à perdre (B) p.2**
- ▶ **Jean-Marc Jancovici : «Pourquoi les crises de l'énergie vont se multiplier» p.6**
- ▶ **L'emprise des morts et ses usages (James Howard Kunstler) p.9**
- ▶ **Vous avez été mal informé (James Howard Kunstler) p.11**
- ▶ **Le pouvoir : Chapitre 2. Le pouvoir au Pléistocène (Richard Heinberg) p.12**
- ▶ **Crises énergétiques à l'heure du Covid : Infrastructures fossiles précaires p.14**
- ▶ **CATASTROPHE CLIMATIQUE : LE MÉDIUM N'EST PAS LE MESSAGE (KURT COBB) P.20**
- ▶ **LE "MONDE" VA-T-IL VRAIMENT MIEUX ? CELA DÉPEND DE VOTRE DÉFINITION DU "MONDE" (KURT COBB) P.23**
- ▶ **CONNECTÉS ET VULNÉRABLES : LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, LES GUERRES COMMERCIALES ET LE MONDE EN RÉSEAU (KURT COBB) P.24**
- ▶ **"L'Inde brûle" : L'Asie du Sud subit une vague de chaleur extrême... p.26**
- ▶ **Jared Diamond et la propagande sur les peuples « primitifs » p.28**
- ▶ **2027, Ministère de la Sobriété partagée (Michel Sourrouille) p.35**
- ▶ **Les drones, l'arme ultime ? p.40**

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Les actions s'effondrent car les investisseurs s'inquiètent de la "tempête parfaite" qui se déchaîne dans le monde entier (Michael Snyder) p.43**
- ▶ **« Panique à Pékin qui redoute un confinement dur ! » (Charles Sannat) p.46**
- ▶ **« Pas de récession en France en 2022 ? Pas si sûr ! » (Charles Sannat) p.49**
- ▶ **Une banque isolée réitère son discours apocalyptique et affirme que la récession sera pire que prévu (Tyler Durden) p.54**
- ▶ **La "grande réinitialisation" et l'avenir de l'argent... (Nick Giambruno) p.54**
- ▶ **Le crash est roi (Charles Hugh Smith) p.**
- ▶ **Elon Musk a acheté Twitter, et les experts sont furieux (Ryan McMaken) p.**
- ▶ **Les investisseurs dans le déni (Philippe Béchade) p.**
- ▶ **Et si la bulle de toute puissance de l'Occident crève ? (Bruno Bertez) p.**
- ▶ **Elon Musk, super-héros ? (Bruno Bertez) p.71**
- ▶ **Un casino pour les fous (Bill Bonner) p.**
- ▶ **La reine des bubbleheads (Bill Bonner) p.75**

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>



Jean-Pierre : évidemment, aucun écologiste ou aucun pseudo-écologiste n'explique jamais que « diviser notre empreinte carbone par 4 = diviser nos salaires par 4 ».

OH CANADA : au Canada nous sommes **37 millions de Canadiens**. De ce chiffre nous devons retrancher : les enfants, les handicapés, les malades, les femmes enceintes, les gens qui gagnent le salaire minimum ou trop faible pour les besoins de leurs familles, etc. Alors, combien reste-t-il de personnes avec des salaires suffisants pour prendre financièrement en charge les **44 millions d'Ukrainiens** ou les **4-5 milliards** de personnes en difficulté dans le monde sachant que le Canada est un pays en faillite totale ?



.Malgré la flambée des prix, l'industrie pétrolière a tout à perdre

Le véritable coût de l'énergie ne se mesure pas en dollars

B 25 avril 2022 <https://thehonestsorcerer.medium.com/>



Le crépuscule des énergies fossiles est maintenant arrivé

Les jours de Big Oil sont comptés. Contrairement à ce que l'on croit aujourd'hui, il ne sera pas tué par le mouvement écologiste, les décisions de justice ou les choix d'investissement conscients. Il y a un processus plus hideux en arrière-plan qui travaille non seulement contre l'entreprise la plus polluante de tous les temps, mais aussi contre ses adversaires modernes. Ils ne le savent simplement pas... pas encore.

Les gens ont toujours dû dépenser de l'énergie afin d'en obtenir davantage. Ils devaient travailler dur dans les champs - parfois en faisant travailler des animaux - pour faire pousser des aliments qui fournissaient ensuite de l'énergie en retour. Ce n'était pas très différent de n'importe quelle autre activité impliquant de l'énergie aujourd'hui : maintenant, au lieu de tirer une charrue, vous devez forer des trous, installer des tuyaux et alimenter vos pompes pour obtenir du pétrole ; ou extraire, fondre, fabriquer, livrer puis installer des panneaux solaires et des éoliennes pour faire les autres tâches difficiles à votre place.

Une chose reste certaine : obtenir plus d'énergie coûte toujours de l'énergie, et comme pour tout autre type d'investissement, vous devez gagner (beaucoup) plus que ce que vous avez investi avant que votre équipement ne tombe en panne à cause du vieillissement.

Le problème, rarement reconnu par beaucoup, est que ce rapport entre l'énergie investie et l'énergie récoltée n'est pas fixe. Pas du tout. Et non, il ne s'améliore pas. Malgré toutes les avancées technologiques, il se dégrade d'année en année, avec chaque nouveau puits de pétrole foré et - comme vous le verrez plus tard - avec chaque nouveau panneau solaire ou éolienne installé. Comme l'écrivent les auteurs :

"L'énergie totale nécessaire à la production de liquides pétroliers augmente donc continuellement d'une proportion équivalente aujourd'hui à 15,5% de l'énergie brute produite à partir de liquides pétroliers, à la moitié <50%> en 2050. Nous prévoyons donc une importante consommation d'énergie pour produire les futurs liquides pétroliers."

Cette tendance à la dégradation constante du retour sur investissement énergétique a commencé à mordre particulièrement fort sur le patch de schiste américain. Comme l'a écrit Tsvetana Paraskova sur oilprice.com :

"Malgré les appels lancés aux entreprises pétrolières américaines pour qu'elles augmentent leur production, de nombreux producteurs sont en proie à la hausse des coûts et aux goulots d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement."

Ce qu'elle omet d'expliquer ici, c'est que les nouveaux puits nécessitent plus de forage, plus de sable, plus d'eau, plus d'équipement et de matériel que jamais, parce que les meilleurs des sweet spots, où le pétrole coule plus abondamment, sont maintenant forés. Les endroits restants nécessitent de plus en plus d'efforts, sans parler du fait que les puits forés il y a quelques années doivent maintenant être remplacés à un rythme toujours plus rapide pour maintenir la production au moins à un niveau stable. Cette demande accrue de matériaux a créé des goulots d'étranglement au niveau de l'offre ainsi que des augmentations de coûts partout... Mais pourquoi ? Le sable, l'eau et l'acier sont abondants, n'est-ce pas ? Eh bien :

a) en dehors du pétrole, il n'y a qu'une quantité limitée de sable et d'eau douce dans une zone donnée - et lorsque vous avez besoin d'une quantité toujours plus grande de ces deux éléments sur un terrain déjà épuisé par les activités de forage précédentes... eh bien, pas de chance, comme on dit ;

b) il faut beaucoup d'énergie pour construire et alimenter ces machines, transporter cette charge supplémentaire de sable et d'eau sur le site (de plus en plus loin), alors que l'énergie elle-même commence à devenir une ressource limitée dont le prix ne cesse d'augmenter.

Ainsi, lorsque les prix de l'énergie provenant du charbon (utilisé pour fabriquer des tonnes d'acier pour les plateformes de forage, les tuyaux, les vérins de pompage, etc.), du diesel fabriqué à partir du pétrole (utilisé pour alimenter les camions transportant le sable et l'eau sur le site) et du gaz naturel (utilisé pour générer de l'électricité pour certains équipements de forage) atteignent des sommets, tout le modèle économique derrière "*drill baby drill*" s'effondre. Et comme le même processus se déroule partout dans le monde,

... l'industrie pétrolière se retrouve soudainement dans une bataille qu'elle ne peut pas gagner.

Un retour sur investissement qui ne cesse de se dégrader peut tuer toute entreprise. L'exploitation minière et le forage étant régis par la physique et la géologie, l'augmentation incessante des coûts énergétiques (investissements) est un cercle vicieux impossible à rompre. On peut parler d'une situation difficile.

Alors que les anciens champs pétrolifères géants (comme en Arabie Saoudite) s'épuisent lentement, ils nécessitent eux aussi toujours plus d'énergie pour maintenir la production au même niveau. Les nouveaux sites, comme nous l'avons vu ci-dessus, sont encore pires. Cela se traduit par une "course de la reine rouge" classique où il faut courir toujours plus vite pour rester sur place. Forer toujours plus de puits, toujours plus profonds, mais qui s'épuisent toujours plus vite. Pomper davantage de CO₂, d'eau de mer ou de tout autre produit à portée de main dans les

tuyaux pour maintenir les niveaux de production à un niveau élevé, tout en brûlant toujours plus d'énergie au cours du processus. Le baril se vide et tout le monde aspire autant qu'il le peut.

D'une part, c'est la meilleure nouvelle jamais annoncée pour le climat et l'environnement en général. De l'autre, elle sonne le glas de la modernité énergétique. Si vous avez espéré que le nucléaire, les "énergies renouvelables" ou les batteries nous sauveront, vous allez être déçu. Ces technologies (comme toutes les technologies actuellement utilisées) nécessitent l'exploitation de mines (qui consomment déjà 10 % de notre énergie), la métallurgie et le transport - tous alimentés par le charbon, le pétrole et le gaz, et tous soumis à des retours sur investissement qui se dégradent.

À mesure que le rendement énergétique de l'énergie investie (EROEI) dans le pétrole s'affaiblit, il en va de même pour l'EROEI du nucléaire, des batteries, de l'hydrogène, de l'éolien et du solaire, car ces technologies dépendent toutes des transports, de l'exploitation minière, etc. basés sur les combustibles fossiles. Comme si cela ne suffisait pas, les métaux (cuivre, uranium, silicium de qualité métallurgique, nickel, etc.) nécessitent eux-mêmes toujours plus d'énergie pour être extraits. Il faut transporter de plus en plus de roches, les broyer en morceaux toujours plus petits, pomper et transformer de plus en plus d'eau douce en acide, etc. pour obtenir la même quantité de métal qu'hier, car la teneur en métal des minerais diminue également. Nous avons d'abord épuisé les minerais de meilleure qualité <les plus concentrés> et les avons transformés en gadgets de consommation, en voitures, en ponts, en lignes électriques, etc. qui ont tous besoin de toujours plus d'énergie pour fonctionner et être entretenus.

Un joli cercle d'amour, n'est-ce pas ?

• • •

Je doute sérieusement que ces facteurs aient été pris en compte dans les projections économiques, qui sont généralement établies à partir de données historiques et se concentrent uniquement sur les exigences monétaires des projets par rapport aux véritables demandes matérielles et énergétiques. Selon JP Morgan, par exemple, nous avons besoin de 1,3 trillion de dollars d'investissements d'ici 2030 pour répondre à notre demande énergétique croissante. (Avant que vous ne posiez la question : ce n'est pas parce qu'ils ont soudainement réalisé que nous aurons besoin de plus en plus d'énergie pour extraire les métaux ou pour faire circuler le pétrole, mais parce que la demande sera "*tirée par les économies émergentes et leurs efforts pour se développer et sortir leurs citoyens de la pauvreté*"- sic ! (1))

Ne vous laissez pas distraire par la quantité apparemment énorme d'argent : près de trois fois cette somme a été créée en une seule année (2020) dans un seul pays (les États-Unis). La question inévitable est de savoir si nous avons autant de ressources à acheter ? Si ce n'est pas le cas, de combien (encore) leur prix va-t-il augmenter ? Y aura-t-il suffisamment de réserves inexploitées pour mener à bien ces projets (tant pétroliers que renouvelables) ? L'industrie minière/forage peut-elle s'adapter à cette tâche ? Enfin, et surtout, l'écosystème déjà malmené pourra-t-il supporter une pollution supplémentaire sans glisser vers l'effondrement ?

J'ai de nombreuses bonnes raisons de croire que la réponse à toutes ces questions est : peu probable. **Mais ne vous attendez pas à ce que quiconque au pouvoir l'admette.**

• • •

Le rapport de JP Morgan contient toutefois un indice de ce à quoi il faut s'attendre, même s'il n'a pas été replacé dans son contexte :

... les dépenses mondiales d'utilisation finale de l'énergie devraient atteindre 9,5 % du PIB en 2022, contre une moyenne de 8,4 % entre 2015 et 2019.

Ce n'est pas un chiffre important en apparence, mais il indique en fait à quel point nous nous sommes rapprochés du précipice. Sachant à quel point le PIB est faussé (il est maintenu à un niveau relativement élevé par la

déclaration d'une inflation artificiellement basse, et gonflé par une quantité sans précédent de dettes), il semble déjà possible que le PIB réel augmente à peine, tandis que les prix de l'énergie continuent de grignoter toujours plus le même gâteau.

En fait, c'est ce que l'interprétation de la science suggère de toute façon. Il n'y a pas d'activité sans utilisation d'énergie, qu'il y ait ou non une valeur ajoutée. Et si vous devez payer 2 à 3 fois plus pour la même quantité d'énergie (qu'il s'agisse d'électricité, de charbon, de gaz naturel, etc.), il est évident qu'il vous restera moins d'argent à dépenser pour autre chose. Si vous considérez l'argent comme une créance sur l'énergie, et la dette comme une créance sur l'énergie future, alors si l'énergie investie pour obtenir de l'énergie augmente, le prix de cette énergie nouvellement obtenue doit également augmenter. En d'autres termes :

... si le coût énergétique de l'énergie grimpe, la valeur relative de cette énergie doit augmenter pour l'économie.

Sinon, nous aurions une bulle d'endettement classique, où les demandes ne pourraient tout simplement pas être satisfaites. (Si cela vous rappelle étrangement la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, vous ne vous trompez pas entièrement. Avez-vous également remarqué qu'aucun des phénomènes ci-dessus n'a de rapport avec le COVID ou la guerre en Ukraine) ?

Le signal d'alarme que relativement peu de gens reconnaissent ici, est qu'au-delà d'un certain seuil (en termes de dépenses énergétiques relatives), la croissance se transforme inévitablement en récession <permanente>.

Dans les cas précédents, cette limite se situait autour de 10% du PIB consacré à l'énergie. La première fois que cela s'est produit, au début des années 1980, l'économie a été sauvée par des emprunts bon marché - rendant le pétrole de l'Alaska et de la mer du Nord accessible. La fois suivante, en 2008, il a fallu imprimer de l'argent pour que le pétrole de schiste paraisse une bonne idée. Aujourd'hui, nous en sommes à nouveau à 9,5 %, et la tendance continue d'aller dans la mauvaise direction. **Il se trouve que ces 10 % correspondent également au ratio EROEI de 1:10, c'est-à-dire le chiffre auquel les civilisations ont tendance à tomber de la falaise énergétique.**

Quelque chose à contempler... ce que les dirigeants du secteur pétrolier ont certainement fait.

• • •

Dans l'ensemble, si un gouvernement tente de "résoudre" ce problème de rendement énergétique qui s'aggrave en imprimant encore plus de monnaie, alors - faute de nouvelles sources adéquates d'énergie abondante - le seul résultat prévisible sera encore plus d'inflation... **La seule réponse à ce dilemme serait de trouver une toute nouvelle ressource énergétique, totalement indépendante du pétrole. Comme nous l'avons vu, aucune des "solutions" proposées ne répond à ce critère... Pas même la fusion, qui nécessite des milliers de tonnes de métaux exotiques rares pour chaque réacteur, un fait rarement, voire jamais, mentionné lorsqu'on parle d'"énergie abondante".**

Donc, lorsque les combustibles fossiles finiront par disparaître... eh bien, ce sera la fin d'une histoire très destructrice, polluante et dévastatrice pour la planète, mais aussi la fin d'une ère marquée par une abondance sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Il n'est pas exagéré de dire que nous assistons à la naissance d'une nouvelle époque <sombre>. Une époque marquée par une pollution excessive, le changement climatique et l'effondrement écologique laissé par l'industrialisation et une population meurtrie qui en subit les conséquences. Lorsque l'on voit à quel point nous sommes proches de basculer dans un long et lent déclin énergétique net, il semble de plus en plus sûr de dire que nous sommes (ou devrais-je dire, étions ?) au sommet de la civilisation humaine en termes de chiffres et d'avancées technologiques. Vous l'avez vu, vous l'avez vécu et - si vous avez eu de la chance - vous en avez profité.

Félicitations !

Maintenant, un avenir d'un genre assez différent vous attend.

Notes : (1) Je pourrais écrire des volumes entiers sur la façon dont les économies occidentales - et maintenant est-asiatiques - dépouillent les pays en développement de leurs ressources humaines et minérales, ne laissant derrière elles que plus de pauvreté, de guerre et de pollution.

▲ [RETOUR](#) ▲

Jean-Marc Jancovici : « Pourquoi les crises de l'énergie vont se multiplier »

Par [Eugénie Bastié](#) Publié le 15/04/2022

 / FigaroVox

Une interview de Jean-Marc Jancovici dans Le Figaro le 15 avril 2022



Comme d'habitude, le chapô précédent l'interview, que je reproduis ci-dessous, est de la rédaction du journal et non soumis à relecture, tout comme le titre. Le texte de l'interview ci-dessous a été relu et amendé par mes soins. Entretien réalisé par Eugénie Bastié.

Jean-Marc Jancovici est polytechnicien, ingénieur et enseignant. Il intervient régulièrement sur des sujets relatifs à l'énergie et à l'écologie. Il est l'inventeur principal de la notion de « bilan carbone ». Il a cofondé Le Shift Project, laboratoire d'idées consacré à la lutte contre le réchauffement climatique et la transition énergétique. Il a publié récemment avec Christophe Blain [Le monde sans fin](#) (Dargaud), une BD passionnante sur les enjeux du réchauffement climatique.

LE FIGARO.- Depuis l'entrée en guerre de la Russie, la question de l'énergie, de son coût, de son acheminement, et de son caractère vital pour l'économie, est à nouveau sur le devant de la scène. Cette crise est-elle le grand révélateur de notre aveuglement en matière d'énergie ?

Jean-Marc JANCOVICI.- Je ne sais plus quel personnage a dit : « L'histoire nous apprend que nous n'apprenons rien de l'histoire ». Nous avons déjà eu des épisodes de cette nature, notamment le choc pétrolier de 1973. Ce dernier est une conséquence du passage du pic de production du pétrole aux Etats-Unis, qui a conduit ce pays à être rapidement et massivement importateur du Moyen Orient, ce qui a impacté les capacités de la zone à fournir un ensemble de pays développés en croissance très rapide. Le choc pétrolier est une discontinuité physique, exactement comme on a en ce moment. Pour les gens qui connaissent bien les sujet pétrole et gaz, la seule question était de savoir quand un épisode de même nature allait de nouveau arriver. L'Union européenne importe 94% de son pétrole. L'Europe géographique, en incluant le Royaume-Uni et la Norvège qui sont producteurs, en importe 75%. Dans ces importations, un tiers provient de Russie. Indépendamment de la guerre

en Ukraine, une [analyse récente du Shift Project](#) montre que l'approvisionnement en pétrole pour l'Europe dépend d'une majorité de pays en déclin ou en passe de l'être. La seule question pour un soubresaut était celle du déclencheur.

Comment expliquez-vous qu'on réagisse moins fortement aujourd'hui que lors du choc pétrolier de 1973 ?

À l'époque nous avons pris des mesures beaucoup plus courageuses que celles d'aujourd'hui : mise en place de la première réglementation thermique pour la construction et température intérieure limitée par décret, limitations de vitesse, lancement de 50 réacteurs nucléaires (et pas 6 comme aujourd'hui), et aux USA il y a même eu un **rationnement** du carburant. Quelques décennies de néolibéralisme plus tard, l'État est désormais réticent à imposer des mesures drastiques. Le Covid a été considéré comme assez grave pour faire entorse à cette tendance, puisqu'il a été demandé aux gens de ne pas bouger de chez eux pendant deux mois, **mais on n'est pas capable aujourd'hui de baisser la vitesse de circulation à 110 km/h sur les autoroutes pour faire face à la crise de l'énergie.** Plus étonnant : les gilets jaunes se sont révoltés alors que le prix du carburant était à 1,5 euros, et aujourd'hui, à presque 2, tout le monde fait le dos rond. **L'augmentation du prix de l'essence par la fiscalité fait plus protester que son augmentation par raréfaction de l'offre.** Cela signifie qu'il est plus acceptable de remplir les caisses de M. Poutine que de remplir celles de notre état. C'est tout de même une bizarrerie !

Comment jugez-vous l'impuissance des Européens à établir des sanctions sur le gaz et le pétrole russe ?

Le pétrole et le gaz sont disponibles sur terre en quantité finie. La quasi-totalité des producteurs ont désormais passé leur pic de production. Se passer du troisième d'entre eux, qui est quasiment au niveau du 2ème (l'Arabie saoudite), n'est physiquement pas possible si nous voulons conserver un approvisionnement constant. Nous pourrions donc nous en passer, mais la contrepartie serait une décélération forte de l'économie, puisqu'un tiers – ou même un quart – de pétrole en moins c'est autant de transports en moins à bref délai. **La production russe fournit 40% du gaz utilisé dans l'Union européenne. S'en priver demain matin signifie, concrètement, d'arrêter de chauffer la majorité des bâtiments chauffés au gaz. C'est physiquement possible, mais la question est de savoir si les gens sont prêts à ces efforts pour soutenir les Ukrainiens.**

La fermeture de Fessenheim a-t-elle eu un impact sur notre dépendance énergétique ?

À court terme oui. Juste après la fermeture de Fessenheim, la production supprimée a été compensée par des énergies fossiles, des centrales à charbon et à gaz, en France ou hors de France. En effet les capacités éoliennes et solaires ne peuvent instantanément fournir plus puisque l'intégralité de leur production est déjà prioritaire sur le réseau. Des capacités renouvelables additionnelles sont ensuite venues en partie remplacer Fessenheim, mais avec du fossile en appui. Fermer Fessenheim a clairement conduit à émettre plus que si on n'avait pas fermé.

Penser que la crise de l'énergie ne sera que transitoire est-il illusoire ?

À chaque crise il y a l'espoir un « retour à la normale » suivra, ce qui n'est déjà plus le cas. Les chocs pétroliers ont acté la fin des trente Glorieuses, la crise de 2008, une explosion de la dette et des taux négatifs... Après le Covid, des secteurs entiers ne sont toujours pas revenus à la normale, avec des problèmes d'approvisionnement qui durent dans le temps. Sur l'énergie, et en particulier sur le pétrole, on va avoir de moins en moins de « retour à la normale ». L'ensemble de la société ne s'orientant pas vers une décarbonation accélérée, ces crises vont se multiplier. Nous allons subir de plus en plus de défauts d'approvisionnement. La « crise de l'énergie » est en fait l'expression d'une contraction qui va durer.

La nécessité de la sobriété énergétique est-elle inexorable ? Ne peut-on pas parier sur des ruptures technologiques (l'hydrogène ou la fusion nucléaire) qui rendront possible de continuer avec le même modèle ?

À force de ne voir l'énergie que sous l'angle du coût, on en oublie que c'est d'abord une grandeur physique. Elle est régie par la loi de conservation qui nous impose un fait : on ne peut pas utiliser une énergie qui n'existe pas dans la nature. Par exemple il n'y a pas d'hydrogène libre dans la nature en quantité significative. Pour le fabriquer on utilise actuellement du gaz ou du charbon. Et plus généralement aucun cocktail d'innovations techniques n'a spontanément enclenché une baisse des émissions, sinon nous l'aurions déjà vu !

Peut-on parier sur le tout nucléaire ?

Le pari d'un développement rapide du nucléaire bute sur des « limites » d'acceptabilité et de compétences. La barrière au nucléaire n'est pas tant une barrière de matériaux (la quantité de béton qu'on met dans une centrale nucléaire par rapport à celle qu'on emploie chaque année est dérisoire, et la quantité d'uranium pas énorme), mais une barrière de compétences. Il faut d'abord régler au bon niveau. Cela signifie se prémunir contre les risques d'une mauvaise exécution, mais si les règles sont trop contraignantes, elles empêchent de faire dans les délais, et à ce moment apparaît un risque bien plus important : celui d'un défaut de fourniture électrique dans un pays qui en dépend partout. Il faut ensuite avoir les compétences pour faire, et surtout les maintenir dans la durée, ce qui demande une constance dans l'effort. Aujourd'hui, on déploierait du nucléaire beaucoup moins vite que quand on a lancé le premier parc. C'est dû aux procédures qui n'existaient pas avant (par exemple les débats préalables) et aux conceptions plus contraignantes pour la construction. Si on pense vraiment qu'il y a urgence, il faudra à un moment donné arbitrer les risques et peut être décider d'alléger les procédures préalables ou de simplifier les dessins. Incidemment, c'est ce qu'on a fait pour l'éolien : considérant qu'il faut aller plus vite, le pouvoir a diminué les possibilités de recours. Ce qu'on fait pour les énergies renouvelables – au nom de l'urgence climatique – peut très bien être décidé pour le nucléaire. Un autre obstacle au nucléaire est le cadre économique. Le nucléaire est une énergie qui nécessite des investissements très élevés, et a besoin de stabilité des prix. C'est une énergie qui produit des MWh économiques s'il peut disposer de capitaux à faibles taux d'intérêt, ce qui signifie qu'il est développé dans un cadre public. À ce propos, la « libéralisation » de l'électricité a été une ânerie sans nom : elle a rendu les prix volatils et rendu impossible les investissements « spontanés » de long terme. Bref, si on prend le pari du nucléaire on fait un pari de compétences et de cadre économique et réglementaire stable et adapté. Si on fait le pari du renouvelable (en forte proportion s'entend), il faut parier sur la disponibilité des matériaux (beaucoup plus que pour le nucléaire), sur la disponibilité des emplacements, et sur la disponibilité des moyens permettant de rendre le réseau pilotable, c'est-à-dire du stockage, et des moyens disponibles chez les voisins quand ils ne le sont pas chez nous (c'est cela qui se cache derrière « interconnexions »), toutes choses qu'on ne sait pour l'instant pas bien faire.

Ça veut dire que quoi qu'il arrive, on devra mettre en place de la **sobriété <rationnement> ?**

Toutes énergies confondues, la France consommait avant covid aux alentours de 1800 milliards de Kilowatt-heures par an (en énergie finale), dont un peu moins de 400 en nucléaire. Si on divise la quantité d'énergie qu'on utilise par deux, on arrive à 900 : même si on double le nucléaire, on aura besoin de sobriété. Nous n'y couperons pas. Il vaut mieux que cette sobriété soit pilotée que subie, car **la sobriété subie, cela s'appelle la pauvreté.**

L'écologie des petits gestes (mettre un pull, baisser le chauffage) est-elle utile ?

Je crois plutôt à l'**écologie des gros gestes** ! Avec Carbone 4, nous avons sorti une étude « [Faire sa part](#) » qui montrait que, au niveau de l'individu, l'ensemble des gestes à sa portée permettait de diviser son empreinte carbone par deux (l'autre moitié vient de choix collectifs sur l'industrie, l'énergie, l'agriculture). Là-dedans ce sont les gros gestes qui comptent : éteindre la lumière quand on sort d'une pièce ou bien trier ses déchets a très peu d'impact, ce qui compte vraiment c'est changer de moyen de transports (ne plus prendre l'avion, se passer de voiture), décarboner son chauffage (ne pas avoir de chaudière à fioul ou à gaz), manger moins de viande, et acheter le moins d'objets possible **<ce qui fait s'effondrer les emplois et l'économie>.**

Pendant cette campagne présidentielle, tous les candidats ont parlé de réindustrialisation. Celle-ci est-elle compatible avec l'impératif écologique ?

Oui, si la réindustrialisation consiste à fabriquer chez nous avec de l'énergie décarbonée des choses que nous importons aujourd'hui et qui sont fabriquées avec de l'énergie carbonée. Par exemple, la production d'aluminium est extrêmement intensive en électricité. Si on fabrique les objets en aluminium en France avec du nucléaire plutôt qu'en Australie et en Chine avec de l'électricité au charbon, cela économisera des émissions. Il en va de même pour les batteries qu'il faudrait fabriquer chez nous (ou en Suède !) avec de l'énergie décarbonée, en traitant en France toutes les étapes qui suivent l'extraction des minerais. Cela diminuerait significativement les émissions de fabrication des voitures électriques. Mais pour cela il faut être sûr que l'énergie supplémentaire nécessaire pour cette réindustrialisation soit à la fois *disponible* et décarbonée !

La question de l'énergie pose le problème de l'efficacité démocratique. On le voit, par temps d'élection, demander davantage de sobriété énergétique est impossible. Cela va-t-il poser un problème sur le long terme ?

La transition énergétique, qui exige une « poigne de fer » peut-elle avoir lieu dans un cadre démocratique ? Ça dépend ce qu'on appelle une démocratie. La seconde guerre mondiale a demandé une sacrée poigne de fer. Deux pays, les Etats-Unis et la Grande Bretagne sont restées des démocraties tout en menant un effort de guerre extraordinaire : aux Etats-Unis on a réorienté un tiers du PIB en trois ans. La compatibilité d'une forme de démocratie avec l'efficacité est possible. Pendant le Covid, on a réussi à imposer un certain nombre de restrictions, tout en maintenant l'état de droit et les élections. En revanche la décarbonation – dans la mesure où c'est une course contre la montre – est-elle compatible avec des processus de concertation et de délibération extrêmement longs avant chaque action ? La réponse est moins évidente.

Vous proposez un plan pour sortir des énergies fossiles en trente ans en France. Que répondez-vous à ceux qui affirment que tout cela est inutile, tant que les plus gros pollueurs du monde n'en font pas autant ? À quoi bon baisser son chauffage puisqu'au Qatar on allume la climatisation dans des stades...

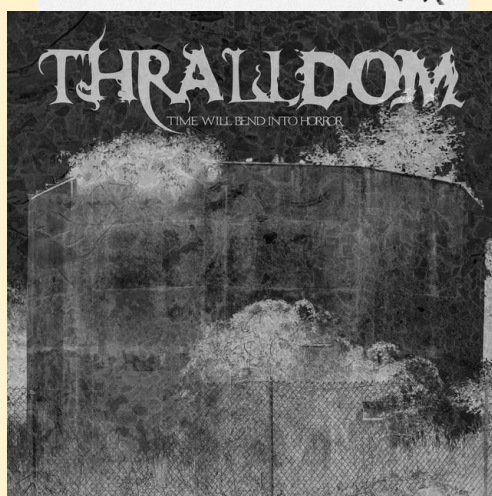
D'abord, le Qatar peut se le permettre puisqu'ils ont du gaz à volonté. Nous non. Ceux qui disent ça prennent uniquement le problème sous l'angle des émissions de CO2 comme si nous avions le choix et que tout cela était une affaire de préférences sans conséquences. Ils ne prennent pas en compte la question de notre dépendance à des ressources épuisables. Si les ressources s'épuisent, nous allons devoir nous en passer. **Le problème n'est pas de faire un régime alors que les autres n'en font pas, le problème est que nous n'allons plus avoir à manger.**

▲ RETOUR ▲

.L'emprise des morts et ses usages

Par James Howard Kunstler – Le 18 avril 2022 – Source kunstler.com

JAMES HOWARD
KUNSTLER



Le printemps est toujours convulsif, avec de nouvelles choses qui prennent vie. Sous chaque feuille morte, quelque chose s'agite et cherche la lumière, l'ancien doit faire place au nouveau, et dans une certaine mesure, la terre n'est plus tout à fait la même qu'elle était la dernière fois qu'elle s'est retournée, même si la scène semble superficiellement familière. La torpeur de l'hiver est, au moins, un froid réconfort, mais la chaleur et le mouvement du printemps font vibrer les nerfs. Les choses invisibles se déplacent sinistrement sous nos pieds. Tout est en suspens et tendu, et rien n'est résolu.

Après avoir détruit son dernier modèle économique – la falsification financière hypertrophique – la société occidentale se heurte à une nouvelle réalité aveuglante : **il faut des biens réels pour faire fonctionner une économie, et l'argent lui-même ne peut pas remplacer ces biens.** Les milliers de milliards censés être investis, par exemple, dans les valorisations boursières ne sont en fait que des souhaits et des promesses, et pour quoi faire ? Pour plus d'argent, qui réagit en perdant de la valeur, de sorte que nous courons toujours plus vite vers un horizon qui s'éloigne.

Le résultat net : un monde avec moins de biens disponibles et beaucoup d'argent qui perd de plus en plus de sa valeur dans la poursuite de ces biens. Il ne faut pas longtemps pour que les gens reconnaissent le manque d'utilité de ces deux conditions. L'idée que nous pouvons résoudre ce problème avec de l'argent numérique de banque centrale est hilarante. Lorsque l'on est confronté à une diminution des biens disponibles, le recours à une « monnaie » toujours plus abstraite de toute relation avec les biens matériels ne fait que vous mettre sous l'emprise de plus de souhaits et de promesses vides, alors que c'est exactement le moment d'être moins sous l'emprise et plus en contact.

L'Amérique en a assez d'être sous l'emprise, surtout de personnages et de forces voués à notre destruction. **Ce printemps est le début d'une vie nationale avec moins de choses, y compris, semble-t-il, des choses à manger.** Cela va certainement mettre les gens en contact avec quelque chose de réel, et alors ils devront naturellement faire quelque chose à ce sujet. Le contrôle centralisé de la population par le biais d'une monnaie numérique traçable est la dernière chose à faire face à la faim et au désespoir. En fait, ce n'est qu'une autre série de souhaits et de promesses vides.

La réalité est que le gouvernement centralisé, tel que celui de Washington DC, contrôle de moins en moins de choses – sauf la prétention fabriquée qu'il peut résoudre les problèmes de moins de choses et d'argent en décomposition. Le gouvernement fédéral est de plus en plus impuissant, incapable de s'acquitter de ses obligations fondamentales de préserver l'ordre et la sécurité publics. Sa dernière tentative pour réparer quelque chose a été la réponse à la crise de la **Covid-19**, qui a culminé avec le fiasco des **vaccins à ARNm**, actuellement en attente et qui tendent **vers une vague stupéfiante de décès précoces** parmi ceux qui sont sous l'emprise des promesses transparentes et malhonnêtes des autorités (« sûr et efficace »).

C'est le problème avec la fascination. Elle réduit tellement le champ de vision que vous ne pouvez pas voir ce qui vous arrive indirectement, comme les difficultés et la mort. Le pays a de sérieux problèmes depuis plus d'une décennie. Des cavalcades de mauvais choix – puis de mensonges sur ces mauvais choix – nous ont poussés bien au-delà des limites de nos attentes les plus chères. Une façon de s'en sortir est donc de refuser tout simplement de rester sous l'emprise de l'administration et des conneries fabriquées qui en sont le seul produit.

Ces derniers temps, nous sommes sous l'emprise du mélodrame en Ukraine, largement conçu par des personnalités et des forces au sein de notre propre gouvernement et à leurs propres fins, qui semblent étrangement en contradiction avec les intérêts réels de la nation (la nation étant nous, son peuple). **Cela illustre peut-être le fossé qui se creuse entre la bête avachie qu'est devenu le gouvernement et les gens qui tentent de mener leur vie et leur destin sous son égide. Pas de nourriture pour vous, pas d'engrais pour la nourriture future pour vous, pas de pièces de rechange pour vous, pas de liberté d'expression pour vous, pas de rôle social ou économique pour vous, pas de santé pour vous, et (attention, maintenant !) bientôt plus de vie pour vous.**

Devenir collectivement fou a été un luxe que nous ne pouvons plus nous permettre. Vous êtes tombés dans le RussiaGate et cela vous a tenu en haleine pendant des années. Vous êtes tombés dans le piège de l'impeachment orchestré par Adam Schiff avec les appels téléphoniques en Ukraine. Vous êtes tombés dans le piège Covid et des vaccins dangereusement défectueux qui vous ont été imposés. Vous vous êtes fait avoir par l'élection frauduleuse du vaisseau vide connu sous le nom de « Joe Biden ». Ne tombez pas dans le piège de l'invitation à la troisième guerre mondiale.

La Russie veut faire des affaires dans sa sphère d'influence historique. Ce ne sont pas nos affaires, et nous ne faisons qu'empirer la situation du peuple ukrainien en prétendant que ce sont nos affaires avec la fausse promesse de notre soutien. La seule chose qui nous importe en ce moment à propos de l'Ukraine est que nous faisons obstacle à des négociations utiles pour mettre fin au conflit dans ce pays et que nous incitons divers autres pays d'Europe à aggraver la situation.

C'est une excellente distraction pour tout ce qui est en train de disparaître dans notre propre pays, y compris la perte de liberté, le droit à un moyen de subsistance, le besoin d'un sens légitime, la valeur de notre argent, notre respect de la loi, la capacité de dire ce que nous pensons, et nos devoirs et obligations les uns envers les autres. Notre gouvernement n'est pas intéressé à soutenir tout cela, et nous pouvons douter qu'il le pourrait même s'il le voulait. Il veut seulement vous maintenir dans un état d'asservissement abject pendant qu'il détruit notre postérité.

▲ **RETOUR** ▲

.Vous avez été mal informé

Par James Howard Kunstler – Le 15 avril 2022 – Source <https://kunstler.com>



N'est-il pas évident aujourd'hui que **la malhonnêteté généralisée** est la première des nombreuses crises de la société occidentale en général et de la vie américaine en particulier ? Toutes nos autorités se sont rendues fausses, mentant sur leur chemin dans le vaste effondrement de la confiance qui conduit la nation vers un spectacle d'horreur culminant de conflit et de perte.

Le levier privilégié de cette intoxication mentale concertée a été le terme d'art de la désinformation, appliqué en particulier aux choses et aux propositions qui sont vraies – confondant ainsi la capacité du public à discerner la vérité en quoi que ce soit, ou à découvrir comment il est trompé dans des questions de vie ou de mort. Nous avons permis au pire de la nature humaine de nous déshonorer. Satan, le père du mensonge, est le parangon de la disgrâce de la société occidentale, et la vie américaine apparaît donc de plus en plus satanique et honteuse.

Tout cela a été illustré par le fonctionnement de **Twitter**, le joyeux petit oiseau bleu de la messagerie sociale qui s'est transformé en quelques années en un instrument de coercition, de punition, de tromperie et de mensonge, jusqu'à ce qu'il devienne évident que la désinformation de Twitter était la désinformation elle-même. La moitié de la nation ne croit pas à ce que lui disent les détenteurs de l'autorité et l'autre moitié se délecte de l'abus inconsidéré de cette autorité.

Il est donc rafraîchissant de voir un Elon Musk agir pour prendre le contrôle de ce vecteur satanique de disgrâce. M. Musk semble motivé pour vaincre la culture du mensonge en restaurant le débat ouvert dans l'omniprésente arène publique en ligne. C'est un acte héroïque. Mais, voyez-vous, ce n'est pas seulement à la direction de Twitter ou à ses plus gros actionnaires que M. Musk s'attaque, mais à des forces malveillantes du gouvernement américain, qui ont subrepticement pris le contrôle de Twitter et d'autres médias sociaux pour imposer leur volonté aux événements. Si vous ne savez pas que Twitter, Facebook et Google sont des mandataires au service des services de renseignement américains, c'est que vous n'avez pas été attentif.

L'utilisation de Twitter pour imposer cette culture de malhonnêteté omniprésente dans les discussions publiques est ce qui a donné la permission à tous les autres de suivre le script. **La médecine** a complètement réussi à se déshonorer et à se détruire en mentant sur tout ce qui est lié à la Covid-19, de ses origines aux traitements follement interdits, en passant par les actions néfastes des vaccins et les données cachées qui pourraient nous révéler les résultats de tous ces mensonges. Twitter a donné le ton avec ses politiques de censure. Quiconque suggérerait que les confinements, les masques, les protocoles de remédiation et les mandats de vaccination violaient la décence commune était jeté hors de l'arène, souvent avec la punition supplémentaire de perdre une carrière, une licence professionnelle, un gagne-pain, et de devoir supporter la trahison de collègues contraints au silence.

Twitter a également permis le suicide de l'enseignement supérieur, qui a succombé à un fléau de folie jacobine qui embarrasserait les détenus d'un ancien service fermé. L'échec de l'autorité sur le campus est cosmique. Pouvez-vous nommer un seul président d'université qui ait élevé la voix contre une idiotie aussi manifeste que la compétition des hommes dans les sports féminins, l'invention d'ersatz de domaines d'études, la re-ségrégation des dortoirs et des cérémonies de remise des diplômes, le renvoi des conférenciers invités, la persécution des professeurs libres-penseurs, les tribunaux par médias interposés pour les conflits sexuels, et une centaine d'autres violations de l'intellect et de la décence ?

Toute cette folie forcée a été nourrie par les mécanismes sournois des médias sociaux pour plier la narration en propagande : leurs algorithmes bien-aimés, tous réglés pour détruire tout ce qui touche à la vérité. Le résultat est un pays tellement imprégné de mensonges qu'il est incapable de construire un consensus cohérent sur la réalité et de prendre des mesures cohérentes pour éviter son propre effondrement.

Des forces puissantes se rassemblent pour empêcher Elon Musk de racheter les actions de Twitter et de privatiser l'entreprise. BlackRock, Vanguard, le prince régent d'Arabie Saoudite sont tous des actionnaires principaux de Twitter, avec des milliards de dollars de capital pour théoriquement égaler et surmonter les actions de M. Musk. Pendant ce temps, le patron de Tesla maintient une confiance en soi farfelue dans cet exploit, offrant des giboulées cryptiques et comiques à des médias d'information qui ont ouvertement intérêt à s'opposer à lui. On peut supposer qu'il a réussi son pari. Il a l'air de quelqu'un qui a distribué un jeu de cartes visant à [tout faire péter](#).

La perspective d'une arène publique ouverte pour les idées est tout à coup exaltante, compte tenu de la façon dont le flux d'information a été détourné au service des méchants. Il est amusant de voir leur casuistique torturée lorsqu'ils plaident pour la « *modération du contenu* » – la phrase du jour pour la censure, comme si c'était une bonne chose plutôt que le contraire de tout ce qui est bon. Cela ressemble au début de quelque chose de positif après un long siège de dégénérescence politique. Laissez entrer le soleil pour désinfecter l'arène. Renvoyer les démons dans l'obscurité. Vas-y, Elon !

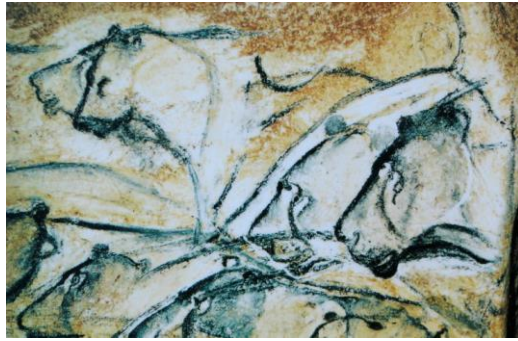
▲ [RETOUR](#) ▲

.Le pouvoir : Chapitre 2. Le pouvoir au Pléistocène

Par Richard Heinberg, initialement publié par New Society Publishers 27 avril 2022



resiliencia



*Ceci est un extrait abrégé de **Power : Limits and Prospects for Human Survival** (2021) par Richard Heinberg ; posté avec la permission de New Society Publishers.*

Le pouvoir de l'art

Les humains ont commencé à faire de l'art et de la musique très tôt dans leur parcours évolutif. Les peintures rupestres et les flûtes en os ont fait leur apparition il y a environ 40 000 ans, à peu près au moment où le langage et les outils en pierre ont probablement fait un bond en avant. Les peintures paléolithiques d'animaux et d'humains sont exquises et expressives. Les flûtes anciennes, fabriquées à partir d'os de mammouth et de vautour, produisent des sons ayant les mêmes relations tonales (tons entiers, demi-tons) que les sons produits par les instruments de musique modernes comme le piano ou la guitare. Nous trouvons également des traces d'art corporel et de décoration à cette époque. En outre, dès que nous avons eu le langage, nous avons probablement commencé à l'utiliser de manière ludique et créative pour créer des chansons, des poèmes, des sagas et des blagues. Tout cela n'avait pas grand-chose à voir avec les besoins de survie. La musique, l'art et les jeux de mots impliquaient un pouvoir non pas de domination, mais de célébration partagée et de transcendance.

Il est courant de parler du pouvoir d'une œuvre d'art - une peinture, une performance musicale, une danse, une pièce de théâtre ou un morceau de littérature. Mais de quel type de pouvoir s'agit-il ? C'est un type différent de ceux que nous avons abordés jusqu'à présent, et l'ignorer reviendrait à négliger un aspect essentiel non seulement de l'humanité, mais de la nature elle-même. L'évolution de la vie par le biais du principe de puissance maximale [évoqué dans l'introduction] semble simple : les organismes qui sont capables d'exploiter et d'exercer une plus grande puissance laissent derrière eux une plus grande descendance et évincent les autres organismes. Vu sous cet angle, la vie semble être une compétition sinistre. Pourtant, lorsque nous observons le résultat de milliards d'années d'évolution, il est d'une beauté étonnante.

Comme nous l'avons vu au chapitre 1, les animaux et les plantes consacrent d'énormes efforts à la création de la beauté dans le cadre de la reproduction. Et, comme nous venons de le voir, les préférences esthétiques ont, via la sélection sexuelle, probablement aussi sculpté le corps humain et modifié notre comportement instinctif. Avec la sélection sexuelle, l'évolution n'est plus seulement liée à la forme physique.

Une fois que la beauté devient une priorité, elle devient souvent une fin en soi. Bien qu'elle puisse commencer par les parades nuptiales, la beauté peut prendre une signification propre. Les oiseaux semblent souvent chanter par pur plaisir, même lorsqu'ils n'ont pas besoin d'attirer un compagnon. Chez l'homme, à mesure que l'évolution culturelle s'est accélérée, notre quête de beauté s'est aussi largement détachée de la sélection sexuelle. L'appréciation esthétique et la production de beauté ont coévolué de plus en plus rapidement pour devenir des obsessions écrasantes.

Le résultat, aujourd'hui, est que **nous vivons dans un monde humain esthétique**. Presque chaque surface d'une ville moderne est conçue de façon esthétique. Les voitures, les maisons, les immeubles de bureaux et les outils de toutes sortes - des motos aux stylos à plume - sont devenus des toiles pour le processus créatif. Et nous sommes immergés dans des divertissements de toutes sortes, de la musique d'ambiance aux romans en passant par les séries télévisées. L'homme moderne typique "consomme" de l'art presque du moment où il se réveille jusqu'au

moment où il s'endort le soir.

L'obsession avec laquelle nous cherchons à produire et à apprécier l'art peut être illustrée par une activité à laquelle (pour le meilleur ou pour le pire) j'ai consacré des dizaines de milliers d'heures : jouer du violon. Essayez de regarder et d'entendre la violoniste Hilary Hahn interpréter le 24e Caprice de Paganini sur YouTube. Une douzaine de notes ou plus peuvent défiler à chaque seconde, chacune parfaitement accordée, et chacune parfaite aussi dans son articulation et sa couleur sonore. Les deux mains de Hahn sont engagées dans des tâches totalement différentes qui doivent être en quelque sorte exactement synchronisées. Et le but de l'exercice n'est pas seulement de ne pas faire d'erreurs tout en faisant plusieurs choses presque impossibles simultanément, mais de créer en toute confiance une musique belle et émouvante. Avec tout le respect que je dois à la chirurgie du cerveau, je peux affirmer avec certitude qu'aucune activité humaine ou animale ne requiert autant de précision numérique que le violon de haut niveau. Et ce ne sont pas seulement les doigts du violoniste qui sont concernés, mais aussi les poignets, les bras, les muscles du dos et, avant tout, le cerveau. Les exercices avec les doigts... sont inutiles sans une "oreille" entraînée - ce qui signifie en réalité un cerveau hautement entraîné - capable de reconnaître les minuscules variations de hauteur et de rythme, et d'apporter des corrections quasi instantanées à la volée.

Cette digression souligne un point que j'ai déjà évoqué : la dextérité de la main humaine ne peut s'expliquer uniquement par des facteurs anatomiques. L'évolution de la pratique du violon, et de l'utilisation des **outils** en général, s'est faite à plusieurs niveaux - anatomique, mental, social et esthétique - plus ou moins simultanément.

Cependant, mon exemple illustre surtout la dévotion totale de nombreux humains pour l'esthétique, à un degré difficile à justifier en termes de sélection naturelle ou sexuelle. Oui, beaucoup de jeunes hommes achètent une Stratocaster et prennent des cours de guitare pour impressionner les filles. Mais j'ai du mal à imaginer qu'un tel motif puisse contraindre un enfant de cinq ans à commencer à pratiquer un instrument de musique extrêmement difficile plusieurs heures par jour et à continuer à le faire jusqu'à l'âge adulte... L'amateur de sport reconnaîtra une obsession similaire. Les adeptes du football, du surf et du sumo font preuve d'un niveau de compulsion similaire, et l'expérience subjective d'une performance exceptionnelle dans n'importe quel sport peut être qualifiée d'esthétique. L'engagement dans l'athlétisme s'explique peut-être plus facilement en termes de compétition, de sélection et de forme physique (et les récompenses financières pour les performances de niveau professionnel sont parfois astronomiques), mais la poursuite de l'excellence dans les sports et les arts est, dans les deux cas, quasi-spirituelle.

L'évolution nous a donné le pouvoir sur le monde naturel. Mais ce faisant, elle nous a donné des capacités qui pouvaient être utilisées pour des choses qui n'avaient que peu ou pas de rapport avec le pouvoir au sens conventionnel de l'évolution - c'est-à-dire la capacité de se procurer de la nourriture ou de trouver un partenaire. Le pouvoir de communiquer un plaisir esthétique et, par conséquent, de ressentir une profonde affinité avec d'autres personnes, y compris des individus d'autres espèces (comme nous le faisons lorsque nous apprécions la beauté du chant des oiseaux ou que nous nous extasions à la vue d'un groupe de dauphins "dansant" en parfaite synchronisation avec les vagues, pour ne citer que deux exemples possibles), propulse la culture humaine vers l'avant d'une manière qui est difficile à mesurer, mais qu'il est impossible d'ignorer. Ce sont des pouvoirs qui, comme nous le verrons plus loin dans ce livre, sont porteurs d'espoir pour notre avenir.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Crises énergétiques à l'heure du Covid : Infrastructures fossiles précaires

Par Sandy Smith-Nonini, initialement publié par Resilience.org 26 avril 2022



resilience



Le spectacle de l'invasion de l'Ukraine par la Russie a exacerbé les tensions concernant l'accès de l'Europe au gaz naturel et pourrait annoncer un changement radical dans la géopolitique régionale de l'énergie. Mais avant la guerre de Poutine, **des crises énergétiques ont éclaté dans des dizaines de pays en 2021.** L'accélération de la demande économique au quatrième trimestre a contribué à un grand nombre d'entre elles, mais il y avait des signes avant-coureurs d'instabilité - des coupures de courant pendant les feux de forêt en Californie à plus de 200 faillites d'entreprises américaines de fracturation du gaz depuis 2015 en raison d'une dette élevée et de prix bas.

Ironiquement, les verrouillages dus au coronavirus au début de 2020 ont accompli d'un seul coup ce dont les militants du désinvestissement ne rêvaient que lorsque les actions pétrolières et gazières se sont effondrées, entraînant la radiation de 145 milliards de dollars d'actifs pétroliers/gaziers à la fin de l'année. Mais les résultats obtenus à ce jour n'incluent pas l'écologisation. Le gouvernement américain a sauvé l'industrie avec 120 milliards de dollars de fonds de relance et d'avantages directs et indirects liés à la pandémie. L'industrie a détourné ces largesses vers des rachats d'actions et des dividendes, plutôt que d'investir dans la production (verte ou brune).

La fragilité des infrastructures gazières ne se limite pas à la dette financière. Alors qu'une vague de cas de Covid-19 submergeait les hôpitaux du Texas en février 2021, un méchant vortex polaire et une tempête de verglas ont paralysé l'État en raison de pannes prolongées causées par le gel des conduites de gaz, laissant plus de 5 millions de familles sans chauffage dans le froid extrême, certaines pendant une semaine. Les températures sont tombées à 6° F (-14° C) à Austin, où les températures minimales descendent rarement en dessous de 40° F (4,4° C).

D'autres crises ont suivi. En juin, quelques semaines à peine après qu'un consortium privé eut repris le réseau électrique précaire de Porto Rico, un incendie dans une sous-station et une série de pannes ont privé d'électricité un million d'habitants de l'île. À l'automne, les défaillances continues du réseau ont suscité des protestations massives de la part d'une population lasse qui, trois ans auparavant, avait réussi à rallumer les lumières après une panne de 11 mois provoquée par l'ouragan María. Des pannes prolongées ont également suivi l'arrivée de l'ouragan Ida à la Nouvelle-Orléans en août.



Image 1 : *Des Portoricains de dizaines de petites villes manifestent à San Juan pour le rétablissement du courant quatre mois après l'ouragan Maria, photo de Marla Perez-Lugo. Utilisé avec permission.*

Puis, alors que la demande économique augmentait à l'automne, les pénuries de carburant et les prix élevés du charbon et du gaz ont provoqué des crises énergétiques en Europe (en particulier au Royaume-Uni), au Pakistan, à Singapour, en Chine, en Inde, en Corée du Sud et au Liban, notamment des pannes d'électricité et/ou de fortes hausses des factures d'électricité. Les prix élevés du gaz reflètent, en partie, la faible production due à l'effondrement de la demande en 2020 qui a laissé les frackers américains dépendants de puits déjà forés, tandis que les prêteurs, échaudés par les faillites, hésitaient à leur accorder des crédits. En outre, les réductions persistantes de la production de l'OPEP-Plus et les tensions avec la Russie, source de plus d'un tiers des approvisionnements en gaz de l'UE, ont ajouté aux risques perçus. Les pandémies économiques ont contribué aux crises énergétiques, tout comme les conditions météorologiques extrêmes et la fragilité des réseaux due au manque d'entretien pendant les décennies de déréglementation des services publics.

Cet essai traite des coûts sociaux et politiques de la crise énergétique, en mettant l'accent sur les cas du Texas et du Royaume-Uni, sur la base de l'étude de plus de 150 rapports gouvernementaux, d'organismes à but non lucratif, d'universités et de médias, et de la participation à deux groupes de discussion sur la panne d'électricité à l'Université du Texas - Rio Grande Valley. Je m'appuie sur d'autres recherches, notamment des ethnographies sur des crises énergétiques antérieures à Porto Rico et en Grèce (Smith-Nonini 2020a, 2020b), pour esquisser des modèles communs et des implications pour une transition verte.

La matrice de nos corps électriques

Les multiples facteurs à l'origine de ces crises témoignent de la nature complexe du réseau électrique - à la fois infrastructure mécanique vieillissante et artefact culturel, façonné par des histoires et des géographies spécifiques (Bakke 2017) au milieu d'une écologie industrielle capitaliste volatile de flux de combustibles, de changement climatique, d'inégalités croissantes et de nouveaux risques de contagion.

Les pannes d'électricité résultent souvent de la convergence de conditions météorologiques inhabituelles, d'une mauvaise réglementation et d'incitations qui récompensent la recherche de profits au détriment de la maintenance du réseau ou de tarifs équitables. Les pannes de réseau prolongées contribuent à la pauvreté énergétique, ou **manque d'accès à l'énergie, qui touche 25 % de l'humanité** et qui est à la fois une cause et un résultat du "sous-développement." (Sovocool et Dworkin 2014).

Mais les récentes crises énergétiques mettent en lumière une "*nouvelle pauvreté énergétique*" dans les pays industrialisés. La plupart des familles américaines à faible revenu sont considérées comme pauvres en énergie (c'est-à-dire qu'elles consacrent plus de 10 % de leurs revenus aux services publics) (Mohr 2018), tandis que plus de 50 millions d'Européens ont du mal à payer leurs factures de services publics - notamment au Royaume-Uni, en Europe de l'Est et dans le bassin méditerranéen. La fragilité des réseaux a été exacerbée depuis les années 1990 par les pressions visant à démanteler et à privatiser les actifs rentables des services publics, une tendance associée à des augmentations de tarifs, des réductions de services et une augmentation de la dette des services publics, en particulier dans les pays endettés où ces réformes sont imposées par les prêteurs et où la réglementation des services publics est souvent faible (Bouzarovski 2014, Luke 2010, Palast et. al 2003).

L'accès quasi omniprésent à l'électricité dans les pays riches masque l'ampleur de la dépendance aux combustibles fossiles qui sous-tend la modernité. La destruction du réseau électrique de Porto Rico par l'ouragan María en 2017 a plongé les habitants dans la pire panne d'électricité de l'histoire des États-Unis. "*Le pays était sens dessus dessous*", a observé un militant local, notant que **si l'électricité n'est pas considérée comme un besoin fondamental comme l'eau, "les gens ne peuvent pas se permettre d'être dans cette société - une société à haute énergie - sans électricité"** (Smith-Nonini 2020a).

La tempête a mis à nu le rôle de l'électricité en tant qu'intermédiaire de routine pour les besoins de base. Environ

3 000 personnes sont mortes, dont beaucoup dépendaient de l'électricité pour leurs traitements médicaux. Un million de personnes ont été privées d'eau. Les habitants ont fait la queue pour obtenir de la nourriture, qui s'est raréfiée, et ont dû survivre pendant des semaines avec de l'argent liquide, faute de guichets automatiques (Smith-Nonini 2020a).

Au cœur des crises énergétiques liées à une pandémie

La panne du Texas Freeze de février 2021

Le gel du Texas a provoqué plus de 700 décès et a privé de courant 4,5 millions de foyers. Les patients du COVID n'ont pas pu accéder aux soins et les magasins ont manqué de nourriture. Le gouverneur républicain Greg Abbot a accusé les éoliennes gelées, mais il a dû revenir sur sa décision lorsqu'il est apparu que les conduites de gaz gelées alimentant les centrales électriques étaient responsables de 55 % des pannes. La nouvelle a été un choc pour cet "État" pétrolier où l'on considère que le gaz et le pétrole fracturés ont rétabli la puissance économique mondiale des États-Unis depuis la crise financière de 2008.

La débâcle a été largement attribuée à l'absence de mesures d'intempérie sur le réseau électrique. Contrairement à certaines îles (Porto Rico, par exemple) qui ne disposent pas d'options de partage du réseau pour renforcer la fiabilité, les politiciens texans ont volontairement isolé leur réseau des autres États après un gel antérieur en 2011 pour échapper aux règles fédérales en matière d'intempérisation (Busby et al., 2021). Deux vagues de froid au début de 2022, qui ont réduit le débit de gaz, ont mis en évidence le fait que l'intempérisation des conduites de gaz n'est que partiellement achevée.

Pendant le gel de 2021, les administrateurs du réseau largement déréglementé ont augmenté le prix de gros de l'électricité à 9 000 \$ par MWh (contre une moyenne de 22 \$ par MWh en 2020) dans le but d'inciter à une plus grande production de gaz. Cela a entraîné des frais estimés à 50 milliards de dollars en cinq jours pour les détaillants d'énergie et les contribuables, ce qui a provoqué l'endettement de nombreux fournisseurs et la faillite de trois services publics. Pendant ce temps, d'autres producteurs et fournisseurs d'énergie ayant des "contrats variables" ont gagné des milliards parce qu'ils ont été autorisés à répercuter les taux astronomiques sur les contribuables, la plupart d'entre eux ignorant qu'ils pouvaient être frappés d'une facture mensuelle de 10 000 \$ ou plus en raison de facteurs indépendants de leur volonté (Busby, et. al 2021).

Plutôt que d'annuler ce que certains qualifieraient de "dette odieuse", les législateurs républicains de l'État ont ensuite socialisé la dette, en offrant des plans de paiement à long terme aux clients et en émettant des obligations garanties par l'État pour 7 milliards de dollars de prêts à faible coût aux entreprises énergétiques touchées. De nombreuses poursuites judiciaires sont toujours en cours. L'une d'entre elles concerne Energy Transfer Partners (ETP), une grande compagnie gazière qui a gagné 2,5 milliards de dollars pendant la tempête et a ensuite versé 1 million de dollars dans la caisse de campagne du gouverneur Abbott. 300 millions de dollars des bénéfices d'ETP ont été facturés au service public municipal de San Antonio, dont les résidents doivent maintenant payer une surtaxe pour couvrir la facture. La ville a poursuivi ETP en justice.

Dans l'ensemble, les compagnies de gaz ont empoché 11 milliards de dollars ; les autres gagnants du "pool énergétique" du Texas comprenaient des spéculateurs - banques et sociétés de négoce d'énergie - qui ont fait des offres lucratives sur les prix pendant que les Texans brûlaient des meubles pour rester au chaud, mais qui n'ont joué aucun rôle dans la fourniture effective d'énergie.

La crise énergétique britannique (et européenne) de 2021

En octobre, la multiplication par cinq des prix du gaz naturel en Europe, conjuguée à une baisse de l'énergie éolienne et aux complications du Brexit, a entraîné une forte hausse des prix de l'électricité en gros au Royaume-Uni et des avertissements de National Grid, l'opérateur du système, quant à d'éventuelles coupures de courant en hiver. L'inflation était liée à des pénuries de gaz naturel liquéfié (GNL), en partie dues à l'augmentation de la

demande chinoise, et à des spéculations sur les tensions géopolitiques, étant donné la forte dépendance de l'UE vis-à-vis du gaz russe. L'électricité britannique dépend à 40 % du gaz, soit environ le double du niveau de l'UE.

Les régulateurs ont relevé de 12 % le plafond public britannique des tarifs d'électricité, qui augmentera encore de 54 % en avril, soit la plus forte hausse du coût de la vie depuis un quart de siècle. Un programme d'aide gouvernementale prévu pour le début de l'année 2022 permettra de compenser les coûts pour les familles à faible revenu et de prolonger les paiements, mais les régulateurs préviennent que le plafond pourrait encore augmenter. Un nombre stupéfiant de 29 services publics (pour la plupart de petits détaillants mal contrôlés) du "pool énergétique" britannique ont fait faillite depuis que le plafond les a obligés à absorber des coûts supplémentaires, laissant des millions de contribuables sans service. Une grande société de services publics, Bulb, a été renflouée par le gouvernement, qui n'a pas pris de mesures plus larges. Pendant ce temps, les entreprises pétrolières et gazières de la mer du Nord, qui sont depuis longtemps de gros donateurs des politiciens conservateurs, ont engrangé des bénéfices exceptionnels, ce qui a suscité des appels à de nouvelles taxes sur le secteur.

Ironie du sort, après de longs retards dans le domaine des énergies renouvelables, **le Royaume-Uni a porté en 2019 la part de l'énergie éolienne dans l'énergie électrique à un niveau remarquable de 28 %, mais un calme rare a affaibli la production des turbines à la mi-2021.** De même, un incendie dans un câble électrique transmanche et les nouvelles règles du Brexit ont perturbé un système prometteur de câbles sous-marins transfrontaliers visant à atténuer les pénuries d'approvisionnement.

La concurrence avec la Chine pour le gaz naturel liquéfié a contribué à faire grimper les prix. La Chine a réduit progressivement l'utilisation du charbon en raison d'un ralentissement économique, d'objectifs climatiques et de l'image des Jeux olympiques, mais elle a été confrontée à une pénurie d'énergie lorsque la demande a augmenté à l'automne. Pour compenser, les responsables ont annulé l'interdiction des importations de gaz américain imposée par l'ère Trump et Sinopec a signé des contrats à long terme pour le GNL offrant des prix plus élevés que les importateurs de l'UE, ce qui a détourné de nombreux méthaniers vers l'Asie.

Les prix ont culminé en Europe à un niveau record de 171,40 euros/MWh juste avant Noël en raison des tensions liées à un flux de gaz russe vers l'Europe inférieur à la normale et au gazoduc Nord Stream 2. Ils se sont modérés, puis ont de nouveau grimpé en flèche à la fin février, lorsque la Russie a envahi l'Ukraine.

Les schémas de fragilité des réseaux à l'origine des crises énergétiques

Les conditions météorologiques extrêmes ont joué un rôle dans de nombreuses crises survenues en 2021 : tempêtes meurtrières, vents changeants et inondations en Asie (qui ont réduit la production de charbon). En outre, la croissance rapide de la demande d'électricité d'une année sur l'autre (par exemple, le **streaming vidéo**, l'extraction de bitcoins) a exercé une pression sur les centrales électriques, alimentant le discours des conservateurs et des critiques des entreprises selon lequel **la transition verte est le problème** et l'augmentation du nombre de centrales à gaz la solution.

Mais de nombreuses crises ont des racines plus profondes. Depuis les années 1980, 18 États américains et plus de 35 pays (dont le Royaume-Uni et une grande partie de l'UE) ont partiellement ou totalement déréglementé l'électricité. Les politiques néolibérales favorisant ce "dégrouper" ont entraîné la privatisation d'actifs rentables, le licenciement généralisé de la main-d'œuvre des services publics et la négligence de l'entretien du réseau (souvent laissé aux autorités de l'État). Les réformes ont permis l'introduction des énergies renouvelables sur le réseau et ont promis des tarifs plus bas, mais ont nui à la surveillance publique (Oppenheim 2016), tout en favorisant l'extraction de profits et la spéculation par le biais du commerce de l'énergie. La débâcle d'Enron en Californie en 2000, la défaillance du réseau de Porto Rico en 2021 après une privatisation précipitée, l'électricité au prix fort en Europe centrale et orientale - où la pauvreté énergétique est élevée - (Bouzarovski 2014) et sont des exemples des inconvénients de la déréglementation.

Dans de nombreux endroits, notamment au Royaume-Uni et au Texas, les grandes entreprises ont dominé le

processus de déréglementation, empêchant toute concurrence réelle et ouvrant la voie à des frais et des tarifs élevés pour les consommateurs, qui l'emportent sur les réductions de tarifs antérieures. Ce contrôle des entreprises a permis aux contribuables texans et britanniques d'être exploités et aux services publics britanniques de faire faillite à plusieurs reprises.

Lors des crises énergétiques précédentes en Grèce et à Porto Rico, les fortes hausses des prix de l'électricité liées à l'austérité sur la dette publique ont laissé de nombreux consommateurs dans l'incapacité de payer leurs factures, certains se tournant vers le vol d'énergie (une option aidée par les défenseurs organisés de la dette en Grèce). La perte de revenus s'est répercutée sur les services publics, provoquant un endettement institutionnel et justifiant les privatisations qui ont profité aux fonds spéculatifs et aux investisseurs étrangers plutôt qu'aux contribuables (Smith-Nonini 2020a, 2020b).

Ces crises énergétiques mettent en évidence la dépendance sociomatérielle des infrastructures de réseau qui crée des frictions, ralentissant les transitions vertes, tout en créant des vulnérabilités scalaires aux perturbations qui sont difficiles à prévoir et ont des répercussions complexes (Boyer 2017). Une question clé est de savoir si les crises de 2021 sont à court terme, ou la preuve d'une inadéquation à long terme entre l'offre et la demande enracinée dans les limites des ressources entrelacées avec les contradictions capitalistes.

En particulier, la croissance de la production mondiale de pétrole et de gaz conventionnels est tiède depuis 2005, et l'extraction non conventionnelle (par exemple, la fracturation et le forage en eaux profondes) n'est pas rentable sans une dette élevée et d'importantes subventions publiques. De plus, les marchés énergétiques volatils ne parviennent souvent pas à satisfaire les besoins des consommateurs en matière de prix et ceux des entreprises en matière de croissance, ce qui provoque de nouvelles crises.

À la fin de l'année 2021, l'Agence internationale de l'énergie a indiqué que la croissance des énergies renouvelables ne supplantera pas les combustibles fossiles à temps pour maintenir le réchauffement de la planète en dessous de 1,5 °C, et que l'écart - à mesure que les réseaux électriques se développent et que les énergies fossiles sont progressivement abandonnées (ou perdent leur rentabilité) - alimentera des cycles destructeurs de volatilité sur les marchés de l'énergie et des biens à forte intensité énergétique, y compris les denrées alimentaires. La flambée actuelle des prix du gaz naturel a fait augmenter le coût des engrais, ce qui risque d'exacerber les crises alimentaires régionales.

Un problème peu étudié est la manière dont le désinvestissement et la destruction pandémique du capital affecteront la transition verte. Les crises énergétiques peuvent-elles stimuler les innovations en matière de décroissance ? Les mouvements naissants en faveur de l'énergie solaire communautaire (comme ceux qui existent à Cuba, Hawaï et Porto Rico) pourraient-ils contribuer à résoudre simultanément la pauvreté énergétique et les objectifs climatiques ?

Mais à l'échelle supérieure, pour que la société soit en transition, nous avons besoin de réseaux stables. Comme me l'a dit un jour un défenseur de l'environnement, "*nous devons brûler quelques combustibles fossiles pour arriver là où nous n'avons pas besoin de le faire*". Si l'électricité doit être la pièce maîtresse d'un avenir renouvelable, nous avons beaucoup de travail à faire. Nous devrions commencer par exiger une surveillance publique responsable des systèmes électriques.

Références

Bakke, Gretchen. 2017. *The Grid : Les fils qui s'effilochent entre les Américains et notre avenir énergétique*. Bloomsbury.

Boyer, Dominic. 2017. "Infrastructures révolutionnaires" *Infrastructures et complexité sociale*, eds : P. Harvey, et. al. CRESC.

Bouzarovski, Stefan 2014 "La pauvreté énergétique dans l'Union européenne : les paysages de la vulnérabilité." *WIREs Énergie et environnement* 2014, 3 : 276-289.

Busby, Joshua W. et al. 2021 "Cascading risks : Comprendre la panne d'électricité de l'hiver 2021 au Texas". Energy Research & Social Science, 77 : 102-106.

Luke, Timothy. 2010. Power Loss or Blackout : The Electricity Network Collapse of August 2003 in North America, 55-68, in Disrupted Cities : When Infrastructure Fails, ed. S. Graham, Routledge.

Mohr, Tanga M. 2018. " La précarité énergétique aux États-Unis : Evidence using the 2009 Residential Energy Consumption Survey ". Energy Economics 74 : 360-369.

Oppenheim, Jerrold 2018. "Le pacte réglementaire des États-Unis et la pauvreté énergétique". Recherche sur l'énergie et les sciences sociales 18 (2016) 96-108.

Palast, Greg et. al. 2003. Démocratie et réglementation : Comment le public peut gouverner les services essentiels. Pluto Press.

Smith-Nonini, Sandy. 2020a. "The Debt/Energy Nexus behind Puerto Rico's Long Blackout : From Fossil Colonialism to 'New' Energy Poverty". Latin American Perspectives 232 : 47(3) : 64-86.

Smith-Nonini, Sandy. 2020b. "Networked Flows through a 'Porous' State : A Scalar Energo-political Analysis of the Greek Debt Crisis", in The Tumultuous Politics of Scale, eds : D. Nonini et I. Susser, Routledge Press.

Sovocool, Benjamin et M. Dworkin. 2014. Global Energy Justice : Problems, Principles, and Practices. Cambridge University Press.

▲ [RETOUR](#) ▲

.CATASTROPHE CLIMATIQUE : LE MÉDIUM N'EST PAS LE MESSAGE

Kurt Cobb Dimanche 14 octobre 2018

Resource Insights Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb



Quiconque a suivi la question du changement climatique au cours des 30 dernières années sait que les prévisions officielles fournies par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sont rapidement bouleversées par l'évolution de la situation et ont souvent été obsolètes avant même d'être publiées.

Le dernier rapport du GIEC est cependant le premier à abandonner le ton mesuré des précédents et à prédire ce qu'il considère comme une catastrophe climatique pour la civilisation humaine, à moins que le monde ne fasse un brusque revirement et ne commence presque immédiatement à réduire de façon spectaculaire ses émissions de gaz à effet de serre.

Et pourtant, même cette prévision est probablement trop conservatrice dans ses déclarations. C'est ce qu'affirme **Michael Mann**, un chercheur en climatologie dont le célèbre graphique en "crosse de hockey" est essentiel pour comprendre la hausse des températures mondiales et a été reproduit à maintes reprises à l'aide d'autres mesures des températures mondiales historiques.

Ce qui est peu compris par le public, c'est que les humains sous-estiment le rythme et l'impact du changement climatique depuis que le chimiste suédois Svante Arrhenius a suggéré pour la première fois en 1896 que le globe

se réchauffait en raison des émissions de dioxyde de carbone.

Ce qui m'amène à un point plus général : Le public a tendance à entendre parler le plus souvent des valeurs médianes ou des scénarios du milieu de la route dans toute prévision, parfois appelés *scénario de référence*. (On met très peu l'accent sur l'éventail des possibilités. Par exemple, le GIEC prévoyait en 2000 que la température moyenne mondiale pourrait être de 1,4 à 5,8 degrés centigrades supérieure à celle de 1990 d'ici 2100).

Aujourd'hui, nous craignons qu'une augmentation supérieure à 1,5 degré par rapport à l'ère préindustrielle ne soit synonyme de catastrophe pour l'agriculture mondiale, les phénomènes météorologiques violents, l'élévation du niveau de la mer et les épidémies. Auparavant, on pensait que 2 degrés constituaient le seuil des conséquences graves et irrémédiables du changement climatique.

Nous avons été surpris par la vitesse à laquelle le changement climatique se déroule (car nous avons tendance à penser que le changement climatique progresse en ligne droite graduelle). Et nous avons été surpris par les effets obtenus jusqu'à présent. Les calottes glaciaires fondent plus rapidement, le taux d'accumulation de carbone dans l'atmosphère s'accélère et l'élévation observée du niveau de la mer continue de s'accélérer. Mais le public n'a même pas commencé à comprendre ce que signifierait un réchauffement de 4 ou 5 degrés.

L'énigme est double : quelle sera l'ampleur du réchauffement au fil du temps et quelle sera la gravité des effets de chaque niveau de réchauffement ? Il est difficile de répondre à ces questions, car les réponses vraiment précises se trouvent dans l'avenir. Mais le but d'une prévision n'est pas de prévoir une trajectoire exacte, mais de créer des scénarios pour évaluer les risques. C'est pourquoi la plupart des prévisions de bonne foi contiennent des fourchettes (parfois appelées "barres d'erreur") pour les chiffres et pour divers scénarios d'effets. Le GIEC a été fidèle en fournissant ces données.

Mais en tant que société, nous n'avons pas fait ce qu'une bonne analyse des risques suggère, à savoir prendre le scénario le plus défavorable et se demander si la civilisation humaine, telle qu'elle est actuellement constituée, pourrait y survivre intacte. La réponse est probablement non, et ce depuis un certain temps déjà.

Il y a 30 ans, nous pensions avoir tout le temps nécessaire pour faire face au changement climatique. Ses effets et ses dangers étaient encore éloignés de plusieurs décennies. Au fil de ces 30 années, les anciens scénarios extrêmes sont devenus des scénarios consensuels et les nouveaux scénarios extrêmes sont devenus catastrophiques. Les scénarios antérieurs de changement climatique, bénins ou pas trop graves, ont apaisé nos émotions, mais ils n'ont pas réussi à nous préparer à des défis sérieux pour la stabilité de notre civilisation moderne. Nous n'avons pas compris que c'est à l'extrémité la plus grave de l'éventail des possibilités que nous aurions dû nous préparer, précisément parce qu'une telle issue risque d'être trop grave pour que notre civilisation, telle qu'elle est organisée actuellement, puisse survivre.

Accélérer le déploiement des énergies renouvelables tout en réduisant les émissions de carbone, réduire la consommation de viande et inverser le processus de déforestation ont été considérés comme des mesures coûteuses et susceptibles de nuire à la croissance de l'économie. Mais il est presque certain que les ravages du changement climatique compenseront largement tous ces coûts. En fait, si nous partons du principe que la déstabilisation de la société suivie d'**une dépopulation rapide** est tout simplement inacceptable, nous nous rendons compte que l'analyse coûts/avantages est tout simplement inacceptable, voire insensée, lorsqu'il s'agit du changement climatique.

Comme l'a écrit le célèbre étudiant du risque Nassim Nicholas Taleb dans son livre *Fooled by Randomness*, "Peu importe la fréquence à laquelle quelque chose réussit si l'échec est trop coûteux à supporter". La civilisation industrielle continue d'accumuler de nouveaux records de production et de richesse. Et pourtant, si sa trajectoire actuelle aboutit à l'effondrement de la société, cette trajectoire peut difficilement être considérée comme un avantage.

Je m'en voudrais de ne pas mentionner ici que dans un autre domaine important, celui de **l'approvisionnement en énergie**, le public et les décideurs politiques se sont vus infliger la même insistance sur la prévision médiane. Les prévisions concernant l'approvisionnement de notre principale source d'énergie, le pétrole, continuent d'être optimistes. Mais ces prévisions à long terme manquent souvent de fourchettes que nous pourrions contempler.

Nous supposons à tort que les prévisionnistes doivent "savoir" ce qui va se passer dans les champs de pétrole à l'avenir. Mais un graphique préparé par un membre du personnel de l'Administration américaine d'information sur l'énergie montre à quel point nous en savons peu sur les futurs approvisionnements en pétrole. Ce graphique date un peu, mais il fait ressortir un point important qui est toujours d'actualité. La plupart des nouveaux approvisionnements que nous attendons dans le monde entier sont basés sur la foi et rien d'autre. Nous nous disons : *"Nous avons toujours augmenté les réserves dans le passé, donc nous le ferons à l'avenir."*

Revenons à Taleb et répétons son avertissement : *"Peu importe la fréquence à laquelle quelque chose réussit si l'échec est trop coûteux à supporter"*. Si les approvisionnements en pétrole commencent sérieusement à diminuer de manière inattendue et que nous ne sommes pas préparés, alors la société mondiale connaîtra de graves difficultés et une possible déstabilisation. Nous sommes confrontés au même problème que pour le changement climatique. Nous ne sommes pas prêts pour cet événement parce qu'on nous a dit que tout se passera exactement comme prévu pour que la prévision médiane des approvisionnements en pétrole jusqu'en 2040 ou 2050 se réalise.

Un de mes amis, **Dick Vodra**, appelle cela *"la loi d'Yhprum"*. Il m'a écrit récemment que cette loi *"suppose que tout se passe à temps, dans le respect du budget, et fonctionne aussi bien que prévu la première fois"*. Yhprum est Murphy épilé à l'envers". (Les lecteurs se souviendront que la loi de Murphy dit plus ou moins le contraire : *"Si quelque chose peut mal tourner, ça tournera mal."* Ne me demandez pas comment prononcer "Yhprum").

La loi d'Yhprum est l'hypothèse bénigne que notre société mondiale a appliquée dans sa vie quotidienne en ce qui concerne le changement climatique, à savoir que nous allons d'une manière ou d'une autre le résoudre facilement et avec du temps à perdre. C'est également l'hypothèse qui sous-tend la lenteur de nos efforts pour abandonner les combustibles fossiles, en particulier le pétrole.

En général, on dit que la technologie est la solution à ces deux problèmes. Mais si nous, les humains, étions aussi intelligents que le disent les techno-utopistes, il est étonnant que nous ne soyons pas en bonne voie pour résoudre à la fois le changement climatique et l'épuisement du pétrole. Peut-être ne s'agit-il pas de problèmes techniques. Peut-être la technologie est-elle la cause et non la solution à proprement parler de ces problèmes. Peut-être ces problèmes sont-ils d'essence politique et sociale. Tout cela fera l'objet d'un autre essai.

Pour l'instant, essayez de vous rappeler que le médium n'est pas le message. Elle n'est qu'un message parmi d'autres. Le message le plus important provient de l'éventail des possibilités auxquelles nous sommes confrontés, en particulier celles qui **menacent de faire s'écrouler tout notre système.**

▲ [RETOUR](#) ▲

.LE "MONDE" VA-T-IL VRAIMENT MIEUX ? CELA DÉPEND DE VOTRE DÉFINITION DU "MONDE"

Kurt Cobb Dimanche 04 novembre 2018

Resource Insights

Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb



Une critique fréquente du flux de nouvelles quotidiennes est qu'il est rempli d'événements négatifs. C'est en partie un produit du système nerveux humain. Nous réagissons très rapidement aux menaces perçues et plus lentement à l'espoir de gain ou de plaisir. Les rédacteurs et les journalistes savent ce qui va attirer l'attention des gens, c'est pourquoi le vieil adage "Si ça saigne, ça mène" est toujours valable.

Il y a, bien sûr, les récits réconfortants sur les guérisons miraculeuses de maladies ou de blessures, les animaux sauvés et les personnes saintes qui accomplissent des actes charitables étonnants. Et puis, il y a un sous-genre de l'histoire réconfortante que j'appellerai l'histoire "*vous avez vécu dans un pays opposé, les choses s'améliorent en réalité*".

En tant qu'antidote à l'implacable négativité de l'actualité, ce genre d'histoire attire l'attention. Et, parfois, nous avons besoin qu'on nous rappelle, par exemple, que l'espérance de vie continue d'augmenter, que la mortalité infantile continue de diminuer et que le tabagisme reste en recul. L'être humain est capable de faire des progrès selon certaines mesures.

"Selon certaines mesures" est l'expression clé, car ce que nous mesurons généralement lorsque nous affirmons que les choses s'améliorent, ce sont les mesures du bien-être humain. Ceux qui nous disent de ne pas nous inquiéter des prédictions d'apocalypse des écologistes **confondent très habilement deux catégories : l'état du monde naturel et l'état du bien-être humain en nous disant que le "monde" va en fait mieux.**

Eh bien, le "monde", dans sa définition première, signifie la planète. D'autres définitions sont plus étroites et certaines n'incluent que l'humanité. Si vous n'êtes pas attentif, vous ne verrez pas ce tour de passe-passe utilisé par les apologistes de la destruction du monde naturel qui nous disent que le "monde" va mieux, tout en omettant soigneusement toute mention du monde naturel ou en sélectionnant quelques tendances étroites et trompeuses concernant l'environnement.

Si par "mieux", ces apologistes entendent que les mesures généralement acceptées du bien-être humain continuent d'augmenter pour l'ensemble de la population mondiale, alors nous pourrions être d'accord à contrecœur. (Il existe cependant de nombreuses tendances négatives dans les affaires humaines, mais cette discussion est pour une autre fois). Ce que les apologistes ne vous disent pas, c'est que le bien-être humain est acheté par la destruction généralisée et incontrôlée des systèmes de la biosphère qui ont permis aux humains d'être si nombreux jusqu'à présent : le climat, le sol, les pêcheries, les réserves d'eau douce, l'air que nous respirons (à cause de la pollution toxique), la biodiversité des plantes et des animaux et la perturbation de systèmes clés tels que le cycle du carbone et le cycle de l'azote. Une recherche sur Google révèle cette inadmissible omission dans pratiquement tous les articles les plus recherchés censés nous donner de bonnes nouvelles.

Et cela nous ramène au problème que j'ai souvent noté concernant la façon dont nous percevons les risques. Nous avons été endoctrinés par l'idéologie de l'analyse coût/bénéfice qui nous aveugle sur le fait qu'aucun bénéfice ne peut être justifié si le risque ou le coût impliqué est la destruction du système même qui nous donne le bénéfice - dans ce cas, une biosphère avec un climat habitable et des ressources des systèmes terrestres suffisamment abondantes et exemptes de toxicité pour soutenir la vie humaine.

Ces nécessités ne sont plus assurées dans un avenir lointain. Pourtant, de manière perverse, nous cherchons à exploiter les ressources et à compromettre la stabilité du climat plus rapidement parce que cela permet de mieux mesurer le bien-être humain - jusqu'au jour où les systèmes terrestres dont nous dépendons s'épuisent et s'altèrent au point que le niveau général du bien-être humain s'inverse, peut-être assez rapidement.

Un système conçu pour s'effondrer n'entre pas dans la catégorie du "progrès" selon ma définition. Cela me rappelle Sisyphe, condamné pour l'éternité à faire rouler un rocher en haut d'une colline pour le faire redescendre et répéter le processus. Bien sûr, il semble que la civilisation industrielle ait été très longue à monter la colline. Mais en réalité, 200 ans est une période minuscule dans la vie de l'humanité. Elle représente 6/100e d'un pour cent de la durée de vie de l'homo sapiens (environ 315 000 ans). **Le chemin le plus probable sur notre trajectoire actuelle est un retour tumultueux et destructeur à la société agraire.**

Toute cette agitation que nous appelons *civilisation industrielle* ressemble naturellement à un progrès pour ceux qui la vivent et qui ont la chance de mourir avant que le déclin ne commence. C'est une sorte de progrès, je suppose, mais le genre qui se précipite vers l'effondrement. Et ce n'est pas le genre de progrès que les promoteurs du même "le monde va mieux" veulent vous faire connaître.

▲ [RETOUR](#) ▲

.CONNECTÉS ET VULNÉRABLES : LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, LES GUERRES COMMERCIALES ET LE MONDE EN RÉSEAU

Kurt Cobb Dimanche 11 novembre 2018

Resource Insights

Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb



La connectivité croissante du système économique mondial a longtemps été présentée comme la voie vers une plus grande prospérité et des relations pacifiques entre les nations et leurs peuples. Il y a juste un hic : **Les systèmes complexes** comportent plus de points de défaillance et aussi des risques cachés qui n'apparaissent que lorsque quelque chose va mal.

Par exemple, notre dépendance à l'égard des transports maritimes bon marché pour l'acheminement des marchandises et des produits finis a donné naissance à un système vulnérable aux perturbations environnementales, notamment au changement climatique, et à la montée des tensions politiques et militaires.

L'extrême sécheresse qui a sévi **en Allemagne** l'été dernier, le plus chaud jamais enregistré dans le pays, a entraîné une telle baisse des eaux du Rhin que la navigation a été fortement réduite. Les navires ne peuvent être que légèrement chargés afin d'éviter de s'échouer. Par conséquent, beaucoup plus de barges et d'autres navires ont été mis en service pour transporter les charges plus légères mais plus nombreuses sur le fleuve. Cela a considérablement augmenté le coût de la navigation. En outre, les pétroliers n'ont pas pu atteindre certains ports fluviaux, ce qui a entraîné des pénuries de carburant éparses. Certaines installations industrielles situées le long du fleuve ont dû réduire leurs activités.

Les habitants naturels du fleuve ont également souffert de la disparition de poissons et d'autres espèces marines le long du fleuve.

À l'autre bout du monde, les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis font peser une menace inattendue sur l'état de préparation de l'armée américaine. Le programme néolibéral de libre-échange adopté par les présidents américains successifs, tous partis confondus, a entraîné de curieuses vulnérabilités pour l'armée.

En raison de la disparition de l'industrie manufacturière américaine, dont une grande partie a migré vers le marché de la main-d'œuvre à faible coût de la Chine, l'armée ne peut plus répondre à certains besoins des fabricants américains ou même européens. Au lieu de cela, le seul endroit où s'approvisionner est la Chine, un pays que beaucoup considèrent désormais comme un adversaire militaire potentiel des États-Unis.

Les récentes sanctions commerciales prises par les États-Unis à l'encontre des Chinois ne font que compliquer la situation. Cela pourrait amener les Chinois à riposter en retenant des biens cruciaux tels que les métaux des terres rares sur lesquels ils ont actuellement un quasi-monopole et qui sont essentiels pour l'électronique moderne.

Il s'agit d'un problème politique et militaire. Mais il illustre le fait que les complexités peuvent nous faire trébucher en raison d'événements tant humains que naturels. (En y réfléchissant, le changement climatique n'est pas vraiment un événement naturel ; mais la cause et l'effet sont retardés et diffus, contrairement aux guerres commerciales et aux vraies guerres).

Aux États-Unis, la connectivité offerte par **le réseau électrique** est devenue un énorme handicap pour les services publics californiens, dont les lignes électriques ont été impliquées dans des incendies antérieurs et qui ont payé cher pour les avoir déclenchés. La combinaison d'arbres secs entrant en contact avec les lignes électriques et de vents violents pouvant abattre les lignes a contraint les services publics, actuellement confrontés à d'énormes incendies dans leurs zones de desserte, à couper le gaz et l'électricité à certains endroits par mesure de précaution. Les investisseurs étaient tellement effrayés par la responsabilité potentielle de la compagnie californienne PG&E Corp. que les actions de la société ont perdu 16,5 % de leur valeur vendredi. Une autre société de services publics, Edison International, qui dessert la région de Los Angeles, a perdu 12 % de sa valeur pour la journée. Le changement climatique et les infrastructures complexes et vulnérables se croisent d'une manière qui a des conséquences considérables et coûteuses, tant sur le plan humain que financier.

L'anthropologue **Joseph Tainter** explique dans son livre ***The Collapse of Complex Societies*** que les sociétés jeunes résolvent les problèmes par une complexité de plus en plus grande. Le succès de cette stratégie devient tellement ancré dans les mentalités que l'idée que la complexité puisse devenir négative n'est tout simplement pas envisagée. C'est pourtant ce qui se passe, explique Tainter. Les rendements de la complexité diminuent, puis deviennent finalement négatifs. Le jour où la complexité crée plus de problèmes qu'elle n'en résout est annonciateur d'un déclin.

Pourquoi cette complexité devient-elle un problème ? **La complexité rend difficile la compréhension de la cause des difficultés.** Parce que les sociétés complexes ont tendance à être hiérarchisées et parce que ceux qui sont au sommet de la hiérarchie et qui prennent les grandes décisions ont aussi tendance à être les plus isolés des problèmes de leur société, ils ne remarquent souvent même pas quand des institutions importantes et des indicateurs environnementaux clés clignotent au rouge. Ils sont lents à voir et à agir, souvent trop lents pour éviter de gros dégâts et finalement l'effondrement.

Les précurseurs d'un tel effondrement sont déjà présents. Mais il faut un esprit alerte et conscient pour voir les signes et les relier à un danger plus vaste. J'ai écrit dans le passé que le principal défi intellectuel de notre époque est que **nous vivons dans des systèmes complexes, mais que nous ne comprenons pas la complexité.** Les signes de danger nous disent quelque chose de très difficile à entendre : Il est temps de réduire volontairement la complexité de notre société ou de risquer que les forces de la nature (poussées de manière périlleuse par nous) le fassent pour nous.

C'est un message presque impossible à assimiler à une époque qui présente notre monde de plus en plus complexe et interconnecté comme un bien absolu. Mais il existe des expériences, par exemple, pour rapprocher la ferme et la table du dîner, pour construire des communautés plus autonomes en énergie, pour vivre plus simplement sans l'abondance largement inutile de la société de consommation, et pour se concentrer sur la valeur de nos relations plutôt que sur nos possessions. Nous devrions prêter une attention particulière à ces expériences et y participer dans la mesure de nos possibilités.

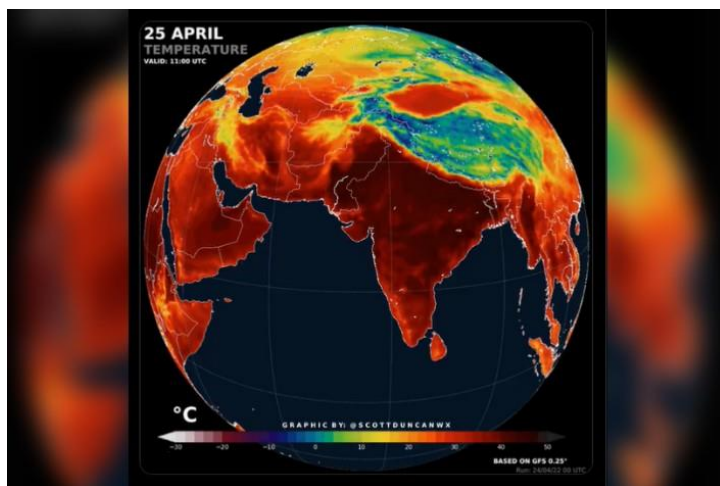
▲ [RETOUR](#) ▲

"L'Inde brûle" : L'Asie du Sud subit une vague de chaleur extrême, signe du changement climatique

Marina Fabre Soundron Publié le 25 avril 2022

novethic

+44°C en Inde, +50°C au Pakistan... l'Asie du Sud connaît une vague de chaleur extrême alors que l'Inde a enregistré son mois de mars le plus chaud depuis 122 ans. Ces températures sont un signe manifeste des impacts du changement climatique. Selon la NASA, **cette zone pourrait devenir inhabitable dès 2050** en raison de la chaleur mêlée à l'humidité qui empêche au corps de suer et donc de se refroidir. Un risque que les experts du climat, le GIEC, avaient déjà identifié dans l'un de leurs rapports, et qui commence à se matérialiser.



Les météorologistes prévoient des températures record en Inde et au Pakistan cette semaine après une brève accalmie la semaine dernière. Scott Duncan

"L'Inde brûle". Voilà les premiers mots de la chronique de Chandra Bhushan, un des plus grands experts de l'environnement et du changement climatique en Inde, diffusé dans [Times of India](#). Depuis le mois de mars, le pays connaît des vagues de chaleur extrêmes. Selon le Département météorologique indien (IMD), le mois de mars 2022 est même le plus chaud depuis ~~122 ans~~, soit la date du début des enregistrements réalisés par l'IMD. La température moyenne nationale a été de 33,1°C avec des pics de chaleur dépassant les 40°C.

"Les températures et les vagues de chaleur ont augmenté de façon perceptible depuis les années 1980. Chacune des quatre dernières décennies a été progressivement plus chaude que la décennie qui l'a précédée. La dernière décennie (2011-2020) a été la plus chaude depuis le début des relevés en 1901 et 11 des 15 années les plus chaudes ont été enregistrées entre 2007 et 2021", explique dans sa chronique Chandra Bhushan.

"Tempêtes de poussières chaudes"

Alors qu'au début du mois d'avril, certaines régions ont bénéficié des pluies de pré-mousson, les conditions caniculaires se poursuivent dans d'autres États indiens. Selon l'IMD, des "**hots dust storms**", des "tempêtes de poussières chaudes" devraient affecter le Punjab, l'Haryana, ou encore Dehli dans les prochaines 24 heures. Alors que la capitale indienne n'a connu qu'une journée en dessous de 40°C la semaine dernière, le 21 avril précisément, le thermomètre devrait dépasser les 44°C cette semaine.

"Les chances que les pluies apportent un peu de répit à la chaleur accablante sont également extrêmement faibles car la plupart des régions devraient rester sèches au cours des prochains jours", note The Weather Channel. Selon le météorologue Scott Duncan, le mercure devrait même dépasser les 50°C dans le pays voisin, au Pakistan. **"Plus d'un milliard de personnes connaîtront des températures supérieures à 38°C pendant des jours"**, précise le compte spécialisé US Storm Watch.

L'humidité, facteur de mortalité

Un phénomène inquiète particulièrement les experts, celui du taux d'humidité. Comme l'explique sur Twitter le climatologue Christophe Cassou, directeur de recherche au CNRS, alors que *"la mousson n'a pas commencé, l'humidité augmente déjà"*, cela rendant la *"tolérance corporelle difficile"*. Un des rapports du GIEC, le groupe intergouvernemental des experts sur le climat, avait justement mis en évidence l'intensification des vagues de chaleur et du stress thermique lié à l'humidité dans l'Asie du Sud en raison du changement climatique.

La NASA a d'ailleurs publié une étude prenant en compte le traditionnel indice de chaleur, "heat index", qui combine la température de l'air ambiant et l'humidité relative dans les zones ombragées et l'indice de température du "thermomètre mouillé" (wet bulbe). Ce dernier calcule la *"température la plus basse à laquelle un objet peut se refroidir lorsque l'humidité s'en évapore"*.

Cet indice est crucial : si l'air ambiant est trop humide, le corps humain ne pourra pas évacuer l'humidité en transpirant et ne pourra donc pas se refroidir. Or [**l'Asie du Sud a été identifiée par la NASA**](#) comme potentiel zone inhabitable d'ici 2050 en raison notamment de ce wet bulbe. D'autant qu'une récente étude a [**abaissé le seuil de tolérance**](#). Jusqu'ici, il était admis que le maximum qu'un humain puisse supporter était 35°C au "thermomètre mouillé". Le seuil serait en réalité de 31°C, même pour des personnes en bonne santé.

"La canicule est un inconfort théorique pour certains d'entre nous qui passent d'une maison climatisée à une voiture climatisée, puis à un bureau climatisé. Mais c'est une question de vie ou de mort pour une personne pauvre dépendant du travail manuel et vivant dans une maison dans un bidonville urbain ou un village", rappelle Chandra Bhushan qui poursuit : *"L'Inde a donc besoin d'un plan d'action contre la chaleur qui permette de sauver la majorité des gens des extrêmes de chaleur"*.

▲ [**RETOUR**](#) ▲

[Jared Diamond et la propagande sur les peuples « primitifs »](#)

par Stephen Corry 21 avril 2022

≡ **Le Partage**



L'ouvrage de Jared Diamond intitulé Le Monde jusqu'à hier, paru en français en 2013, semble à première vue traiter des enseignements que les peuples industrialisés (qu'il nomme « modernes ») peuvent tirer des peuples tribaux (qu'il appelle « traditionnels »). Il estime que ces derniers illustrent la manière dont l'humanité vivait il y a plusieurs millénaires. Pour Corry, ex-directeur de Survival International, si les peuples tribaux ont certainement des choses à nous apprendre, ils ne représentent en aucun cas une survivance du passé. L'article ci-dessous, initialement publié, en anglais, [le 30 janvier 2013 sur le site web The Daily Beast](#) [et [à l'adresse suivante, sur internet](#)], montre que Jared Diamond avance également une autre idée, bien plus pernicieuse, qui prétend que la plupart des peuples tribaux se livrent à des guerres incessantes et que l'intervention de l'État est non seulement nécessaire, mais qu'ils l'accueillent à bras ouverts, car elle seule peut mettre un frein à leur comportement belliqueux. Pour Corry, Diamond n'exprime là qu'une opinion, fondée qui plus est sur des données fallacieuses ou discutables, dont le seul but est de faire passer un message politique. L'ouvrage de Diamond défend une vision colonialiste de la « pacification des sauvages » et représente une menace pour les droits des peuples tribaux — sans compter que les faits allégués sont souvent faux.

C'était un livre qui avait tout pour me plaire. Après tout, je répète depuis des dizaines d'années que les peuples tribaux ont beaucoup à nous apprendre, ce qui, à première vue, paraît être le cœur du message que formule Jared Diamond dans son nouvel ouvrage de vulgarisation scientifique. Mais est-ce vraiment le cas ?

Après un demi-siècle passé à faire la navette entre les États-Unis et la Nouvelle-Guinée pour y étudier les oiseaux, Diamond doit avoir une très bonne connaissance de l'île et de certains de ses habitants. Il a séjourné dans les deux moitiés de l'île, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Papouasie occidentale occupée par l'Indonésie. Pour lui, il ne fait aucun doute que les Néo-Guinéens sont aussi intelligents que n'importe quel autre peuple, et il a manifestement passé beaucoup de temps à réfléchir à ce qui les différencie de nos sociétés, qu'il qualifie de Démocratiques, Industrialisées, Nanties, Gouvernées, Occidentales et Scolarisées — les premières lettres de chaque épithète formant le sigle « DINGOS ». Plus succinctement, il les nomme « modernes ».

S'il en était resté là, il n'aurait guère irrité que quelques spécialistes de la Nouvelle-Guinée pour qui ses descripteurs manquent de pertinence^[1]. Mais, loin de s'arrêter là, il amalgame les Néo-Guinéens avec d'autres sociétés qu'il appelle « traditionnelles » pour procéder ensuite à des généralisations hasardeuses. La plupart de ses informations dans ce domaine proviennent d'anthropologues, en particulier (pour ce qui est de l'Amérique du Sud) des études publiées par Napoleon Chagnon et Kim Hill, qu'il cite à plusieurs reprises.

Certes, Diamond signale (en passant) que toutes ces sociétés « ont été en partie modifiées par les contacts », mais il n'en pense pas moins qu'elles vivent encore quasiment comme l'a fait l'humanité jusqu'aux « premières origines de l'agriculture il y a environ 11 000 ans dans le Croissant fertile » selon ses termes^[2]. Telle est la teneur de son message et le sens du mot « hier » du titre de son ouvrage. Cette confusion est extrêmement répandue. Diamond ne passe d'ailleurs pas beaucoup de temps à la défendre. La quatrième de couverture anglaise, pour laquelle il a bien dû donner son accord même si elle n'est pas de sa main, affirme avec la plus

grande assurance que « les sociétés tribales offrent une image remarquable de la manière dont nos ancêtres ont vécu pendant des *millions* d'années ». (C'est moi qui souligne.)

Fadaises. Nombreux sont les chercheurs ayant clairement réfuté l'idée selon laquelle les groupes tribaux contemporains auraient davantage à nous dire sur nos ancêtres d'il y a ne serait-ce que quelques milliers d'années que n'importe quelle société. Il va de soi que l'autosuffisance était et reste une composante importante du mode de vie des sociétés tribales actuelles autant que du passé ; et il est tout aussi clair que ni les unes ni les autres n'ont jamais atteint des densités démographiques comparables à celle que connaissent nos villes aujourd'hui. Dans ce sens, toute société essentiellement autosuffisante et à faible effectif peut servir de point de comparaison avec les modes de vie d'avant l'agriculture, du moins dans certains domaines. Il n'en reste pas moins que les peuples tribaux ne sont pas des copies conformes de nos ancêtres.

Un des meilleurs spécialistes anglais de la préhistoire, Chris Stringer du Muséum d'histoire naturelle de Londres, a souvent relevé le danger de considérer les chasseurs-cueilleurs contemporains comme des « fossiles vivants », insistant sur le fait que, comme tous les autres peuples, leurs « gènes, leurs cultures et leur comportement » n'ont cessé d'évoluer jusqu'à aujourd'hui^[3]. C'est par définition. Autrement, ils n'auraient tout simplement pas survécu.

Par ailleurs, tandis que selon la thèse de Diamond nous avons tous été par le passé des « chasseurs-cueilleurs^[4] » et que c'est précisément pour cela que nous pouvons voir en eux une image de notre passé, en réalité rares sont les Néo-Guinéens qui pratiquent la chasse. La plupart d'entre eux vivent de leurs cultures, et ce sans doute depuis des milliers d'années. Diamond ne mentionne qu'en passant le fait que leur principal aliment, la patate douce, est probablement venue d'Amérique, il y a peut-être quelques centaines ou milliers d'années. Personne ne sait exactement dans quelles conditions, mais cet exemple démontre justement avec la plus grande clarté que la « mondialisation » et le changement ont eu autant d'effets sur les peuples « traditionnels » que sur les autres. Diamond le sait pertinemment, mais il est regrettable de constater qu'il préfère ne pas en tenir compte quand sa démonstration pourrait en pâtir.

Plus loin dans son ouvrage, Diamond dresse une liste d'usages et de coutumes typiques des sociétés traditionnelles dont nous pourrions nous inspirer avec profit. Louable idée même si rien de tout cela n'apparaît particulièrement nouveau ou révolutionnaire. Il est d'avis que nous (les Américains en tout cas) devrions nous efforcer de réintégrer les délinquants, en misant davantage sur la réinsertion que sur la répression. Il considère que nous devrions porter les bébés plus que ce n'est le cas aujourd'hui^[5] et faire en sorte qu'ils soient tournés vers l'avant quand nous les emmenons avec nous (proposition un peu saugrenue quand on pense que la plupart des poussettes et bon nombre de porte-bébé sont déjà conçus de cette façon). Il nous encourage à faire plus grand cas de nos personnes âgées, et offre encore bien d'autres conseils de ce genre^[6]. Il n'y a rien à redire à ces parties de l'ouvrage, qu'on pourrait assimiler à un guide de développement personnel et dont certaines réflexions sont tout à fait stimulantes, mais on se demande quel impact elles pourront bien avoir sur des Occidentaux fortunés ou leurs gouvernements.

Diamond atteint sa vitesse de croisière lorsqu'il s'intéresse finalement à notre récente consommation excessive de sel et de sucre et à son impact sur notre santé. On ne saurait trop souligner combien il a raison de rappeler l'augmentation constante des cas d'obésité, de cécité, d'amputations ou d'insuffisance rénale, etc. Et il est sans doute aussi choquant que salutaire pour un Occidental d'apprendre qu'il faut une année à un indien Yanomami^[7] d'Amazonie pour consommer la quantité de sel qu'on trouve dans un seul plat d'un restaurant californien.

Le véritable problème de ce livre de Diamond — qui n'est pas négligeable — c'est qu'il prétend que les sociétés « traditionnelles » ne cessent de commettre des choses épouvantables qui requièrent nécessairement une intervention de l'État. Selon lui, ces sociétés tuent énormément, que ce soit dans des guerres, en raison de leur pratique de l'infanticide, ou encore à travers l'abandon ou du meurtre de vieillards. Il s'agit d'un point sur lequel il revient inlassablement, convaincu qu'il est de pouvoir expliquer les raisons de ces pratiques et

démonter la logique froide et implacable qui les sous-tend. Alors même qu'il reconnaît n'avoir jamais personnellement été témoin d'aucune de ces pratiques durant ses pérégrinations, il étaye son propos d'anecdotes personnelles tirées de ses séjours en Nouvelle-Guinée ainsi que de toutes sortes de « données » concernant un tout petit nombre de peuples — dont une grande partie provient des anthropologues susmentionnés. Bon nombre des « faits » qu'il rapporte avec éloquence sont hautement contestables^[8].

Comment différencier les faits des simples opinions ? Il est bien sûr vrai que nombre des peuples qu'il mentionne commettent des violences de diverses façons : des gens en tuent d'autres, cela arrive partout, personne ne le niera. Mais ces peuples ont-ils pour autant une propension particulière à tuer, et comment quantifier le phénomène ? Selon Diamond, les peuples tribaux sont nettement plus enclins à tuer que les sociétés dirigées par des gouvernements nationaux. Mais il y a pire. Bien qu'il reconnaisse — à mi-voix, il est vrai — que certaines sociétés, d'après ce que l'on sait, n'ont jamais fait la guerre, cela ne l'empêche pas d'affirmer haut et fort que la plupart des peuples tribaux vivent dans un état de guerre *continue*.

Ces inepties aussi dangereuses qu'invérifiables (que d'autres avant lui ont avancées, Steven Pinker^[9] en particulier) trouvent confirmation, selon lui, si l'on calcule le nombre de personnes tuées à la guerre ou lors d'homicides dans les pays industrialisés et qu'on rapporte ce nombre à la population totale. Il compare ensuite ces résultats aux calculs effectués par des anthropologues de la trempe de Chagnon pour des tribus comme les Yanomami. Selon lui, les résultats montrent que les conflits tribaux sont plus violents que « nous ».

Ce ne sont bien sûr que des mensonges, des mensonges — et des statistiques — éhontés. Laissons pourtant un instant à Diamond le bénéfice du doute — de quelques doutes très contestables, sinon controversés. Passons par exemple par-dessus la très haute probabilité que certaines au moins de ces « guerres » intertribales aient été exacerbées ou même causées par des intrusions sur leur territoire ou d'autres actes hostiles de la part des puissances coloniales. Je ne tiendrai pas compte non plus du fait que les données rassemblées par Chagnon au cours de son travail de terrain chez les Yanomami au cours des années 1960 ne jouissent plus du moindre crédit depuis des décennies : la plupart des anthropologues ayant travaillé avec les Yanomami ne font tout simplement aucun cas de ses brutales caricatures de ceux qu'il appelle « le peuple féroce^[10] ». Oublions pareillement le rôle joué par Kim Hill dans la négation du génocide des Indiens Aché par les colons paraguayens et l'armée dans les années 1970^[11] (bien que Diamond cite un indice intéressant dans son livre : comme il le relève lui-même, la moitié des Aché ont été tués par des non autochtones).

Je ne m'arrêterai pas davantage sur le fait que Diamond ne mentionne que quelques sociétés au sujet desquelles des anthropologues ont collecté des données sur les homicides, sans rien dire des centaines d'autres où le phénomène n'a pas été étudié, peut-être parce que — dans certains cas du moins — il n'existe tout simplement *pas*. Il est après tout bien naturel que des anthropologues soucieux de concentrer leurs recherches sur la violence et la guerre ne perdent pas leur précieux temps de travail de terrain à étudier des sociétés dépourvues de tradition guerrière. Je le répète, je ne cherche pas à nier le fait que des gens en tuent d'autres. Je m'interroge seulement sur l'*ampleur* du phénomène.

Il me semble avoir suffisamment donné à Diamond le « bénéfice du doute ». Il est temps de réfléchir à « notre » histoire : combien de victimes nos guerres font-elles ? Et quelle valeur accorder à un calcul de la proportion des victimes par rapport à la population totale des pays concernés ?

Les chiffres donnés par Diamond sur le pourcentage de morts à la bataille d'Okinawa en 1945 par rapport aux populations *totales* des nations combattantes — le résultat qu'il donne est de 0,1 % — sont mis en regard du nombre de morts dans un conflit intertribal chez les Dani en 1961 : onze. Diamond en conclut que le second a fait proportionnellement plus de victimes que la première, soit 0,14 % de la population dani.

La violence chez les Dani aurait ainsi été pire que la plus sanglante de toutes les batailles de la Seconde Guerre mondiale dans le Pacifique. Faut-il rappeler que le principal pays engagé était les États-Unis, dont le territoire continental n'a pas du tout connu la guerre ? N'aurait-il pas été plus judicieux de considérer plutôt le

pourcentage des victimes là où la guerre a réellement eu lieu ? Même si l'on manque de chiffres précis, on estime que la proportion de citoyens d'Okinawa tués lors de la bataille oscille entre 10 % et 33 %. En choisissant le chiffre le plus élevé, on trouve alors qu'il y a eu 250 fois plus de morts lors de cette bataille que dans le conflit des Dani, et ce sans même prendre en compte les militaires tués au combat.

Dans la même veine, Diamond affirme que les victimes de la bombe atomique larguée sur Hiroshima en août 1945 ne représentent qu'un minuscule 0,1 % de la population japonaise totale. Mais qu'en est-il de la bien plus petite « tribu » des « Hiroshimiens », dont le taux de décès a avoisiné les 50 % suite au largage d'une seule bombe ? Quel chiffre est le plus significatif ? Lequel représente un artifice visant à étayer l'énormité selon laquelle les peuples tribaux sont les plus violents ? En « démontrant » sa thèse de cette manière, en quoi Diamond diffère-t-il de ceux qui décrivent les peuples tribaux comme des « sauvages primitifs », ou du moins comme plus sauvages que nous ?

Si vous pensez que je peins le diable sur la muraille — après tout Diamond n'utilise pas le terme de « sauvage primitif » — regardez ce que les critiques professionnels disent de son livre. Le *Sunday Times*^[12] britannique comme le *Wall Street Journal*^[13] new-yorkais parlent de tribus « primitives », et le célèbre hebdomadaire allemand *Stern* a barré son article sur le livre du mot « sauvages » en grandes lettres à travers sa page^[14].

Celui qui cherche parviendra toujours à trouver des statistiques étayant n'importe quelle thèse sur le sujet^[15]. En homme intelligent, Diamond est parfaitement conscient de ces enjeux. Le problème réside dans ce qu'il choisit d'inclure ou de souligner et ce qu'il préfère taire ou éluder.

Ne souhaitant pas, au contraire de Diamond, m'étendre sur 500 pages, je laisserai ici de côté la question de l'infanticide (que j'ai examinée dans d'autres contextes^[16]), mais j'aimerais quand même dire quelques mots sur le fait, qu'il mentionne à plusieurs reprises, que certaines tribus abandonnent — ou abandonnaient — leurs vieillards à la fin de leur vie, ne leur laissant qu'un peu d'eau et de nourriture et continuant leur route avec la certitude absolue que la mort ne tarderait pas, lorsqu'elles ne la hâtaient pas délibérément.

Ici encore Diamond explique la logique sous-jacente à cette pratique et ici encore il prétend que, grâce à la générosité des gouvernements nationaux ainsi qu'à leur capacité d'organiser une « distribution alimentaire plus efficace », et au fait qu'il est illégal de tuer les gens de cette manière, les sociétés « modernes » ont mis fin à ces façons de faire.

Mais est-ce bien le cas ? Oublions un instant les 40 millions de morts de la Grande famine en Chine au début des années 1960^[17]. Quid de l'usage répandu, bien qu'en général très discret, consistant à délivrer de fortes doses — de très fortes doses — d'opiacés aux patients lorsque la maladie ou le grand âge ont atteint un certain seuil ? Ces drogues soulagent la douleur, mais elles inhibent aussi les réflexes respiratoires, ce qui conduit directement à la mort. Et quid de la pratique consistant à priver de nourriture et de liquide des patients jugés en fin de vie^[18] ? Selon certaines organisations spécialisées sans but lucratif, environ un million de personnes âgées, rien qu'au Royaume-Uni, sont sous-alimentées ou meurent même de faim, y compris dans des hôpitaux^[19]. Alors quelle différence entre ce que nos sociétés industrialisées commettent et les pratiques tribales ? Sommes-nous tous des « sauvages » ?

La mise en exergue des différences entre sociétés tribales et industrialisées a toujours été une entreprise plus politique que scientifique. Il faut toujours être très vigilant face à ceux qui utilisent les statistiques pour « démontrer » leurs vues^[20]. Tout dépend de la question posée, de qui vous croyez et, surtout, d'où vous vous situez lorsque vous posez la question.

Si vous êtes par exemple un Indien Aguaruna du Pérou, avec un passé de vendetta occasionnelle remontant aux quelques générations qui font notre mémoire vivante (aucun Aguaruna ne sait quelle ampleur avait la vendetta il y a plusieurs générations, encore moins il y a des milliers d'années), et que vous avez été récemment chassés de vos forêts et placés dans des villages fluviaux par des compagnies pétrolières ou de missionnaires, alors vos

chances d'être tué par un de vos compatriotes pourraient bien dépasser celles de gens pris dans les guerres de la drogue au Mexique, dans les favelas brésiliennes ou le South Side de Chicago.

Dans ce telles circonstances, le taux d'homicide serait naturellement plus élevé sur les terres Aguaruna que parmi les professeurs d'université américains fortunés, mais toujours plus bas que celui des détenus du goulag soviétique, des camps de concentration nazis, ou de ceux qui prirent les armes contre le régime colonial britannique au Kenya ou contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Si vous êtes un jeune homme né dans la réserve indienne de Pine Ridge, au centre de la nation la plus riche du monde, votre espérance de vie moyenne sera plus courte que celle de n'importe quel habitant de n'importe quel autre pays à l'exception de quelques États africains et de l'Afghanistan. Si vous avez la chance de ne pas finir assassiné, vous risquez quand même de mourir du diabète, d'alcoolisme, de toxicomanie ou de quelque chose de similaire. Une fin pareille — pas inévitable certes, mais très possible — ne résulterait pas d'un choix de votre part, mais de ceux effectués par l'État américain au cours de ces deux cents dernières années.

Qu'est-ce que tout cela nous apprend sur la violence au cours de l'histoire humaine ? L'affirmation fantaisiste selon laquelle les États-nations l'atténueraient a peu de chances de convaincre beaucoup de dissidents russes ou chinois, ou encore tibétains, et pas davantage les tribus de Papouasie occidentale, où on estime que l'invasion et l'occupation indonésiennes sont responsables d'environ 100 000 morts (personne ne saura jamais le chiffre exact) et où la torture d'État peut aujourd'hui être visionnée sur YouTube^[21]. Aucun autre État n'est responsable de davantage de meurtres d'autochtones. Et tandis que l'ouvrage de Diamond se fonde sur son expérience néo-guinéenne, l'auteur reste muet sur les atrocités commises par les Indonésiens et va même jusqu'à parler « d'un bas niveau de violence en Nouvelle-Guinée indonésienne sous le maintien d'un contrôle gouvernemental rigoureux ». Il s'agit d'un effarant déni de la répression brutale menée par les autorités depuis des décennies contre des autochtones faiblement armés.

Les aspects politiques du regard porté par les étrangers sur les peuples tribaux et la façon dont ils sont traités par ces mêmes étrangers sont aussi entremêlés qu'incontestables : le traitement réservé aux tribus par les sociétés industrialisées dépend du regard que ces dernières portent sur les premières et du profit qu'elles peuvent espérer en tirer. Sont-elles « arriérées », sont-elles des sociétés du passé, sont-elles plus « sauvages », plus violentes que nous ?

Universitaire et écrivain prestigieux, lauréat de rien moins que le Prix Pulitzer, jouissant d'une position de pouvoir au WWF et à Conservation International (CI), deux organisations correspondant davantage à des entreprises gouvernementales qu'à des ONG (ce qu'elles ne sont vraiment pas) et au passé plutôt douteux concernant le traitement des peuples tribaux^[22], Diamond bénéficie de soutiens puissants et fortunés. Il préfère les États et les dirigeants forts et pense que les efforts visant à réduire les inégalités sont « idéalistes » et inévitablement voués à l'échec. Selon lui, les gouvernements qui imposent leur « monopole de la force » rendent un « immense service », car « presque toutes les petites sociétés » seraient prisonnières de « des cycles de violences et de guerres » (l'emphase est mienne). En effet, « l'avantage le plus grand d'un gouvernement étatique », s'enthousiasme-t-il, serait « l'apport de la paix ».

Diamond se range explicitement du côté de la « pacification des indigènes » qui fut la pierre angulaire du colonialisme et de la mainmise européenne sur le monde. Il se fait même l'écho de la propagande impérialiste en affirmant que les peuples tribaux accueillent cette « pacification » avec reconnaissance et sont favorablement « disposés à abandonner leur mode de vie de chasseurs dans la jungle ».

L'auteur s'attaque ainsi à des décennies d'engagement de la part des peuples tribaux et de leurs défenseurs, qui s'opposent au vol de leurs terres et de leurs ressources, et affirment leur droit à vivre comme ils l'entendent — ce qu'ils font souvent avec succès. Et pour appuyer cette offensive tous azimuts, il ne cite que deux « exemples » : le travail de Kim Hill chez les Aché, et un « ami » qui lui a raconté qu'il « était allé aux antipodes pour rencontrer une bande de chasseurs-cueilleurs récemment découverte en Nouvelle-Guinée a

simplement constaté que la moitié d'entre eux avaient déjà choisi de s'installer dans un village indonésien et de se vêtir de T-shirts parce que la vie y était plus sûre et plus confortable ».

L'on serait enclins à en rire si ce n'était tragique. Les Aché, par exemple, ont souffert pendant des dizaines d'années d'attaques génocidaires et d'esclavage^[23]. L'ami cruellement déçu de Diamond en Nouvelle-Guinée ignorait-il qu'il était très probablement porteur de maladies infectieuses ? S'il s'agissait vraiment d'un groupe récemment « découvert » (ce qui est très peu probable), une telle visite était à tout le moins irresponsable. Ou s'agit-il plutôt d'une visite arrangée, comme le sont la plupart des « premiers contacts » en Nouvelle-Guinée où une industrie de mise en scène s'est développée sur ce créneau ? Quoi qu'il en soit, les Papous de la partie occidentale de l'île ne sont « en sécurité » dans les villages indonésiens que s'ils sont prêts à accepter le joug d'une société dominante qui ne veut pas d'eux.

Comme je l'ai écrit, ce livre avait tout pour me plaire. Son auteur affirme comme moi que nous avons beaucoup à apprendre des peuples tribaux, mais ne propose finalement rien qui puisse remettre en cause le *statu quo* — bien au contraire.

Diamond ajoute sa voix à celles d'une frange influente — et fortunée — du monde académique américain qui s'efforce — par naïveté ou non — de remettre au goût du jour une caricature éculée des peuples tribaux. Ces universitaires érudits et polyvalents prétendent détenir des preuves scientifiques de leurs théories nuisibles et de leurs opinions politiques (à l'instar des respectables eugénistes de jadis²⁵). Par expérience et à mon humble avis, cette position est à la fois complètement erronée — aussi bien dans les faits que dans ses conséquences éthiques — et extrêmement dangereuse. La première cause de destruction des peuples tribaux est l'instauration des États-nations. Loin d'en être les sauveurs, ils en sont au contraire les fossoyeurs.

Si les opinions avancées par Diamond (et par Pinker) devaient emporter une large adhésion, elles risqueraient de projeter des dizaines d'années en arrière l'avancement des droits humains pour les peuples tribaux.

Stephen Corry

-
1. Voir par exemple les critiques de Frederick Errington, Deborah Gewertz, Stuart Kirsch, Nancy Sullivan, etc [↑]
 2. Il s'agit d'une vieille idée simpliste, dont j'ai parlé ailleurs (Voir entre autres S. Corry, *Tribal People's for Tomorrow's World*, Freeman Press, Alcester, 2011, pp. 46–47). [↑]
 3. Voir par exemple http://www.nytimes.com/2012/07/31/science/cave-findings-revive-debate-on-humanbehavior.html?_r=0 [↑]
 4. Autre affirmation simpliste dont j'ai parlé ailleurs (voir note 2). [↑]
 5. Cette idée a été particulièrement bien développée par Jean Liedloff, *Le Concept du continuum*, 1975. [↑]
 6. Diamond développe par exemple en détail une théorie qu'il appelle « paranoïa constructive », un terme bien savant pour parler de ce qu'on appelle en général « prudence ». À juste titre, les Néo-Guinéens prennent grand soin de ne pas dormir sous des arbres morts, et l'auteur nous encourage à être prudents lorsqu'on nous montons sur un escabeau. Qui peut lui donner tort ? Mais avons-nous vraiment besoin de « sagesse ancestrale » pour nous en convaincre ? [↑]
 7. Il les appelle « Yanomamo ». [↑]
 8. Il affirme par exemple que le fait d'inviter insidieusement un ennemi à venir partager un repas pour ensuite le tuer est « sans parallèle dans les guerres modernes ». C'est pourtant une tactique communément employée par les colons tueurs d'Indiens en Amérique du Nord et du Sud. S'il se refuse à prendre en compte ces exemples parce qu'il ne s'agit pas de « guerre », que dire alors de l'invitation faite par l'armée allemande aux autochtones Herero en Afrique à se rendre auprès des points d'eau — avec la promesse d'un couloir de sécurité — pour ensuite les massacrer ? La perfidie de l'armée dans le massacre de Sand Creek en 1864 aux États-Unis est un autre exemple pertinent parmi tant d'autres. [↑]

9. Steven Pinker, *La Part d'ange en nous* (2017). [↑](#)
10. Voir par exemple Survival International, *Yanomami*, Londres, 1990, p. 10. Lorsque Diamond reconnaît qu'en réalité rares sont les anthropologues à avoir été témoins de cette violence constante qu'il estime être la norme chez la plupart des peuples tribaux, il contourne la difficulté avec de bien pauvres arguments : les gouvernements ne voudraient pas que les anthropologues soient la cible des peuples tribaux, mais il révèle le fond de sa pensée lorsqu'il déclare : « les gouvernements ne veulent pas non plus que les anthropologues soient armés ... pour pouvoir mettre eux-mêmes fin aux combats par la force ... des gouvernements ont instauré des restrictions de déplacement jusqu'à ce qu'une région soit officiellement considérée comme pacifiée... » (c'est moi qui souligne.) Diamond, p. 132. L'idée que des gouvernements puissent restreindre les déplacements pour le bien-être des anthropologues est franchement risible. Lorsqu'ils le font, c'est en général pour dissimuler leur propre violence. [↑](#)
11. Survival International, *Denial of genocide*, Londres, 1993. [↑](#)
12. B Appleyard, 'What life should be about'. *Sunday Times*, Culture, 6 janvier 2013. Ayant lu le livre, le critique pense qu'en Nouvelle-Guinée « certains hommes vivent comme on vivait il y a 100 000 ans ». Il s'agit, bien sûr, d'une ineptie. [↑](#)
13. S. Budiansky, 'Let your kids play with matches'. *Wall Street Journal*, 4 janvier 2013 [↑](#)
14. S Draf & F Gless, 'Der Weisheit der Wilden'. *Stern*, 25 octobre 2012. [↑](#)
15. Un chiffre que ne cite par exemple pas Diamond concerne les 75 000 civils du district de Traktorozavodskiy à Stalingrad (appelons-les un instant la « tribu de Traktorozavodskiy »). Les combats de 1942–1943 ne laissèrent que 150 survivants. En d'autres termes, 99% des « Traktorozavodskiens » périrent lors d'une seule bataille. [↑](#)
16. Corry, op.cit., pp. 162–3. Voir aussi <http://assets.survivalinternational.org/static/files/background/hakaniqanda.pdf>. [↑](#)
17. On estime également qu'en Inde environ 50 millions de futures femmes ont été tuées avant ou juste après la naissance dans cette dernière génération parce que c'était des filles plutôt que de garçons. C'est à peu près le même nombre que celui de toutes les victimes de la seconde guerre mondiale. [↑](#)
18. Non seulement s'agit-il d'une pratique courante, mais celle-ci est même décrite en Grande-Bretagne par un euphémisme quasi orwellien. On l'appelle le « protocole de soins de Liverpool » (ça ne vous rappelle pas le *Quai de Wigan* d'Orwell ?). Celui-ci est considéré comme une « bonne pratique ». Les hôpitaux reçoivent des fonds pour la mettre en œuvre, car elle libère des lits. Je ne porte pas ici de jugement éthique sur une pratique qui a de nombreux soutiens dans la profession, mais il arrive que des membres de la parenté interviennent et que le patient « sur le point de mourir » reprenne des forces et vive encore pendant des semaines. [↑](#)
19. Il faut aussi mentionner ici le plan de migration pour enfants en Grande-Bretagne. Plus de 130.000 d'entre eux, jugés « à risque » furent retirés à leur famille et déportés dans de lointains pays du Commonwealth, comme l'Australie, souvent sans que les parents aient été mis au courant ou aient donné leur accord. La plupart des victimes de ce système furent placées dans des institutions, et nombre d'entre elles furent mises au travail forcé. Il existe en outre de nombreux témoignages de graves sévices perpétrés à leur encontre. Cette pratique ne fut abandonnée que dans les années 1970. [↑](#)
20. Voir par exemple Pinker, op. cit. [↑](#)
21. Voir par exemple <http://www.youtube.com/watch?v=4kwFo7-3Wk0>, <http://www.survivalinternational.org/news/6598> [↑](#)
22. L'un des membres du Conseil exécutif de Conservation International n'est autre que Ian Khama, président du Botswana et principal responsable des constantes humiliations infligées aux Bushmen — prétextant pour protéger l'environnement. On a beaucoup parlé de l'expulsion des Gana et des Gwi de ce qu'on appelle une « réserve naturelle », mais qui n'est autre que leur territoire ancestral. On a par contre moins parlé du fait que de telles violations sont une constante des politiques de protection de l'environnement depuis la naissance du mouvement aux Etats-Unis il y a plus d'un siècle. Il y a longtemps que de telles expulsions, et la destruction des peuples qui s'ensuit, sont considérées comme acceptables et nécessaires. L'imbrication des premiers défenseurs de l'environnement et des « chasseurs blancs » a toujours été balayée sous le tapis, et encore plus leur promulgation de théories racistes qui ont inspiré le parti nazi en Allemagne parmi d'autres. [↑](#)

23. Voir M Münzel, Genocide in Paraguay, International Work Group for Indigenous Affairs, Copenhagen, 1973. ²⁵ Voir par exemple M Grant The passing of the great race, Scribner, New York, 1916. [↑](#)

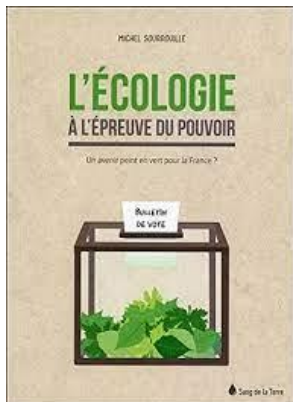
▲ [RETOUR](#) ▲

.2027, Ministère de la Sobriété partagée

Par [biosphere](#) 26 avril 2022



Extraits du livre de Michel SOURROUILLE, « L'écologie à l'épreuve du pouvoir ».



Voici nos **deux propositions** pour bâtir une société conviviale et durable :

- réduire les besoins,
- diminuer fortement les inégalités de revenus.

Il faut préparer les citoyens à la sobriété partagée dans un contexte de pénurie énergétique croissante. Ce programme doit s'accompagner d'une réduction drastique de l'inégalité des revenus pour que l'effort demandé soit compréhensible par tous. Stock-options très encadrés et bonus supprimés ne seront qu'une toute petite partie de tout ce qu'il faudra accomplir.

Ministre de la Sobriété partagée et de la Lutte contre les inégalités

1. Réduire les besoins

La définition du niveau de vie convenable est relative. Mais politiser la question du luxe est la meilleure voie pour élargir l'audience de l'écologie vers les classes populaires. La première contribution du dessinateur Wolinski paru en 1976 à la une du journal *L'Humanité* présentait deux dessins. Sur le premier, une bourgeoise affalée sur son divan explique à sa petite fille que le luxe, c'est les bijoux, les toilettes, le parfum, le champagne. Sur le deuxième, une prolétaire explique à son jeune fils que le luxe, c'est la viande, le café, les légumes, les fruits... La notion de besoin social déborde largement la notion de demande économique et il est légitime d'espérer une organisation socio-économique égalitariste. C'est l'objectif théorique de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires » (article 25). Pour être concrétisé, cet objectif présuppose des besoins simplifiés dans un monde unifié. Notre conception des besoins devrait suivre un principe de généralisation : généralisation dans l'espace (je ne peux satisfaire un besoin que dans la mesure où n'importe qui n'importe où sur notre planète peut accéder à un niveau de vie équivalent) ; généralisation dans le temps (je ne peux satisfaire un besoin que dans la mesure où cela n'empêchera pas les générations futures de satisfaire les leurs).

Des critères de « la vie bonne » devront être recherchés. En France aujourd'hui, les classes des écoles peuvent fermer si la température descend en dessous de 13 °C et la plupart des références médicales donnent 16 °C comme température normale d'une chambre (la nuit). Mais dans la France d'il n'y a pas très longtemps, les chambres n'étaient pas du tout chauffées. Les citoyens doivent accepter des contraintes opposées à leurs désirs (de déplacements sans limites, de puissance sans limites, de consommation sans limites). Au niveau gouvernemental, il s'agit de montrer que le sens des limites ne progressera dans les mentalités que s'il y a interaction entre les comportements individuels et les décisions collectives. Chacun doit faire preuve d'exemplarité en limitant sa consommation matérielle et énergétique. Rechercher la « simplicité volontaire » ne sert à rien s'il n'y a pas effet

d'entraînement. L'État doit accompagner ce mouvement. Les prix doivent être dépendants des matières premières et des contraintes matérielles de fabrication, de leur rareté et de leur nuisance, et non pas simplement du coût du travail et du capital technique. Les prix, et plus particulièrement ceux des énergies, ne doivent pas être dégressifs en fonction des quantités mais au contraire progressifs. Programmer une hausse continue du prix des carburants permet par exemple à la population de changer ses comportements dans l'usage de la voiture.

On doit aussi promouvoir une économie du partage. Un grand nombre des produits que nous possédons sont peu utilisés ; une voiture reste 92 % de son temps à l'arrêt, une perceuse est utilisée une demi-heure par an en moyenne. 69 % des Français ont déjà pratiqué le marché de l'occasion, 32 % le covoiturage, 25 % la location du logement entre particuliers pour les vacances... Au total, 71 % des Français se sont déjà abonnés à au moins une pratique collaborative. Ce mouvement accompagne le recul du niveau de vie de 0,3 % en moyenne annuelle entre 2007 et 2013. Mais au-delà des considérations financières, l'économie du partage est le signe d'une prise de responsabilité individuelle dans un monde en crise. Il s'agit de retrouver du lien social, s'éloigner de l'anonymat des marchés industrialisés. Les consommateurs changent leurs habitudes, le gouvernement doit promouvoir une sobriété partagée. Cela passe aussi par la lutte gouvernementale contre les inégalités de revenus.

2. Diminuer les inégalités de revenus

<Section décevante : il manque énormément de détails cruciaux. Par exemple, baisser les revenus considérés comme trop élevé va produire une dépression économique sévère. Ou encore : acheter moins dans nos sociétés de services va détruire 50% des emplois dans le monde. Que vont faire les chômeurs ? Que vont devenir les pauvres qui produisent ces gadgets et qui survivent à peine? C'est facile de parler ainsi lorsque l'auteur de ces propositions est "gras dur". >

Les inégalités de revenu possèdent une forte composante environnementale, car plus une personne possède de richesse, plus elle consomme, plus elle consomme la planète. Le revenu fait le pouvoir d'achat. Avec un pouvoir d'achat trop élevé, les hommes achètent des maisons plus grandes, multiplient les appareils domestiques, les gadgets électroniques et même les déplacements par avion. Les inégalités permettent en outre un processus en boucle. La différence entre riches et pauvres crée en effet un processus d'imitation et de différenciation qui est utilisé à fond par la publicité : regarde la belle voiture que j'ai, regarde la belle voiture qu'il te faut acheter ! En vertu de l'effet Veblen (imitation-ostentation), on considère en effet qu'il est normal de vouloir grimper dans l'échelle sociale, de rejoindre la classe sociale consumériste, en oubliant quel prix il faudra payer en termes de dégradation de l'environnement. Dans l'état actuel de la planète, affaiblie et épuisée, un travailleur devrait s'estimer heureux d'avoir un niveau de vie supérieur à celui de **la moyenne mondiale, soit 840 euros par mois (10 000 euros par an, soit un peu plus de 11 000 dollars)**. À comparer avec ce qui forme le minimum en France : le RSA (revenu de solidarité active), qui s'élève à 524 euros par mois en 2016 pour une personne seule.

Pour réduire les inégalités de revenu, l'État devra définir un RMA ou revenu maximum acceptable. Le pouvoir politique, même socialiste, hésite pourtant à définir un plafond pour le revenu. Les partisans de la décroissance ont déjà leur projet, qu'il faudra concrétiser si l'on veut écologiser la société. Le RMA est un plafond de revenus ne pouvant être dépassé. Il est x fois l'équivalent du revenu minimum (nous préconisons un facteur 4). Au-delà de ce plafond, l'État prend tout. Il est important de rappeler que ce type de mesures a déjà existé après la crise de 1929 et au moment de la Seconde Guerre mondiale aux États-Unis. En 1942, Franklin Roosevelt déclarait : « *Aucun citoyen américain ne doit avoir un revenu (après impôt) supérieur à 25 000 dollars par an.* »

Le RMA est un moyen de réduire l'impact écologique insoutenable du mode de vie des plus riches. Il s'agit d'éviter de scandaleux gaspillages et d'outrancières pratiques, qui ne peuvent être généralisables et, surtout, qui ne peuvent plus être considérés comme un idéal à atteindre par le reste de la population. Mesure de justice sociale mais aussi de justice environnementale, nous estimons qu'au-delà de ces nécessaires bienfaits, le RMA contribuerait à participer à une décolonisation de nos imaginaires consuméristes en supprimant le mode de vie des plus riches, à la fois considéré comme quelque chose de

normal et surtout comme modèle de vie et de bonheur à suivre et à atteindre. Il s'agit de rompre avec les effets pervers de cette rivalité ostentatoire. Ce modèle, vendu par la publicité et les médias, a pour effet de faire accepter la présence de telles inégalités, de frustrer toujours plus et ainsi de nous transformer en consommateurs compulsifs jamais rassasiés ».¹

Les inégalités, qu'elles soient économiques, patrimoniales ou relationnelles, indiquent qu'une telle société fonctionne d'abord pour une élite. En fait, la contribution personnelle d'un individu est généralement inobservable car l'ensemble du travail social est collectif. L'écart de rémunération relève alors de la convention et non d'une mesure objective de la contribution de chacun à la production. La hiérarchie des salaires entre hommes et femmes, entre patrons et travailleurs, entre ouvriers qualifiés et non qualifiés reflète une inégalité de considération toujours instituée par une société donnée. Au pouvoir politique de déterminer l'éventail des revenus. Pour les écologistes, il doit être le plus resserré possible.

NOTE : 1. Collectif, *Un projet de décroissance – Manifeste pour une Dotation Inconditionnelle d'Autonomie*, Paris, Les Éditions Utopia, 2013.

▲ [RETOUR](#) ▲

2027, ministère des Générations futures

Par [biosphere](#) 27 avril 2022



Extraits du livre de Michel SOURROUILLE, « L'écologie à l'épreuve du pouvoir ».

Voici nos **trois propositions** pour améliorer le fonctionnement du système scolaire :

- un vaste chantier d'éducation à la crise écologique,
- la recherche d'un langage commun,
- une nouvelle structuration du système scolaire.

Ministre de la Jeunesse et des Générations futures

1. Éducation à la crise écologique

Le futur président de la République doit lancer, dès la nomination de son Gouvernement, un grand chantier d'éducation pour comprendre la crise écologique, l'évaluer, l'anticiper et la gérer. C'est aussi important pour notre avenir que l'éducation aux principes de la démocratie, aux mécanismes économiques ou aux règles de bonne conduite. En France, l'éducation à l'environnement a fait son entrée officielle dans le système scolaire grâce à une circulaire du ministre de l'Éducation nationale le 29 août 1977. La Charte de l'environnement de 2005 a été incluse dans la constitution française. Son article 8 explicite clairement que « l'éducation et la formation à l'environnement doivent contribuer à l'exercice des droits et devoirs définis par la présente Charte ». Il faut généraliser et approfondir ce qui a déjà été décidé. En 2006, le Pacte écologique de Nicolas Hulot est signé par la plupart des candidats à la présidentielle 2007. La cinquième proposition consiste à « promouvoir une grande politique nationale d'éducation et de sensibilisation à l'écologie et au développement durable ».

« L'ensemble des programmes et activités scolaires, du primaire aux cursus supérieurs, devront être progressivement réformés dans leur contenu afin qu'y soit intégré l'enseignement des connaissances permettant de comprendre pourquoi ce qui a fonctionné jusqu'à présent cesse d'être valide, ainsi que des notions de base sur le fonctionnement de la nature. Il s'agit d'imprégner l'ensemble des enseignements afin que, au minimum, les élèves et les étudiants intègrent ces connaissances au même titre que la lecture ou le calcul.

Dans tous les cursus supérieurs (agriculture, architecture, ingénierie, journalisme, sciences politiques, etc.), des modules sur l'écologie et ses différentes composantes (énergie, pollution, érosion de la biodiversité...) seront obligatoirement inclus.

*Pour réussir cette réforme du système scolaire français, il conviendra, au préalable, de mobiliser le corps enseignant et de le former à ces questions. L'objectif de cette politique d'éducation, c'est d'obtenir que la majorité de la population puisse intégrer, dans des délais rapides, les connaissances et pratiques fondamentales en écologie. Le Gouvernement s'adressera directement à l'opinion publique, en s'appuyant sur toutes les types de médias, télévision, Internet, presse écrite, radiophonie. Ces campagnes se feront aux conditions tarifaires réservées aux questions d'intérêt public, sur le modèle des campagnes de la sécurité routière ou de la lutte contre le tabagisme ».*¹

Au niveau primaire, les jardins potagers, la plantation d'arbres fruitiers, les petits élevages, l'observation des mares, les jeux de pleine nature seront généralisés dans tous les établissements scolaires. Les enfants doivent pouvoir « sortir de la ville » et découvrir que l'écologie est une pratique quotidienne des relations qui existent entre les différents êtres vivant sur la Terre et des équilibres qui en découlent. Les centres permanents d'initiation à l'environnement (CPIE) seront popularisés. L'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD), introduite dans le Code de l'éducation (article L.302-19) comme mission générale de l'école, devrait déboucher sur la transversalité de l'éducation et la polyvalence des enseignants.

2. Recherche d'un langage commun

La cohésion entre action gouvernementale et relais médiatiques est indispensable. Les informations diffusées n'accordent à l'heure actuelle qu'une place minime aux questions d'environnement et la plus grande place aux faits divers, alors que presse, radio et télévision sont censées répercuter ce qui doit compter aux yeux du public. Ils doivent éviter la « *life politics* » ou politique de la vie : médiatiser un meurtre plutôt qu'une lutte ouvrière, insister sur le terrorisme plutôt que sur la fonte des glaciers... Cela doit changer.

La place des messages publicitaires devra être repensée. Les mass-média jouent en effet un rôle déterminant dans le formatage des esprits et des comportements. Rappelons-nous cette formule célèbre de Patrick Le Lay, alors PDG de TF1 : « Pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Les émissions de TF1 ont pour vocation de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages publicitaires. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau disponible. » La réforme de l'audiovisuel public devait supprimer la publicité après 20 heures dès janvier 2009 et totalement à la fin 2011. Des tentatives ont été faites pour interdire toute publicité pendant les programmes destinés aux enfants. Une mesure pour interdire l'accès à la publicité télévisée aux produits et services qui ont un impact écologique significativement négatif sera mise à l'étude. Dans un avenir contraint par la pénurie de ressources, la recherche de la sobriété partagée aboutira bientôt à la disparition totale de la publicité, remplacée par les études qualité-prix.

La recherche d'un langage commun sera facilitée par l'apprentissage à l'école d'une langue-pont entre les nations plutôt qu'à la démultiplication des langues étrangères. En 1887, Ludwik Zamenhof, un jeune médecin polonais polyglotte, lance les bases de l'espéranto : 7 500 mots d'usage courant, une grammaire très simplifiée de 16 règles ne connaissant pas d'exception, une langue si facile que le temps d'apprentissage en est réduit. Se limiter à la langue maternelle et à l'espéranto, ce n'est pas ce que cultivent les politiques aujourd'hui. La députée Barbara Pompili avait posé en 2012 une question écrite au ministre de l'Éducation nationale sur la pratique de l'espéranto : « L'usage de cette langue est reconnu pour son intérêt dans les échanges entre les peuples et son action en faveur de l'amitié transnationale. L'apprentissage de l'espéranto est également considéré comme relativement aisé, notamment pour les jeunes. C'est pourquoi je demande s'il est envisagé que l'espéranto puisse devenir une option facultative au baccalauréat. » On reproduit ici la réponse du Gouvernement, en résumé :

*« Bien que parlé par des millions de locuteurs dans le monde, l'espéranto n'est pas en mesure de concurrencer les langues internationales comme l'anglais, l'arabe, l'espagnol, le russe et le français... À titre de rappel, 58 langues sont déjà possibles au baccalauréat : danois, hébreu moderne, catalan, créole, amharique, bambara, haoussa, etc. Ces langues ont été retenues parce qu'elles répondent à une forte demande des candidats... Or l'espéranto n'est ni une langue répondant à une forte demande des candidats et faisant l'objet d'un enseignement, ni une langue maternelle. Il n'est donc pas envisagé d'accroître encore la diversité des langues évaluées au baccalauréat ».*²

Le ridicule de cette réponse qui laisse penser à une infériorité de l'espéranto sur le bambara laisse pantois. Notre mère la Terre a pourtant besoin de l'élaboration d'un langage commun aux humains. Puisque les relations intercommunautaires oscillent trop souvent entre l'indifférence et le mépris, il est nécessaire que l'échange verbal puisse au moins être compris par les deux parties. L'étude de l'espéranto devra devenir obligatoire à la rentrée scolaire de septembre 2017, dès la grande classe de maternelle, pour être programmée année après année dans les autres niveaux de l'école élémentaire.

3. Nouvelle structuration du système scolaire

Une société post-carbone ne sera pas facile à mettre en place. Cela implique une nouvelle structuration du système scolaire dans une perspective qui dépasse largement le cadre d'un quinquennat. L'idée générale est à la fois le raccourcissement des études et la prépondérance de la pratique sur la théorie.

*« Pendant la Longue Catastrophe (l'épuisement des ressources fossiles), les études seront moins longues, et il se peut que les enfants soient obligés de travailler une partie du temps. Comme tout sera local, la prise en charge de l'éducation dépendra des conditions économiques et du niveau de stabilité sociale de l'endroit, et il y aura de grandes différences. D'innombrables spécialisations professionnelles vont disparaître, et par conséquent les moyens d'existence qu'elles représentent. Le marché de l'emploi radicalement transformé n'aura plus besoin d'innombrables diplômés de l'enseignement supérieur ».*³

Les nations riches ont préparé avec l'école obligatoire instituée au xix^e siècle l'abandon par leurs enfants de la terre nourricière pour des activités de plus en plus parasites. Nous possédons des techniques d'enseignement et des batteries de tests pour former et évaluer nos enfants, mais l'essentiel de ce qu'ils apprennent pour passer les examens est oublié dans les jours qui suivent. Bien qu'ils restent des années assis à recevoir des cours, leur apprentissage réel ne commence souvent que le lendemain du jour où ils quittent le lycée. Si l'on se réfère à l'objectif égalitaire que l'école se proposait initialement, partout la prolongation des études est devenue improductive et la pyramide sociale se maintient intacte. Scolariser les adolescents n'est pas un but en soi, ce qui importe est l'entrée dans la vie active... Or, l'allongement de la scolarité n'est plus favorable à l'insertion professionnelle. L'école des pays riches était autrefois une école sans risque qui donnait 100 % de gagnants pour les 10 % de joueurs seulement qui pouvaient participer à cette roulette éducative. La scolarisation massive (collège unique, objectif de 80 % de bacheliers dans chaque génération...) a bouleversé les pronostics de gain. Quand il y a 100 % de jeunes qui font des études longues, il n'y a plus que 10 % de gagnants : la hiérarchie sociale n'a pas été modifiée alors que la scolarisation se généralisait, il n'y a toujours qu'une minorité de privilégiés professionnellement.

On peut faire de l'acquisition de connaissances une activité qui dure toute la vie au lieu de se limiter aux années d'enseignement initial à l'école. Le concept anglo-saxon de *literacy* désigne une aptitude générale à comprendre et à utiliser des informations écrites de toute nature (textes, schémas, documents chiffrés), mais aussi à étendre ses connaissances tout au cours de la vie. La reconnaissance de l'expérience sociale ou professionnelle rompt avec la tradition selon laquelle tout diplôme sanctionne une formation théorique. Chacun aurait le droit de faire certifier des compétences acquises aussi bien dans le cadre d'une activité professionnelle que dans celui d'une association ou d'un syndicat. Ainsi pourrait-on acquérir un diplôme ou un titre à finalité professionnelle sans passer par les voies traditionnelles de l'école ou de l'université. Il existe déjà un modèle nordique qui s'appuie

notamment sur un solide système de formation continue des adultes en offrant des passerelles multiples entre les différents domaines de compétence. Si l'on va au bout de cette logique, on résout au passage la question du chômage : excepté les personnes malades, tout le monde serait soit au travail, soit en formation rémunérée.

NOTES :

1. Nicolas Hulot (avec le Comité de veille écologique), Pour un pacte écologique, op. cit.
2. <http://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-7069QE.htm>
3. James Howard Kunstler, La fin du pétrole, le vrai défi du xxie siècle, Paris, Plon, 2005.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Les drones, l'arme ultime ?

Jean-Baptiste Noé 22 April, 2022



Les drones se sont imposés sur le terrain militaire comme des armes redoutables, capables d'infliger d'importants dommages aux armées. En Irak, à Erbil, deux militaires français des forces spéciales ont été blessés en octobre 2016 par un drone volant piégé ayant explosé une fois au sol. Un simple drone que l'on peut acheter en magasin et qui, doté d'une caméra ou d'un explosif, peut provoquer de grands ravages. Face aux drones, la réponse a longtemps été digne d'un proverbe de Confucius : on attaquait des mouches avec un canon. Faire usage d'un missile de plusieurs milliers d'euros pour détruire un drone agile de quelques centaines d'euros était inefficace et même ridicule. Les forces françaises ont dû développer leur force de contre-opposition à ces drones redoutables, difficilement détectables et ravageurs. L'entreprise française Cilas a ainsi développé un fusil à drone qui brouille les connections entre le conducteur et son appareil, provoquant la chute de ce dernier. C'est une réponse au retard de la France en matière de drone, retard soulevé par un rapport de la Cour des comptes (« Les drones aériens : une rupture stratégique mal conduite », février 2020).

« La France a tardé à tirer les conséquences de l'intérêt des drones dans les opérations militaires modernes. L'effet conjugué des mésententes entre industriels, du manque de vision prospective des armées et des changements de pied de pouvoirs publics ont eu pour conséquences, dommageables et coûteuses, de prolonger la durée de vie des matériels vieillissants. Il a également conduit à l'acquisition de matériels américains aux conditions d'utilisation contraignantes et restrictives. »

Il existe plusieurs types de drone, qui ont chacun leur intérêt stratégique.

Les micro drones, de quelques kilos, qui peuvent surveiller des zones à 150 mètres d'altitude et éventuellement exploser au-dessus d'une manifestation ou d'un groupement de personnes.

Les mini drones capables de voler jusqu'à 4 000 mètres qui peuvent interagir avec le champ de bataille.

Les drones de troisième catégorie MALE (*Medium Altitude Long Endurance*) qui peuvent mener des missions de renseignement de longue durée et emporter de l'armement. Certains d'entre eux peuvent être transformés en bombe volante en emportant des munitions avec eux.

La France a armé ses drones MALE Reaper en 2019 lors des opérations de survol du Sahel. En 2020, ils ont réalisé 58% des frappes aériennes. Moins coûteux que des avions de chasse, plus facile à manier et plus difficile à détecter, ils ne remplacent pas les aéronefs classiques mais les complètent utilement.

L'arme des années 2020

Développés au cours des années 2000, les drones ont désormais des succès médiatiques et stratégiques à leur actif. En novembre 2019, des infrastructures pétrolières d'Aramco ont été ciblées par des drones sans qu'il soit possible de les intercepter. En janvier 2020, c'est avec un drone que le général iranien Soleimani est assassiné. Des succès d'estime qui ont fait prendre au sérieux l'usage des drones.

Depuis 2020, la Turquie brille par le bon usage de ses drones qui additionnent plusieurs succès. En Syrie d'abord où ils aidèrent à gagner plusieurs batailles. En Libye, où le général Haftar fut vaincu par les drones turcs, alors que tout lui prédisait la victoire. Le drone turc est alors entré dans l'histoire et beaucoup ont compris l'usage stratégique qu'il était possible d'en faire. De nouveau lors de la guerre du Karabagh en septembre 2020. La victoire de l'Azerbaïdjan repose en partie sur l'usage des drones d'Ankara, qui lui ont permis d'éliminer un grand nombre de positions stratégiques arméniennes, sans que les troupes adverses puissent répliquer. Le drone apporte aujourd'hui une véritable rupture stratégique en donnant un avantage certain aux armées qui en font usage, avec une maximisation des dégâts et une diminution des dommages et des morts pour les armées utilisatrices.

En plus de la Turquie, Israël et l'Iran développent également ce type de machine, dont le Hezbollah s'est emparé. Peu chers et très efficaces, les drones ont tout de l'arme idéale. Ils évitent les pertes chez l'attaquant et ils les multiplient chez l'attaqués. De par leur faible prix il est possible d'en posséder en grand nombre, multipliant l'effet destructeur. La Chine travaille ainsi sur des essaims de drones qui viendraient attaquer les cibles visés. Même si elle s'est aujourd'hui lancée dans la course, l'Europe a longtemps été en retard sur les drones. Soit par désintérêt, soit parce que l'outil industriel n'a pas répondu, étant accaparé par d'autres programmes.

Programmes mondiaux

95 pays disposent aujourd'hui d'un programme militaire opérationnel en matière de drones. Outre les pays sus-nommés, on trouve des États d'Amérique latine et d'Europe, ainsi que l'Algérie et l'Égypte. Mais le drone échappe aussi au monopole de la puissance étatique : un certain nombre de groupes terroristes ou mafieux ont fait récemment usage de drones lors de leurs activités. C'est le cas des cartels de la drogue au Mexique, de Boko Haram au Nigéria, du PKK en Turquie, d'Al-Qaïda au Pakistan et des talibans en Afghanistan. Les drones sont de plus en plus utilisés dans les frappes militaires, soit à des fins d'éliminations ciblées, soit pour des attaques de soldats ou de civils. Ce n'est donc plus une arme anecdotique mais un objet essentiel des stratégies militaires.

Le drone est aussi l'objet d'un combat juridique entre les États-Unis et l'Europe. Ils sont à la fois le symbole d'une course technologique où l'Europe essaye de trouver sa place et le symptôme d'une Union européenne qui peine à changer de modèle.

Le commissaire européen Thierry Breton a beau vouloir doter l'UE « *d'outils nécessaires pour s'affirmer dans la défense de ses intérêts et de ses valeurs* », (Thierry Breton, *Repenser notre sécurité : vers l'autonomie stratégique de l'Europe*, discours au Parlement européen, 25 Juin 2020) l'Europe est à la traîne, tant du point de vue de l'industrie que de celui de la stratégie. Mais elle est aussi en retard en matière juridique, dépendant encore des États-Unis. L'extraterritorialité des lois américaines permet d'étouffer économiquement tous concurrents de l'Amérique. Dans cet arsenal agressif, deux instruments juridiques sont redoutables, les normes ITAR et le Cloud

Act. Les normes ITAR permettent aux États-Unis de bloquer toutes ventes d'armes faites à l'étranger dès lors qu'elles ont été fabriquées avec des composants américains. Cette contrainte à l'exportation n'est pas la seule. Comme l'a rappelé la Cour des comptes dans son rapport précédemment cité :

« En-dehors de considérations logistiques liées à l'entreposage des matériels, l'acquisition de ces Reaper s'est accompagnée de contraintes importantes :

- En matière d'emploi, le déploiement en-dehors de la bande sahélo-saharienne étant soumis à autorisation des Américains ; ainsi, pour rapatrier un vecteur aérien de Niamey à Cognac [...] un accord américain préalable, attendu de longs mois, a été nécessaire ;*
- En matière de maintenance, exclusivement réalisée par l'industriel américain ;*
- En matière de formation, qui, au-delà du coût, a créé une dépendance au système de formation américain, très encombré par ailleurs pour les besoins propres de l'armée de l'air américaine.*

Par ce biais, les États-Unis imposent donc leurs standards et ont mis les Européens à la merci des Américains. Le *Clarifying Lawful Overseas Use of Data Act* – le Cloud Act – oblige les prestataires de service et opérateurs numériques américains à divulguer les informations personnelles de leurs utilisateurs à la demande des autorités, sans devoir passer par les tribunaux, ni même en informer les utilisateurs, et ce, même lorsque les données ne sont pas stockées sur le territoire national américain. Le Cloud Act est une atteinte au secret des affaires et expose les entreprises à des risques d'espionnage industriel. En réponse à l'hégémonie américaine, le gouvernement français a lancé une procédure « ITAR free » : C'est « une stratégie de gestion de la norme ITAR développée par l'industrie de défense. Elle vise à réduire la dépendance de l'armement français aux réglementations américaines ». (École de guerre économique, *Le secteur français de l'industrie de la défense face aux risques informationnels*, dir. Christian Harbulot, p. 16.)

Comme le souligne ce rapport de l'École de guerre économique, privilégier des composants européens suppose la mise en place d'une véritable stratégie du « made in Europe ». Cela concerne de nouveaux investissements dans la recherche, le rachat d'entreprises stratégiques et une concentration sur les programmes de coopération européenne.

Les drones posent la question du retard de l'Europe, tant sur le plan matériel que sur le plan stratégique. C'est la preuve que la puissance est d'abord une question de volonté et de vision, deux choses qui manquent aujourd'hui à l'Europe.

▲ [RETOUR](#) ▲



Les actions s'effondrent car les investisseurs s'inquiètent de la "tempête parfaite" qui se déchaîne dans le monde entier

par Michael Snyder le 26 avril 2022



La fête est-elle enfin terminée à Wall Street ? Depuis le début du mois, le Dow Jones a perdu plus de 4 %, le S&P 500 près de 8 % et le Nasdaq plus de 12 %. En fait, le Nasdaq a chuté de près de 4 % au cours de la seule journée de mardi, et à ce stade, il se situe à près de 23 % en dessous de son plus haut niveau historique. Inutile de dire que cela place le Nasdaq solidement en territoire de marché baissier. Les valeurs technologiques étaient à l'avant de la longue marche vers le sommet de la montagne, et maintenant elles sont en tête de l'avalanche. Des centaines de milliards de dollars de richesse papier sont en train d'être effacés, et beaucoup d'"experts" avertissent

soudainement que le pire est encore à venir.

Alors pourquoi les investisseurs sont-ils si effrayés ?

Eh bien, CNBC blâme un certain nombre de facteurs différents ...

*Les inquiétudes concernant l'économie mondiale se font sentir. Les investisseurs s'inquiètent d'une **poussée de Covid en Chine**. En ce qui concerne la guerre en Ukraine, un haut fonctionnaire russe a déclaré que la menace d'une guerre nucléaire est réelle. De plus, l'inflation élevée aux États-Unis réduit la demande de biens, des maisons aux chaussures de sport.*

Examinons chacun de ces facteurs un par un.

Pendant des années, j'ai écrit article après article sur le fait qu'il était insensé pour nous de devenir si dépendants des produits chinois. Aujourd'hui, une nouvelle vague de verrouillage du COVID a paralysé l'activité économique dans une grande partie de ce pays, et cela a d'énormes implications pour nous, dans le monde occidental...

Les épidémies généralisées de covid en Chine ont paralysé des villes entières et entravé l'activité des centres de production et d'expédition dans tout le pays. Selon les économistes de Nomura Holdings, on estime à 373 millions le nombre de personnes - soit environ un quart de la population chinoise - qui se sont retrouvées dans des situations de confinement liées au covid ces dernières semaines, en raison de ce que l'on appelle la politique de "zéro covid" du pays. On craint également que de nouvelles mesures de confinement ne s'appliquent bientôt dans la capitale, Pékin, ce qui aggraverait la menace pesant sur la reprise économique mondiale.

L'anxiété suscitée par ces nouvelles perturbations a déjà provoqué une chute brutale de la bourse chinoise, qui a également pesé sur les indices boursiers américains.

Une grande partie de ce qui garnit habituellement les étagères de nos magasins provient d'usines situées en Chine.

Sans un flux régulier de ces marchandises, les étagères de nos magasins vont se vider assez rapidement.

En fait, on rapporte que le délai de livraison des jouets en provenance de Chine est déjà passé "de 21 jours à 159 jours"...

Le délai d'expédition des jouets de la Chine vers les magasins américains est passé de 21 à 159 jours pendant la pandémie, a-t-il déclaré.

"Tous les jouets de vacances doivent être expédiés de Chine au début du mois d'août, mais cela ne va pas se produire", a déclaré M. Larian. "Les usines ont du mal à trouver de la main-d'œuvre, les prix augmentent, la Chine continue de fermer des provinces. La situation générale est mauvaise, pire que l'année dernière."

La guerre en Ukraine est un autre facteur qui effraie les investisseurs.

Cette semaine, le ministre russe des affaires étrangères, Sergei Lavrov, a averti que nous ne devons pas "sous-estimer" la possibilité que la troisième guerre mondiale éclate à cause de ce conflit...

S'adressant aux agences de presse russes, le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a critiqué l'approche adoptée par Kiev dans le cadre des pourparlers de paix qui s'enlisent, affirmant que le risque d'une troisième guerre mondiale "est sérieux".

"Il est réel, vous ne pouvez pas le sous-estimer."

Bien sûr, mes lecteurs réguliers savent déjà que je crois que la troisième guerre mondiale a déjà commencé.

Et les deux camps ne font que continuer à aggraver les choses. Mardi, nous avons appris que les Allemands ont décidé d'envoyer des chars en Ukraine après tout...

Dans un revirement majeur après que le chancelier Olaf Scholz ait exprimé une forte résistance il y a quelques jours seulement, il semble que Berlin ait cédé à la pression croissante des alliés et approuvé de nouvelles livraisons de chars à l'Ukraine à partir du stock allemand, que Scholz avait précédemment déclaré épuisé.

Le ministère allemand de la défense a annoncé mardi que la livraison de chars antiaériens Gepard à l'Ukraine avait été approuvée. Dans le cadre de son rejet de l'envoi de systèmes d'armes lourdes, M. Scholz avait évoqué le risque de voir l'Occident et la Russie glisser vers un scénario de troisième guerre mondiale et de guerre nucléaire.

Plus alarmant encore, un ancien haut responsable de l'OTAN, qui conseille actuellement Joe Biden, suggère que des troupes de l'OTAN soient envoyées en Ukraine occidentale...

L'ancien haut commandant de l'OTAN, le général Philip Breedlove, est le dernier grand nom à se prononcer en faveur de l'envoi de troupes sur le terrain en Ukraine. Breedlove, qui milite depuis des semaines pour une politique plus musclée à l'égard de la Russie, a déclaré au Times de Londres qu'il était temps de passer à l'action. Et il pourrait avoir l'oreille de la Maison Blanche : l'article indique qu'il est cité parmi "plusieurs commandants retraités de haut rang qui conseillent l'administration Biden sur l'Ukraine".

Au lieu d'intensifier le conflit, nos dirigeants devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir pour tenter d'apporter une solution négociée à cette guerre.

Parce qu'une fois que nous en serons arrivés à un point où les forces américaines et russes commenceront à se tirer dessus, il n'y aura plus de retour en arrière.

Le troisième facteur mentionné par CNBC est **l'inflation**.



Mardi, nous avons appris que les prix des maisons aux États-Unis en février 2022 étaient près de 20 % plus élevés qu'en février 2021...

Les prix des logements ont augmenté de 19,8 % en février d'une année sur l'autre, selon l'indice national des prix des logements S&P CoreLogic Case-Shiller. Il s'agit d'une hausse par rapport à l'augmentation annuelle de 19,1 % enregistrée en janvier et de la troisième lecture la plus élevée en 35 ans d'histoire de l'indice.

Dans d'autres secteurs de l'économie, les augmentations de prix sont encore plus absurdes. Par exemple, on nous dit maintenant que les prix des véhicules d'occasion sont en fait 35 % plus élevés qu'il y a un an...

Les prix des voitures d'occasion ont déjà augmenté de 35 % par rapport à l'année dernière, selon le Bureau of Labor Statistics, et M. Beneke dit qu'il s'attend à ce qu'ils augmentent encore dans les semaines à venir en raison de nouvelles pénuries et de nouveaux retards.

La monnaie de réserve de la planète entière est systématiquement détruite, mais nos dirigeants à Washington continuent de dépenser de l'argent comme des marins ivres.

Ce dont nous sommes témoins est une folie complète et totale.

Pendant ce temps, la Banque mondiale prévient que la pire crise alimentaire mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale menace de s'aggraver dans les mois à venir...

Les perspectives de la Banque mondiale sur les produits de base ont également averti que le coût de nombreux aliments devrait augmenter fortement. L'indice des prix alimentaires des Nations unies indique déjà qu'ils sont à leur plus haut niveau depuis le début des enregistrements il y a 60 ans.

Le blé devrait augmenter de 42,7 % et atteindre de nouveaux records en termes de dollars. D'autres augmentations notables seront de 33,3 % pour l'orge, 20 % pour le soja, 29,8 % pour les huiles et 41,8 % pour le poulet. Ces augmentations reflètent le fait que les exportations de l'Ukraine et de la Russie ont chuté de façon spectaculaire.

Pendant longtemps, j'ai prévenu qu'une "tempête parfaite" se préparait, et maintenant la "tempête parfaite" est là.

Mais ce que nous avons vécu jusqu'à présent n'est que le début.

Les choses vont devenir bien pires à partir de maintenant.

Les conséquences de décennies de décisions incroyablement stupides vont s'abattre sur nous d'un seul coup, et ce ne sera pas joli.

▲ [RETOUR](#) ▲

« Panique à Pékin qui redoute un confinement dur ! »

par [Charles Sannat](#) | 26 Avril 2022

INSOLENTIAE

Décryptage impertinent, satirique et humoristique de l'actualité économique

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Les bourses s'agitent à nouveau de quelques soubresauts.

Vous comprenez, les « zinvestisseurs » sont inquiets aujourd'hui de ce qui aurait déjà dû les alarmer il y a un mois à savoir les confinements totalement délirants imposés en Chine pour lutter contre le variant Omicron, qui n'arrive pas à créer pour le moment d'hécatombe en Chine malgré le nombre de cas qui n'a jamais été aussi élevé.

Les cours du pétrole en forte baisse

Voici ce que rapporte l'AFP. « Alors que la quasi-totalité des 25 millions d'habitants de Shanghai sont confinés depuis début avril, les investisseurs redoutent qu'un scénario similaire s'applique à Pékin, où le nombre de cas détectés augmente.

« Comme la Chine est la deuxième économie mondiale, cette situation a un effet direct sur le marché des matières premières », souligne Walid Koudmani.

La demande chinoise de certains types de carburants (essence, diesel et kérosène pour l'aviation) a déjà reculé de 20 % en avril 2022 par rapport à un an plus tôt, rapporte l'agence Bloomberg en citant des sources au ministère de l'Energie chinois ».

Vous avez sans doute encore tous en mémoire, les prix négatifs atteints par le pétrole en 2020 au pire du confinement « mondial ». La demande s'était effondrée.

Alors oui, les marchés tremblent et il y a de quoi, puisque malgré les caractéristiques très différentes d'Omicron, notamment sa faible dangerosité mais sa très forte contagiosité, les autorités chinoises poursuivent leur stratégie dite du **zéro Covid** et confinent toutes les villes touchées. À ce rythme Pékin sera vite confinée de même que toute la Chine qui reste, quoi que l'on en dise, l'usine du monde.

Les répercussions économiques, notamment en termes d'approvisionnements, ne vont pas tarder à se faire sentir chez nous puisque **Shanghai reste le plus gros port chinois.**

À Pékin c'est la panique et ils... vont faire leur course !

Comme le montre ce reportage (en anglais mais les images parlent d'elles-mêmes) de la très officielle Agence France Presse les Pékinois se ruent sur les épiceries et les commerces alimentaires pour faire des provisions.



Dans le reportage ci-dessous vous avez les files impressionnantes pour les tests de masse et obligatoires. Si vous êtes « positif » vous êtes envoyé en centre de quarantaine.

AFP News Agency @AFP · 24 avr. 2022

VIDEO: Beijing residents rush for groceries as Covid cases rise.

On Sunday, Beijing warned of a "grim" situation. The harsh lockdowns and mass testing of China's strict zero-Covid policy is taking a heavy toll on public morale and businesses in the world's second largest economy



AFP News Agency @AFP

Fears of a hard Covid lockdown sparks panic buying in Beijing and long queues for compulsory mass testing.

China is already trying to contain a wave of infections in its largest city Shanghai, which has been almost entirely locked down for weeks

u.afp.com/wXoJ



1:17 AM · 25 avr. 2022

Ayez des stocks !

Nous vivons une période très incertaine et nous vivons sur cette habitude que nous tenons pour acquise à savoir que le supermarché d'à côté sera toujours plein et que nous pourrons y aller nous ravitailler sans problème.

Hélas nous ne vivons plus dans ce monde-là. C'était le monde d'avant. A Shanghai non seulement il n'y a plus rien à manger, mais en plus, vous n'avez pas le droit de sortir ou si peu...

Les Pékinois qui se réveillent aujourd'hui se réveillent déjà trop tard en réalité et se retrouvent dans des cohues pas possibles.

La prudence élémentaire dans des temps troublés est de remplir vos réserves.

Cette règle de bon sens est une image. C'est à chacun de vous de savoir ce qu'il faut mettre de côté et de définir le bon nombre de poires pour la soif. Cela peut aller des réserves financières aux réserves alimentaires en passant par des stocks de produits pour ceux qui gèrent des commerces ou des entreprises pour leur permettre de continuer à travailler quand les autres s'arrêtent faute de combattants !

Ne soyez pas pris au dépourvu au dernier moment.

Les stocks d'aujourd'hui, seront, dans un monde de pénurie, la richesse de demain.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

.Philips, les bénéfices plongent avec les pénuries



D'après cet article de l'agence de presse Reuters « la société néerlandaise Philips a annoncé lundi que son bénéfice net pour le premier trimestre avait chuté d'environ un tiers par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 243 millions d'euros en raison d'une pénurie mondiale de pièces détachées et d'un rappel massif de ventilateurs.

Les ventes ont chuté de 4 %, à 3,9 milliards d'euros, le groupe basé à Amsterdam étant confronté à des problèmes de chaînes d'approvisionnement et ayant dû étendre une fois de plus son rappel mondial d'appareils

respiratoires ».

Deux choses à retenir dans ces chiffres.

La première c'est que les pénuries et les problèmes d'approvisionnement peuvent faire baisser de plus de 30 % le résultat net d'une grande maison comme Philips.

La seconde, c'est que pour voir baisser le résultat de 33 %, une baisse de seulement 4 % du CA est suffisante.

Ce ratio, vous le retrouverez globalement dans toutes les entreprises soumises à des difficultés, qu'elles soient grandes, moyennes ou petites.

C'est logique, car l'essentiel du chiffre d'affaires sert à payer les charges fixes des entreprises et les bénéfices sont réalisés en réalité sur les 10 à 20 derniers pourcent du chiffre d'affaires.

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

« Pas de récession en France en 2022 ? Pas si sûr ! »

par [Charles Sannat](#) | 27 Avril 2022

INSOLENTIAE

Décryptage impertinent, satirique et humoristique de l'actualité économique



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Olivier Dussopt le ministre des « *comptes publics* » disait il y a 2 jours sur BFM que la France ne connaîtrait pas de récession en 2022 en raison de « son acquis » de croissance de 2.8 %.

Ce qui semble être vrai d'un point de vue mathématiques et... si tout se passe bien.

Rassurez-vous, je ne vais pas vous « casser le moral », pas besoin de moi pour le faire.

Poutine avec la guerre en Ukraine alimentée par les pays membres de l'Otan qui arment les Ukrainiens pour repousser l'attaque russe et les derniers propos de Lavrov, le ministre russe des affaires étrangères, disant que « *l'on va vers la 3ème guerre mondiale* » sont suffisants pour vous glacer le sang et saper le moral.

Vous n'avez pas plus besoin de moi pour vous rendre compte que **l'inflation**, loin d'être temporaire, accélère et dure.

Je ne vous dirai pas non plus que la moitié de **la Chine est confinée**, et que maintenant que Pékin est menacé d'un confinement dur comme à Shanghai, nos affaires risquent d'en prendre un coup sur la cafetière.

Je ne vous parlerai pas plus du **prix de l'énergie**, de l'impossible ou en tous cas de la difficile transition énergétique, **des pénuries** d'huile, de blé, mais aussi d'acier, je ne vous parlerai pas de tous ces risques avérés car vous les connaissez aussi bien que moi.

Ce que je veux vous dire c'est que nous avons toutes les raisons de penser qu'à minima notre pays sera en récession sur les deux derniers trimestres de l'année.

Ce que je veux vous dire c'est qu'un ministre ne vous dira pas que c'est la catastrophe, parce que ce n'est pas son rôle pas plus qu'il n'est du rôle de la présidente de la BCE de vous dire que l'inflation va laminer votre pouvoir d'achat.

Pourquoi ? Parce qu'ils vous mentent ?

Oui, ils mentent, mais ce n'est pas le mobile du crime

La parole publique engage bien plus que la mienne bien évidemment. Si un ministre vous dit « *on va tous mourir* » alors tout le monde va courir aux abris ! C'est ce que l'on appelle un phénomène autoréalisateur. Un ministre, un président de banque centrale ou de pays mentira, et préférera passer pour un imbécile qui évite la panique et assure la stabilité plutôt que pour un visionnaire dont les propos pourraient conduire au **chaos**.

Alors ne soyez pas dupes.

N' imaginez pas que nous n'allons pas vers une grosse récession.

Il y a la guerre, les pénuries, les confinements en Chine, il y a le prix de l'énergie et bien évidemment parce que si cela ne suffisait pas, il y a **la hausse des taux d'intérêt**.

Quand on vous dit qu'il n'y aura pas de récession en France en 2022 on joue sur les mots. Il y a déjà une baisse de 30 % du CA dans le commerce et tous les secteurs sont touchés y compris la restauration. Nous sommes déjà en récession, nous sommes déjà en train de plonger doucement.

Si la guerre cesse rapidement, alors les choses repartiront cahin-caha. Si cela dure, ce sera durablement nettement plus compliqué.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

.Les cours du diesel explosent et nous manquons de kérosène !

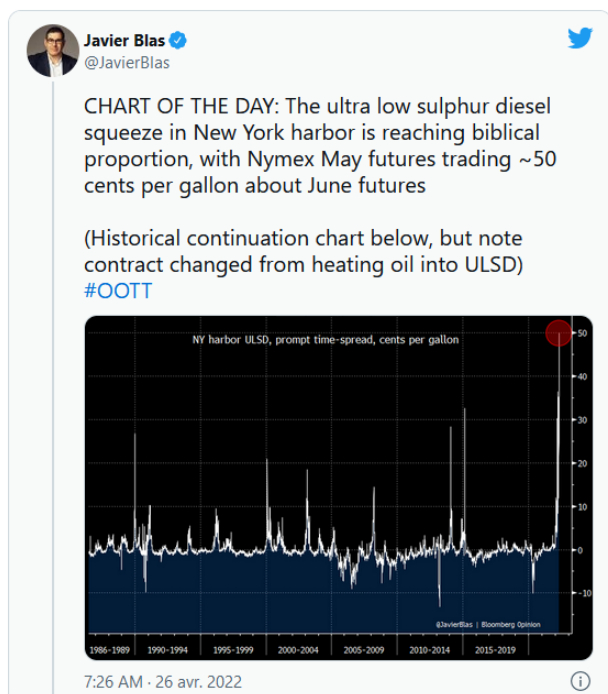


Nous sommes dans une situation critique sur le diesel dont les cours explosent et cela ne va pas arranger les petites affaires de tous les gueux que nous sommes et qui avons la fâcheuse tendance de « *fumer des clopes et de puer le gasoil* » !

Du côté de l'aviation civile c'est même la pénurie de kérosène qui menace, et pour cause, il faut bien les faire voler tous ces vols militaires, qui sont évidemment prioritaires quand c'est la guerre sur les avions civils, qui transportent des touristes à pas cher d'un bout à l'autre de la planète sans

que le « bilan carbone » de la chose soit franchement favorable, mais c'est un autre sujet.

Comme vous pouvez le voir sur le graphique ci-dessous du spécialiste « matières premières » de l'agence de presse Bloomberg, les cours du diesel civil explosent à la hausse.



Comme vous pourrez le lire dans cet article de la Tribune, c'est aussi la crainte de la pénurie de kérosène qui commence à poindre dans l'actualité. **Pour le moment signal faible, la pénurie de kérosène devrait devenir un sujet brûlant dans les semaines qui viennent** et à l'approche de la saison estivale de notre hémisphère nord.

Alerte pénurie kérosène lancée

« Risques de pénurie de kérosène pour les avions en Martinique et en Guadeloupe »

Une alerte au risque de pénurie de kérosène a été lancée fin mars en Martinique et en Guadeloupe. La reprise des vols vers les Antilles, couplé aux besoins de la guerre en Ukraine, a tiré les stocks au plus bas. La situation devrait se résoudre, au moins temporairement, au cours de la semaine prochaine ».

Je vous laisse lire cet article sur le site de [la Tribune ici](#), mais le plus drôle c'est la fin. On vous explique qu'il n'y a pas de problème, que ces ruptures ne seront que transitoires et de court terme, mais que quand même on ne sait jamais ! Hahahahahaha....

« La Société Anonyme de Raffinerie des Antilles, la SARA, qui est chargée de puiser dans ses stocks pour fournir le carburant aux avions de Guadeloupe et de Martinique, attend un bateau chargé de kérosène qui devrait arriver d'ici mardi et ainsi régler la situation.

*La raffinerie, qui reçoit du pétrole brut, produit les stocks de carburants dont l'île a besoin. Du gasoil, du sans plomb et du kérosène pour les déplacements, mais aussi du fioul pour produire l'électricité qui alimente la Guadeloupe. Même si la situation va se résoudre à court terme, **la SARA s'interroge tout de même sur des solutions pérennes à trouver si cette situation inédite devait durer**».*

Charles SANNAT

.Problème d'approvisionnement en acier pour la construction



Le « rebar steel » ce sont les barres d'armature en acier, vous savez tous ces « fers » que vous retrouvez dans le béton par exemple pour faire du béton armé !

Sans ces fers, vos constructions ne tiendraient tout simplement pas.

C'est un composant important du coût de la construction et avec la flambée des prix de l'énergie et les pénuries liées à la guerre en Ukraine et à l'embargo sur tout ce qui vient de Russie, ce qui reste disponible voit son prix s'envoler.

Du coup depuis le début de la guerre le 24 février le coût des barres d'armature est en hausse de 70 % !

Comme quoi, effectivement, le potentiel d'inflation reste encore très élevé.



Charles SANNAT

.De quoi Macron a-t-il peur lorsqu'il dit « il pourrait y avoir des mesures d'urgence qu'il faudra prendre dans les prochains jours » ?



Dans cet article publié par Le Point, nous apprenons qu'avant les législatives, « Macron envisage un gouvernement restreint limité à une douzaine de ministres, complété après le prochain scrutin de juin ».

« À l'occasion d'une interview sur BFMTV, avant sa réélection, Emmanuel Macron avait évoqué la nécessité « d'une transition » entre la démission du gouvernement et les législatives. « Il est important que dans ce contexte de guerre et de tension très forte sur le pouvoir d'achat, il puisse y avoir une gestion des affaires courantes très réactive, car il pourrait y avoir des mesures d'urgence qu'il faudra prendre dans les prochains jours », avait assuré le président-candidat, prônant ainsi « la continuité ». Une chose est certaine selon le chef de l'État : le ou la futur(e) chef(fe) du gouvernement sera directement chargé(e) de la planification écologique ».

Alors de quoi le président a-t-il peur ?

De la matérialisation de l'un ou de plusieurs des risques qui pèsent sur nos têtes alors que nous faisons tous comme si tout allait parfaitement bien.

La guerre en Ukraine qui devient chaque jour un peu plus une guerre de l'Otan contre la Russie peut dégénérer à tout instant.

Les impacts des **confinements en Chine** comme du conflit en cours actuellement au coeur de l'Europe menacent directement nos approvisionnements et nos chaînes logistiques et donc nos économies confrontées à un risque de plus en plus important de pénurie.

L'insistance du président sur la « *planification écologique* » qui sera directement sous la responsabilité du prochain premier ministre est surtout à comprendre comme étant une nécessité de gérer la disette.

Nous « masquerons » ou nous donnerons du sens à nos disettes énergétiques et matérielles et parfois même alimentaires, en nous parant de la vertu de la transition écologique.

Charles SANNAT

.Recherche cobayes. Les essais des labos sont faits... en Ukraine et en Russie !



Je vous cite le passage le plus important de cette dépêche de l'agence Reuters qui vous confirme l'importance de l'Ukraine et de la Russie sur le marché des essais cliniques, je vous partage mon analyse plus bas.

« Roche a prévenu que l'attaque de la Russie contre l'Ukraine perturbe le développement d'une nouvelle génération de médicaments contre la sclérose en plaques (SEP), le secteur dépendant de manière disproportionnée de l'Europe de l'Est pour ses essais cliniques.

« L'Ukraine et la Russie ont historiquement été des contributeurs très importants aux essais cliniques pour les patients atteints de troubles neurologiques tels que la sclérose en plaques », a déclaré Bill Anderson, directeur de la division pharmaceutique de Roche, lors d'une conférence téléphonique après la publication des ventes du premier trimestre.

L'Europe de l'Est est un lieu d'essai attrayant parce que les chercheurs qui dirigent les centres médicaux de la région sont bien formés. Par ailleurs, les patients sont fortement incités à se porter volontaires pour participer aux essais, qui leur offrent souvent la possibilité de recevoir de meilleurs soins que ceux offerts par le système de santé local.

D'autres acteurs du secteur ont également évoqué le faible coût des études ».

Faire des études cliniques en Russie ou en Ukraine c'est nettement moins cher. En cas de problème c'est également nettement moins cher.

Ce genre d'information doit permettre de nuancer notre analyse de ce qui se passe en Ukraine et en Russie. Non pas qu'un Russe ou qu'un Ukrainien vaut moins qu'un européen de l'Ouest, disons que la valeur de la vie, le prix de la vie n'est pas le même partout sur la planète. Il y a une immense différence entre la vie d'un Américain, celle d'un Ukrainien, celle d'un Irakien ou d'un Syrien, ou celle d'un Somalien.

N'y voyez de ma part aucune hiérarchie entre les individus mais un simple constat d'une cruelle lucidité sur la monstruosité réelle de notre monde. Une monstruosité que l'on préfère ne pas voir en se donnant facilement une bonne conscience, le plus souvent à bien peu de frais.

Les laboratoires pharmaceutiques ne sont pas que des « gentils » et ils ont surtout besoin de pays complaisants pour leurs études cliniques.

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

.Une banque isolée réitère son discours apocalyptique et affirme que la récession sera pire que prévu

par Tyler Durden Mercredi, 27 Avril 2022

 ZeroHedge



Il y a trois semaines, la Deutsche Bank a choqué le monde poli de la finance - où personne n'ose dire la vérité si celle-ci est désagréable et va à l'encontre de la tendance à être optimiste sur tout - lorsqu'elle est devenue la première banque de Wall Street à faire officiellement d'une récession américaine à la fin de 2023 son scénario de base (nous excluons ici bien sûr les uber-bears tels que Michael Hartnett de BofA ou Albert Edwards de SocGen, qui ont présenté des scénarios de récession explicitement différents des "scénarios de base" optimistes des banques).

Puis, la semaine dernière, la banque a doublé son facteur de choc en présentant un point de vue encore plus baissier dans sa dernière note "House View", dans laquelle l'économiste principal de la banque explique que non seulement une récession est assurée, mais que les attentes en matière d'inflation "vont probablement augmenter de manière significative, ce qui conduira finalement à un resserrement encore plus agressif et à une récession plus profonde avec une augmentation plus importante du chômage" qui, à son tour, se transformera en l'issue que la Fed a tant cherché à éviter : **un atterrissage brutal.**

Avance rapide jusqu'à aujourd'hui, où DB a réalisé le tiercé gagnant et où son directeur de la recherche et économiste en chef, David Folkerts-Landau, ainsi que les directeurs de la recherche économique et thématique, Peter Hooper et Jim Reid, ont publié un article à lire absolument (disponible pour les abonnés professionnels à l'endroit habituel) dans lequel il fait deux remarques :

i) comment se peut-il que la Deutsche Bank soit la seule "aberration extrême" à avoir retenu la récession comme scénario de base pour 2023 alors que "compte tenu du point de départ macroéconomique, la charge de la preuve devrait incomber aux raisons pour lesquelles ce cycle d'expansion/récession ne se terminera pas par une récession", et

ii) après avoir affirmé que la hausse de l'inflation allait être l'événement macroéconomique déterminant de la décennie, la banque explique maintenant que les taux des Fed Funds et de la BCE devront

probablement être plus élevés que le consensus ne le pense et que, par conséquent, *"la récession à venir sera plus sévère que ce que prévoit notre vision aberrante de House"*.

Abordant d'abord le premier point, la DB se dit surprise que sur les 75 prévisionnistes professionnels de Bloomberg, la House view de la banque soit la seule à prévoir actuellement une récession américaine d'ici à la fin 2023. Mais quand c'est le travail de Wall Street de toujours mettre du rouge à lèvres sur les mauvaises nouvelles, ce n'est pas une surprise. C'est aussi la raison pour laquelle DB se démarque enfin des autres, et pour une fois, dans le bon sens. Voici comment Folkerts-Landau explique que la banque est parvenue à sa conclusion anticonformiste :

En juin dernier, nous avons lancé la série "Que se passe-t-il dans la queue de pie ?", encourageant nos analystes à proposer une alternative à l'opinion officielle de la banque lorsque nous estimions qu'il existait un scénario alternatif crédible et bien raisonné. Dans notre première publication ce mois-là, je me suis joint à mes collègues Peter Hooper et Jim Reid pour affirmer qu'une inflation plus élevée serait l'histoire macroéconomique déterminante de la décennie et que le consensus risquait de manquer ce changement de paradigme. Dans cette dernière note de la série, nous expliquons comment les risques macroéconomiques sont fortement orientés vers le risque d'une récession importante.

En bref, la DB estime que le fléau de l'inflation - que la plupart des pairs de la banque ont encore du mal à considérer comme autre chose que transitoire (même s'ils l'ont finalement concédé en public après l'avoir faussement revendiqué pendant toute l'année 2021) - est revenu et est là pour rester. Et ce, pour cinq raisons :

1. Un certain nombre de forces désinflationnistes structurelles qui prévalaient au cours des dernières décennies avaient commencé à se déplacer avant même le choc Covid. Il s'agit notamment du renversement de la mondialisation, des changements démographiques en Chine, aux États-Unis et ailleurs, de l'évolution des tendances numériques dans un sens inflationniste et du changement climatique. En raison de ces évolutions et d'autres, les tendances sous-jacentes de l'inflation se sont considérablement modifiées à la hausse.

2. L'inflation est désormais de plus en plus alimentée par la hausse des coûts, reflétant une forte demande face à une offre qui a du mal à suivre. Le marché du travail est extrêmement tendu et, selon les prévisions générales, il devrait encore se resserrer cette année, grâce en partie à la forte demande des consommateurs et en partie aux perturbations de l'offre de main-d'œuvre qui semblent maintenant devoir persister pendant un certain temps. Cela signifie que l'inflation des salaires, qui se situe déjà bien au-dessus des niveaux compatibles avec l'objectif de la Fed en matière d'inflation des prix, va encore augmenter. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, qui ont fait grimper l'inflation pour de nombreux intrants clés de la production, sont exacerbées par la guerre en Ukraine ainsi que par les perturbations de l'activité en Chine dues à la crise de Covid.

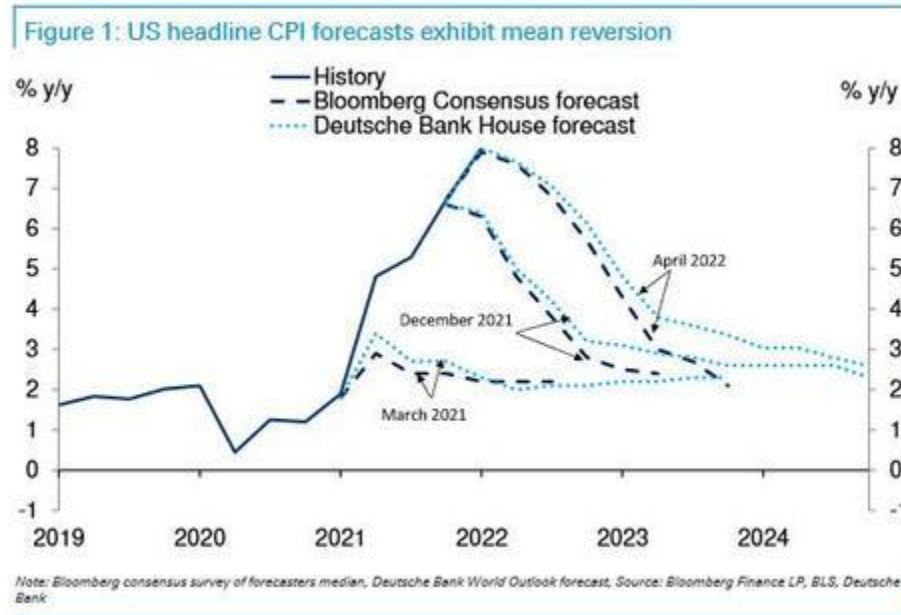
3. La psychologie de l'inflation a radicalement changé. En dépit de l'énorme augmentation des coûts, les bénéfices se portent très bien. Les vendeurs sont de plus en plus disposés à répercuter les augmentations de coûts sur leurs clients, et les acheteurs sont de plus en plus disposés à absorber ces augmentations de prix.

4. Si les anticipations d'inflation à long terme se situent toujours aux alentours de l'objectif de la Fed, elles sont généralement en hausse. Plus important encore, l'expérience historique montre que ces attentes sont fortement influencées par l'évolution récente de l'inflation réelle. Étant donné la persistance probable d'une inflation plus élevée à court terme, la DB s'attend à voir de nouvelles augmentations significatives des anticipations d'inflation au cours de l'année à venir.

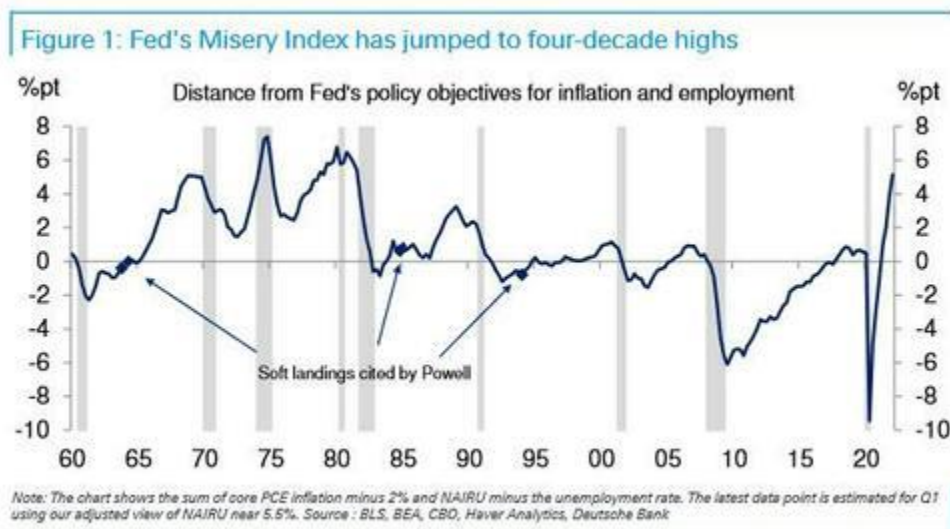
5. Enfin, les mesures politiques prises par la Fed, telles qu'envisagées actuellement par les marchés, seront lentes à contenir l'inflation. Si l'inflation reste proche des niveaux actuels, le taux réel des fonds

fédéraux restera sensiblement négatif et ne parviendra donc pas à atteindre un niveau "restrictif", même si la réduction des bilans contribue davantage à la hausse des taux du marché à long terme.

Par ailleurs, si l'inflation a atteint des sommets aujourd'hui - oui, l'inflation pourrait bien avoir atteint un sommet, même si elle est principalement due à des effets de base bénins à partir de maintenant - il faudra beaucoup de temps avant qu'elle ne revienne à des niveaux acceptables proches de l'objectif de 2 % de la Fed.



En résumé, la Fed est très en retard sur la courbe de l'inflation et une restriction monétaire substantielle est nécessaire, bien plus que ne le prévoit le marché. Pour faire passer ce message, la DB a adopté une mesure quantitative qui évalue dans quelle mesure l'économie s'est éloignée des mandats de la Fed en matière de stabilité des prix et d'emploi durable maximum. L'indice de la figure 2 ci-dessous montre la somme du montant (en points de pourcentage) par lequel l'inflation dépasse l'objectif cible de 2 % de la Fed et du montant (en points de pourcentage de chômage) par lequel on estime que le marché du travail s'est resserré au-delà de son niveau de plein emploi durable. Les stratégies de la DB appellent cet indice l'"indice de misère" de la Fed, étant donné sa similitude avec l'indice de misère national, qui est simplement la somme de l'inflation et du chômage.



Des lectures positives dans le graphique ci-dessus indiquent évidemment que la Fed a du travail à faire dans le sens d'un resserrement : l'inflation est trop élevée et ou le chômage a évolué trop bas pour être compatible avec

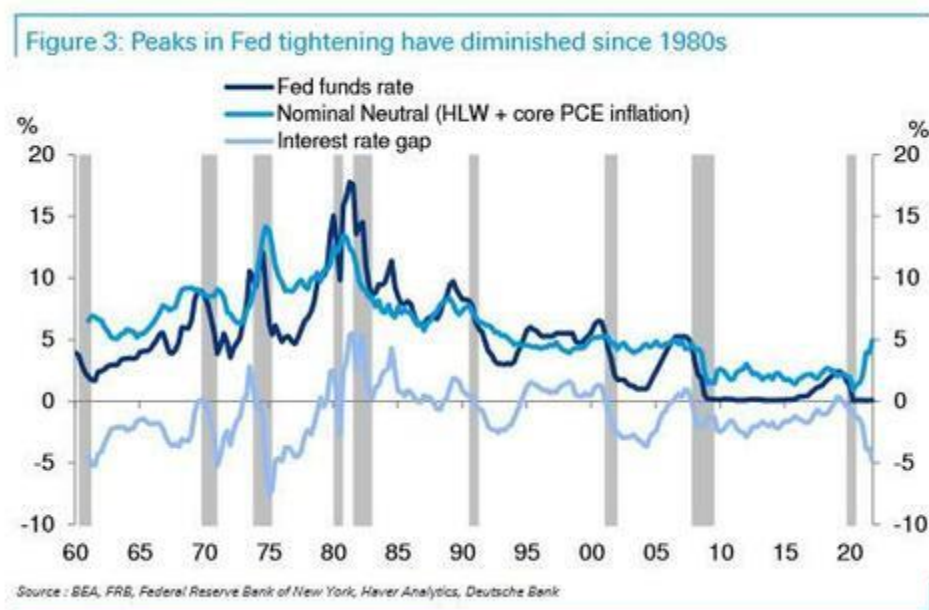
une inflation stable. Il convient de noter que, par le passé, chaque fois que cet indice est passé nettement au-dessus de zéro, l'économie est entrée en récession quelques années plus tard en raison du resserrement monétaire. Sur cette base, la Fed est actuellement beaucoup plus en retard sur la courbe qu'elle ne l'a été depuis le début des années 1980 !

Alors, de combien la Fed doit-elle augmenter les taux et quel sera l'impact ?

Réponse courte : beaucoup. Tellement, en fait, que cela va casser le marché. Selon la DB, la première tâche de la Fed est de ramener le taux des fonds fédéraux à un niveau neutre aussi rapidement que possible. L'inflation étant susceptible d'être élevée pendant une bonne partie de l'année prochaine (jusqu'à ce que la Fed parvienne à ralentir les choses), le niveau neutre du taux des fonds fédéraux pourrait bien se situer aux alentours de 5 %. Cela suppose que l'inflation de base PCE ne sera pas inférieure à 5 % au cours de l'année à venir (ce qui ne sera pas le cas).

Mais attendez, ce n'est pas tout : après avoir calculé le taux neutre, les responsables politiques doivent déterminer jusqu'où il faut aller pour ralentir suffisamment l'économie et faire baisser l'inflation. Au cours des derniers cycles économiques, la Fed a dépassé le taux neutre d'un point de pourcentage ou moins, comme l'indique l'"écart de taux d'intérêt" de la figure 3 ci-dessous, qui est égal au taux des fonds fédéraux moins une estimation de son niveau neutre.

La chute : La DB suppose, de manière "prudente", qu'un taux des fonds fédéraux se situant largement dans la fourchette de 5 à 6 % sera suffisant pour faire le travail cette fois-ci. Cela s'explique en partie par le fait que le processus de resserrement monétaire sera soutenu par la réduction du bilan de la Fed, qui, selon les calculs de la banque, équivaudra à quelques hausses de taux supplémentaires de 25 pb. Bien sûr, si la Fed devait suivre la prescription d'une règle de Taylor standard, par exemple, le taux des fed funds pourrait atteindre deux chiffres. Quoi qu'il en soit, la DB s'attend à ce que les hausses de taux directeurs, la réduction du bilan et la hausse des attentes en matière d'inflation fassent grimper le rendement du Trésor à 10 ans à un niveau record de l'ordre de 4-1/2 à 5 % !



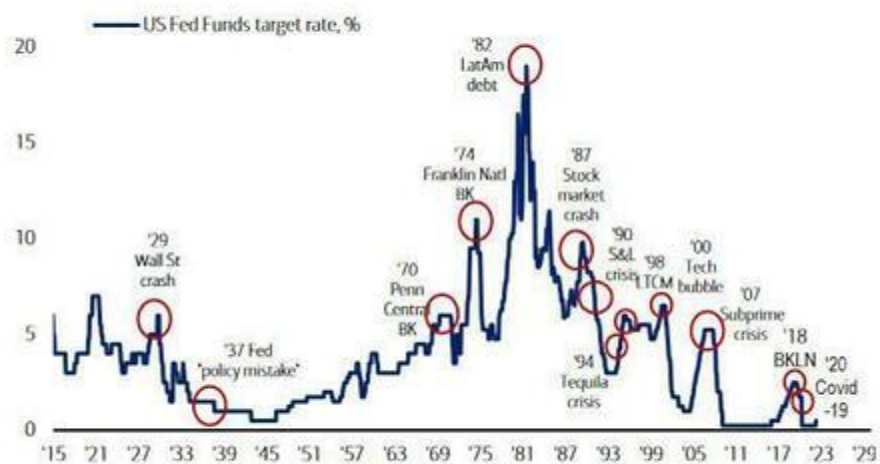
Inutile de dire que c'est inquiétant, car un tel resserrement monétaire - et le bouleversement financier qui l'accompagne - poussera l'économie vers une récession importante à la fin de l'année prochaine. Le chômage devrait augmenter de plusieurs points de pourcentage, bien qu'avec le marché du travail ayant déjà subi un resserrement excessif de pas moins de 2 points de pourcentage de chômage, "quelque chose de plus fort qu'une légère récession sera nécessaire pour faire le travail."

C'est à ce moment-là que la douleur prend fin et que le prochain, méga assouplissement, commence : "Alors que

le ralentissement s'amorce à la fin de l'année prochaine, nous pouvons voir la Fed faire marche arrière et l'économie repartir à la mi-2024. L'inflation se rapprochera alors progressivement de l'objectif en raison de l'augmentation des capacités inutilisées sur le marché du travail et dans l'économie en général." Selon la Deutsche Bank, "plus tôt ce processus se déroulera, mieux ce sera".

La conclusion de cette banque est familière à nos lecteurs : la Fed doit se resserrer, et elle n'a jamais réussi à le faire sans déclencher une crise majeure, ce que nous avons abordé récemment au cours du week-end.

Chart 11: Fed hiking cycles end with deleveraging events
US Fed Funds target rate



BofA GLOBAL RESEARCH

Voici ce que dit la banque elle-même : "Alors qu'elle adopte maintenant une position de resserrement plus agressive, l'histoire nous apprend que la Fed n'a jamais été en mesure de corriger des dépassements, même sensiblement plus faibles, de ses objectifs en matière d'inflation et d'emploi sans faire entrer l'économie dans une récession importante. Pour ces raisons, nous considérons que les risques de récession américaine - et même la gravité de la récession à venir - sont clairement orientés à la hausse par rapport aux attentes du consensus."

En bref, la Fed continuera de pousser jusqu'à ce que quelque chose se brise... et à en juger par le krach boursier d'aujourd'hui, ce jour pourrait être plus proche que la plupart ne le pensent.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La "grande réinitialisation" et l'avenir de l'argent... Voici ce que vous devez savoir

par Nick Giambruno 26 avril 2022

Doug Casey's
INTERNATIONAL MAN



L'homme international : Quelle est l'idée derrière le soi-disant "Great Reset" ?

Nick Giambruno : Nous avons vu d'innombrables exemples de l'élite auto-identifiée de l'Occident utiliser ce terme récemment.

Mais laissez-moi d'abord vous demander : qui a mis ces gens en charge ? Qui les a consacrés comme les leaders du monde ?

Ils ne parlent pas seulement de réinitialiser le système financier mais de changer radicalement la nature de la vie.

Je pense qu'il se passe quelque chose de sinistre, et ils n'essaient même plus de le cacher. Tout le monde le sait maintenant.

Donc, laissez-moi essayer de résumer quelque chose d'incroyablement complexe.

Ces gens reconnaissent que le système monétaire international actuel basé sur le dollar américain est en voie de disparition. Même Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale, reconnaît que la suprématie du dollar américain s'estompe.

Bien qu'ils préféreraient continuer à exploiter le système actuel, ils se rendent compte de son échec et de la nécessité de combler le fossé qui les sépare d'un nouveau système qu'ils espèrent contrôler.

Personne ne sait à quoi ressemblera le prochain système monétaire international, pas même les élites. Cependant, ils savent à quoi ils veulent qu'il ressemble.

Ils veulent une grille de contrôle totalitaire avec des monnaies numériques de banque centrale (CBDC), des permis de circulation, des procédures médicales obligatoires et un système de crédit social, entre autres choses désagréables.

En termes simples, l'agenda du Great Reset est un panopticon mondial communiste de haute technologie.

En bref, ils veulent un contrôle total sur vous dans tous les domaines - un nouveau féodalisme.

Ils manipulent émotionnellement les gens par la peur et de faux récits pour qu'ils acceptent des choses qu'ils n'accepteraient pas d'ordinaire, comme leur asservissement.

C'est le but de leur programme de grande réinitialisation. C'est un anathème évident pour la liberté personnelle, la dignité humaine et l'autodétermination.

Que **les élites autoproclamées** obtiennent tout ou partie de ces choses est une question ouverte.

Le meilleur scénario pour l'humanité serait que la plupart des grands gouvernements fassent faillite - ce qu'ils sont en passe de faire - avant de pouvoir mettre en œuvre le programme de la Grande Réinitialisation.

International Man : Il semble que changer l'argent pour que les gouvernements puissent avoir plus de contrôle sur les gens est une grande partie de ce plan. Comment le voyez-vous ?

Nick Giambruno : Je le vois comme ceci.

Ne laissez aucun gouvernement, qu'il s'agisse du gouvernement américain, du gouvernement chinois ou d'une entité gouvernementale mondiale comme le FMI, vous dire ce qu'est l'argent.

L'argent n'a pas besoin de venir du gouvernement. C'est un terme totalement erroné que l'on a fait croire à la personne moyenne par un lavage de cerveau.

C'est comme si vous vous transportiez dans le passé et demandiez à un citoyen moyen de l'Union soviétique : *"D'où viennent les chaussures ?"*.

Ils répondraient : *"Eh bien, le gouvernement fabrique les chaussures. D'où pourraient-elles provenir sinon ? Qui d'autre pourrait fabriquer les chaussures ?"*

C'est la même mentalité ici concernant l'argent aujourd'hui - sauf que c'est beaucoup plus répandu.

La vérité est que l'argent n'a pas besoin de venir du gouvernement, pas plus que les chaussures.

Les gens ont utilisé des pierres, des perles de verre, du sel, du bétail, des coquillages, de l'or, de l'argent et d'autres marchandises comme monnaie à différentes époques.

Cependant, depuis plus de 2 500 ans, l'or est la forme de monnaie la plus durable de l'humanité.

L'or n'est pas devenu de la monnaie par accident ou parce que des politiciens l'ont décrété. Au contraire, il est devenu de l'argent parce que d'innombrables individus, tout au long de l'histoire et dans de nombreuses civilisations différentes, sont arrivés subjectivement à la même conclusion : l'or est de l'argent.

C'est le résultat d'un processus de marché dans lequel des personnes ont cherché le meilleur moyen de stocker et d'échanger de la valeur.

Alors, pourquoi ont-ils choisi l'or ? Qu'est-ce qui rend l'or intéressant en tant que monnaie ?

Voici pourquoi.

L'or possède un ensemble de caractéristiques uniques qui le rendent approprié comme monnaie.

L'or est durable, divisible, cohérent, pratique, rare et, surtout, c'est la plus "dure" de toutes les marchandises physiques. En d'autres termes, l'or est "difficile à produire" par rapport aux stocks existants et c'est la marchandise physique la plus résistante à l'inflation. C'est ce qui confère à l'or ses propriétés monétaires.

Le bitcoin partage de nombreuses caractéristiques monétaires de l'or. Comme l'or, le bitcoin n'a pas de risque de contrepartie, et personne ne peut arbitrairement gonfler l'offre.

Voici l'essentiel.

J'encourage les gens à être des individus souverains et à reconnaître ce qui fonctionne le mieux pour eux en tant que véhicule de stockage et d'échange de valeur, plutôt que d'accepter sans réfléchir ce que le gouvernement leur donne comme monnaie.

L'homme international : Qu'est-ce qui rend l'argent du gouvernement dangereux ?

Nick Giamb Bruno : Les gouvernements tirent un pouvoir énorme de leur racket consistant à imprimer de la fausse monnaie à partir de rien et à forcer leurs citoyens à l'utiliser. Qu'il s'agisse du Venezuela, du Liban, de l'Argentine ou des États-Unis, c'est la même arnaque. Elle permet aux gouvernements d'agir comme des vampires et de se régaler de l'épargne de leurs citoyens.

Imaginez si vous aviez ce genre d'immense pouvoir ?

Vous pouvez créer quelque chose avec peu ou pas d'effort et ensuite forcer tout le monde à l'accepter et à l'utiliser comme monnaie. Vous pourriez créer des richesses en papier à partir de rien et couper vos ennemis de l'économie. Vous seriez très puissant.

C'est pourquoi tous les gouvernements chérissent leur monopole sur l'argent.

Rappelez-vous, l'argent du gouvernement est **de l'argent politique**. C'est un outil puissant pour vous voler et vous contrôler.

Considérez ce qui est arrivé aux camionneurs au Canada au début de 2021. Sans procédure régulière ni contrôle judiciaire, le gouvernement canadien a saisi leurs comptes bancaires en un tour de main. Le gouvernement s'est octroyé ce pouvoir et en a fait une simple tâche administrative.

Nous verrons bientôt beaucoup d'autres actions de ce genre - et des actions plus sévères.

L'homme international : Que peut faire le citoyen moyen à ce sujet ?

Nick Giamb Bruno : L'incident avec les camionneurs au Canada et d'autres événements récents ont été des illustrations frappantes des dangers de l'argent du gouvernement.

D'un autre côté, ils ont été de formidables publicités pour l'argent réel.

J'ai étudié l'argent, la politique monétaire et l'histoire monétaire. Je me suis rendu au Zimbabwe, en Argentine, au Liban et dans d'autres pays qui ont connu l'hyperinflation.

Selon moi, l'attribut le plus important de la monnaie est qu'elle est difficile à produire - sa "dureté". En d'autres termes, c'est quelque chose qui résiste à l'inflation.

Considérez la monnaie comme une créance sur le temps humain. C'est comme une vie ou une énergie stockée.

Voudriez-vous placer cela dans quelque chose que quelqu'un d'autre peut créer sans effort ni coût ?

Bien sûr, vous ne le feriez pas.

Ce serait comme stocker vos économies dans des jetons d'arcade de Chuck E. Cheese ou des miles de compagnies aériennes. Placer vos économies dans des monnaies d'État n'est pas très différent.

Ce que vous voulez faire, c'est placer votre argent dans quelque chose que quelqu'un d'autre ne peut pas fabriquer facilement.

Voici l'essentiel.

La grande majorité de l'humanité ne comprend pas ce qui fait un bon argent. Au lieu de cela, ils ont été hypnotisés en croyant que quelque chose d'inférieur - des bouts de papier ou des entrées numériques que les gouvernements peuvent créer sans effort - est de la bonne monnaie.

C'est un triste état de fait et l'une des plus grandes escroqueries de l'histoire de l'humanité.

Pour mettre en œuvre leur programme de grande réinitialisation, les élites comptent sur le fait que la personne moyenne ne comprend pas les questions relatives à l'argent. Elles comptent sur le fait que les gens avalent aveuglément leurs CBDC empoisonnées.

La chose la plus efficace que l'individu moyen puisse faire pour lutter contre ce programme est de ne pas stocker sa force vitale dans des monnaies d'État. De cette façon, le gouvernement - et les élites derrière lui - ne peuvent pas utiliser l'inflation pour siphonner votre énergie monétaire afin de financer leurs plans néfastes.

L'idée est de placer une partie significative de votre épargne dans des actifs durs, de l'argent apolitique et neutre qui ne présente aucun risque de contrepartie et résiste à l'inflation.

Je place les pièces d'or physique en votre possession, ainsi que le bitcoin, dans cette catégorie. Mais uniquement les bitcoins pour lesquels vous contrôlez les clés privées et ne dépendez pas de l'autorisation d'un tiers, comme une bourse ou un dépositaire, pour accéder à votre argent.

▲ [RETOUR](#) ▲

Le crash est roi

Charles Hugh Smith Dimanche 24 avril 2022

of two minds.com  charles hugh smith



Il pourrait s'agir d'une des nombreuses réévaluations du capital par rapport au travail et aux ressources, et du noyau par rapport à la périphérie.

Vous avez entendu l'expression "*l'argent est roi*". C'est tout à fait vrai. Mais il est tout aussi vrai que "*le krach est roi*" : lorsque les excès spéculatifs s'effondrent sous leurs propres extrêmes, le krach écrase tous les autres récits et devient la dynamique dominante.

Tout ce que le courant dominant utilise pour prédire la "valeur", l'action du marché et "l'avenir" est jeté par la fenêtre. Les cours-bénéfices, la "croissance", l'"innovation", les flux de trésorerie, les rendements, le "bat-guano-quatloo carry trade", etc., etc., etc. - rien de tout cela n'arrête le krach ou ne donne un sens au krach, qui se produit pour des raisons systémiques dépassant les explications conventionnelles.

Dans le contexte des concepts conventionnels de "valeur" et de pouvoir des banques centrales, les krachs sont impossibles. Selon les explications conventionnelles, les banques centrales contrôlent les marchés et les krachs sont donc brefs et peu profonds car les banques changent rapidement de cap et inondent les marchés financiers d'argent gratuit.

Selon la vision conventionnelle, les marchés sont rationnels et liquides : il y aura toujours un acheteur pour chaque vendeur (c'est-à-dire la liquidité) car il y aura toujours une raison rationnelle et des liquidités/crédits disponibles pour acheter un actif au prix actuel.

Les krachs révèlent que c'est faux : il n'y a pas d'acheteur pour chaque vendeur dans les krachs parce qu'il n'est pas rationnel d'acheter des actifs qui ont été largement surévalués et qui se réinitialisent à de nouvelles valeurs

dans une chute libre chaotique. En effet, le concept même de "valeur" est remis en question et, comme nous le savons tous, les marchés détestent l'incertitude.

Deuxièmement, il se peut qu'il n'y ait pas de liquidités ou de crédit disponibles pour acheter des actifs, car le crédit se tarit aussi vite que les liquidités : la dernière chose que les prêteurs veulent, c'est que des joueurs imprudents empruntent leur argent et perdent tout en essayant d'attraper le couteau qui tombe.

C'est pourquoi le krach est roi : lorsque la liquidité se tarit, toute la structure du "il y a toujours un acheteur" s'effondre. Lorsqu'il n'y a que des vendeurs et peu d'acheteurs, les marchés s'effondrent. Lorsque la valeur sous-jacente de l'actif ne peut plus être connue avec certitude, il n'est pas rationnel de parier que la première ou la deuxième jambe de baisse est "le fond".

Lorsque l'offre et la demande futures sont en l'air, avec des fluctuations chaotiques, il n'y a aucun moyen de déterminer la valeur de quoi que ce soit. L'argent et le crédit ne sont pas différents de toute autre marchandise : le coût et la valeur de l'argent sont dictés par la demande pour cette forme particulière d'"argent" et de crédit. Lorsque l'"argent" perd son pouvoir d'achat et que le crédit n'est plus disponible, la demande d'actifs s'effondre au moment même où les actifs sont vendus pour limiter les pertes et augmenter les liquidités.

Il est peut-être temps de revoir les notions de noyau et de périphérie. Comme beaucoup d'autres, je trouve ce modèle perspicace et utile : Le modèle cœur-périphérie (11 juin 2013).

L'U.E., le néo-féodalisme et le modèle néocolonial-financier (24 mai 2012).

Les crashes révèlent ce qui est le noyau et ce qui est la périphérie parce que le noyau contrôle le destin de la périphérie. Dans la terminologie des systèmes, les conditions initiales définissent les paramètres des options potentielles et les limites de l'efficacité des différents choix. Les conditions initiales du noyau sont considérablement plus constructives que les conditions initiales de la périphérie.

En termes de réseau, chaque connexion entre les nœuds passe par le cœur. Ce n'est pas le cas pour les nœuds. Les chaînes de dépendance sont asymétriques : chaque nœud semble stable et indépendant jusqu'à ce que les choses se gâtent. Tout le monde est dépendant, mais certains le sont moins que d'autres.

La grande majorité des affirmations grandioses sur ce qui est vraiment essentiel se révéleront fausses en cas de crise. Le krach des actifs principaux est moins grave et le rebond est plus rapide, car la valeur sous-jacente des actifs principaux se réinitialise plus facilement.

Les krachs dans la périphérie sont des glissements à sens unique. Ces actifs ne retrouvent jamais leur valeur excessivement spéculative, car l'éventuelle réinitialisation de la valeur sous-jacente élimine toute valeur artificielle ou fantôme.

Il est instructif d'observer ces graphiques du yen japonais (USDJPY). Quelque chose est en train de se passer, et les experts se précipitent pour prétendre comprendre tout cela. Je suis circonspect quant à ce tsunami d'explications. Un grand nombre de réévaluations majeures sont en cours et elles agissent comme une rétroaction les unes sur les autres de manière complexe.

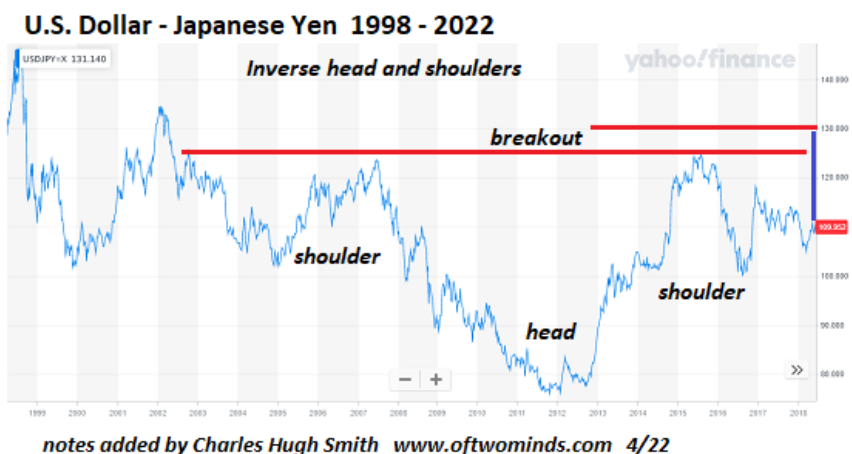
Cela me suggère que toute explication sera très probablement erronée ou trompeuse.

Ce n'est peut-être rien de plus qu'un zéphyr, mais je trouve intéressant que le graphique à long terme de l'USD-Yen semble être une tête et des épaules inversées sur plusieurs décennies, ce qui, si cela se produit, suggérerait qu'une réévaluation massive du yen est en cours dans le sens d'une dévaluation du pouvoir d'achat du yen.

Il pourrait s'agir d'une des nombreuses réévaluations du capital par rapport à la main-d'œuvre et aux ressources,

et du centre par rapport à la périphérie. L'argent liquide est peut-être roi, mais lorsque le crash est roi, il faut choisir le bon type d'argent liquide pour éviter la décimation générale de la "richesse".

Chaque nœud prétend être un noyau, mais ce n'est pas comme ça que ça fonctionne. Il se peut qu'il n'y ait qu'un seul noyau. Alors que le crash attirera l'attention de tous, c'est l'après-coup du crash qui nous indiquera ce qui est central et ce qui est périphérique.



▲ [RETOUR](#) ▲

.Elon Musk a acheté Twitter, et les "experts" sont furieux

Ryan McMaken 26 avril 2022 Mises.org



MISES WIRE



Le Wall Street Journal rapporte aujourd'hui que la direction de Twitter et Elon Musk sont sur le point de se mettre d'accord sur les conditions de la proposition de rachat de la plateforme de médias sociaux par Musk. Elon Musk avait annoncé le 21 avril qu'il disposait de 46,5 milliards de dollars - la moitié en espèces, l'autre moitié financée par ses banquiers Morgan Stanley, Barclays et Bank of America - pour racheter l'entreprise. Musk offrait 54,20 dollars par action pour le rachat, à un moment où le cours de l'action Twitter se situait au milieu des années 40. Cette offre fait suite à une frénésie de dépenses qui a débuté au début de l'année 2022 et qui a

permis à Musk de détenir plus de 9 % de la société. Peu après, Musk s'est vu offrir un siège au conseil d'administration de Twitter.

Pourtant, ce siège, tel qu'il était proposé, aurait également limité la capacité de Musk à acquérir davantage d'actions, et Musk l'a rejeté. Ainsi, maintenant qu'une offre de rachat est sur la table, Musk a déclaré qu'il envisageait de privatiser la société cotée en bourse.

L'ouverture du conseil d'administration à l'offre de rachat - un fait nouveau survenu au cours du week-end - marque un changement d'attitude de la part du conseil. La direction de Twitter a d'abord rejeté l'offre de Musk en la qualifiant de prise de contrôle hostile et a commencé à chercher des moyens d'empêcher la vente. La société a même commencé à explorer l'option dite de la pilule empoisonnée. Cette stratégie, également appelée "plan de droits des actionnaires", est un moyen d'empêcher les prises de contrôle hostiles par des actionnaires comme Musk.

Alors pourquoi la société a-t-elle changé d'avis ? L'une des raisons pourrait être que l'opposition au rachat était motivée par l'idéologie, plutôt que par l'intérêt des actionnaires. L'élément idéologique découle apparemment du fait que M. Musk a déclaré à de nombreuses reprises que, selon lui, la direction de Twitter est devenue trop enthousiaste lorsqu'il s'agit de dé-platformer les utilisateurs et de condamner ceux qui se livrent soi-disant à la "désinformation". Musk a suggéré que cette tactique n'est en fait qu'un moyen de faire taire les personnes qui ont des opinions que les responsables de Twitter n'apprécient pas.

Musk a donc suggéré qu'il changerait ces politiques s'il prenait le contrôle de l'entreprise. Musk a même déclaré que son principal intérêt à devenir le propriétaire de Twitter n'est pas une question de profit monétaire.

Compte tenu de tout cela, les experts du grand public - dont beaucoup ont publiquement loué les politiques de dé-platformations de Twitter - ont condamné le plan de rachat de Musk et Musk lui-même. L'hostilité initiale de Twitter à l'égard de l'offre de Musk peut avoir reflété une alliance apparente entre la presse grand public et les multimillionnaires de la Silicon Valley. En effet, les utilisateurs les plus actifs de Twitter - un groupe composé en grande partie de journalistes grand public - ont peut-être même influencé initialement les dirigeants de Twitter sur ce point.

Pourtant, les dirigeants de Twitter doivent rendre des comptes à d'autres personnes que les experts de Twitter. De nombreux gros investisseurs de Twitter ont peut-être vu que l'offre de 44 milliards de dollars de Musk était en fait une très bonne affaire pour les actionnaires et n'étaient pas prêts à laisser les dirigeants de Twitter ruiner l'affaire. En d'autres termes, les considérations fiduciaires réelles ont peut-être finalement pris le pas sur les considérations idéologiques du côté de Twitter.

Après tout, l'action de Twitter n'a pas vraiment été très performante. L'action Twitter n'a pratiquement pas évolué au cours de la dernière décennie. Son cours a démarré entre 40 et 60 dollars fin 2013 et évolue toujours entre 35 et 55 dollars au cours des six derniers mois. L'action ne verse pas de dividende, et Twitter n'a jamais vraiment compris comment transformer les utilisateurs en dollars publicitaires lucratifs. Les investisseurs pourraient donc voir un faible coût d'opportunité à laisser partir leurs actions au prix offert par Musk. Ce n'est pas comme si l'entreprise était prête à réaliser des profits considérables de sitôt.

Du point de vue de Musk, bien sûr, tant que la propriété de l'entreprise lui procure un "profit" au sens subjectif du terme, la vente a du sens. Naturellement, sur le très long terme, l'entreprise devrait gagner suffisamment d'argent pour couvrir le coût de son maintien en activité. Mais il est impossible de savoir combien d'argent Musk serait prêt à perdre - en termes de dollars - pour continuer à s'assurer les "avantages psychiques" de la propriété de Twitter.

Compte tenu du comportement des PDG à l'ère du "PDG éveillé", ce genre de choses ne devrait toutefois pas nous surprendre. Il est devenu évident ces dernières années que de nombreux PDG sont prêts à prendre le risque de s'aliéner des clients - et donc de perdre des revenus - au nom de la satisfaction de certaines sensibilités politiques. Nous l'avons vu lorsque la Major League Baseball a décidé de punir les électeurs de Géorgie pour avoir voté de la "mauvaise" façon. Nous l'avons vu lorsque Tim Cook, d'Apple, a tenté de boycotter l'État de l'Indiana parce qu'il avait un point de vue "erroné" sur le mariage homosexuel.

Musk a également politisé son acquisition de Twitter en déclarant ouvertement qu'il voulait plus de diversité parmi les opinions autorisées sur Twitter. Pour cela, il a été dénoncé par les journalistes de l'establishment comme étant "de droite" ou, assez ironiquement, un ennemi de la liberté d'expression.

Il reste à voir, cependant, ce que Musk fera exactement de l'entreprise. Va-t-il rétablir le compte Twitter de Donald Trump ? Autorisera-t-il les gens à utiliser Twitter pour exprimer des opinions contraires à celles du CDC sur l'ivermectine ? Pour la foule du New York Times, ce genre de tolérance pour les opinions impopulaires est un pont trop loin. Le fait que la gauche contrôle CNN, MSNBC, ABC, CBS, le New York Times, le Washington Post et toutes les grandes universités américaines n'est apparemment pas d'un grand réconfort. Selon ces experts, même un petit coin d'Internet qui tolère la dissidence - ce que la gauche appelle la "désinformation" - est trop difficile à envisager.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Les investisseurs dans le déni

rédigé par [Philippe Béchade](#) 25 avril 2022

LA CHRONIQUE AGORA
DÉTRUIRE LA LIBERTÉ D'AGIR, C'EST TUER L'INTELLIGENCE, C'EST TUER LA PENSÉE, C'EST TUER L'HOMME FREDERIC BASTIAT

Ce que nous observons s'appelle clairement et sans exagération un « krach obligataire », et c'est le premier des 50 dernières années qui ne fait pas plier Wall Street.



Les marchés ont basculé en mode euphorie dans l'Eurozone en fin de semaine dernière, avec un CAC 40 – largement en tête du peloton européen – qui a flirté avec les 2 %, et renoué avec les 6 750 points.

Les langues se sont naturellement vite déliées sur BFM et sur les forums boursiers : les investisseurs célébraient la victoire jugée certaine d'Emmanuel Macron – elle le fut – crédité à ce moment-là de plus de 10 points d'avance dans les premiers sondages d'après débat.

Un consensus écrasant qui souligne à quel point il incarne beaucoup mieux la fonction présidentielle que sa rivale, à quel point il maîtrise les dossiers et semble le mieux à même d'apporter des solutions.

Mais alors... pourquoi n'a-t-il pas résolu – avec la même aisance dont il fait preuve en matière oratoire – tous les problèmes qu'il s'est en réalité bien abstenu d'affronter ces cinq dernières années ?

Il n'a été entravé par aucune opposition, disposant d'une majorité écrasante à l'Assemblée (qui ne fut durant cinq ans qu'une chambre d'enregistrement des *desiderata* de l'Elysée), d'un Conseil Constitutionnel qui approuva tout, même les pires entorses à notre Constitution, des médias à sa dévotion et de journalistes – le terme militants serait plus approprié – n'émettant jamais la moindre objection face aux mesures les plus inefficaces et les plus liberticides dénoncées par ses adversaire (traités commodément – et presque systématiquement – de « complotistes »).

Mais, autre avantage écrasant dont aucun de ses prédécesseurs n'a bénéficié, les critères de Maastricht ont volé (définitivement) en éclats avec le COVID-19 et ni la BCE, ni Bruxelles n'ont adressé la moindre objection au « quoi qu'il en coûte » présidentiel, lequel se traduit par 350 Mds€ (sur les 600 du quinquennat) d'endettement supplémentaires de notre pays et un creusement abyssal de notre déficit commercial, le pire de toute l'Europe, tant en pourcentage du PIB qu'en montant (en valeur absolue).

« Coup d'État Institutionnel »

Depuis deux ans, tout « passe crème », les dépenses les plus folles, les émissions de dette en mode « no limit », les déficits abyssaux, l'inflation immobilière qui étrangle les ménages, etc.

Rien, absolument rien – ni contre-pouvoirs politiques, ni contraintes budgétaires maastrichtiennes – n'a empêché Macron »1.0" de faire tout ce que préconise le futur Macron « 2.0 »... et notamment des référendums sur des questions sociétales majeures.

Une procédure qualifiée jusqu'à une date récente de « coup d'État constitutionnel » avant de devenir une mesure de bon sens qui revitaliserait la démocratie (draguer les électeurs de la France insoumise, c'est de bonne guerre... mais sont-ils assez naïfs pour croire que Macron leur accordera le « RIC » contre lequel le futur groupe « majorité présidentielle » votera comme un seul homme). Le groupe LREM sera sûrement rebaptisé d'ici les législatives... car il véhicule l'image d'un troupeau de députés godillots.

Emmanuel Macron considère sa réélection comme un plébiscite de son action passée, un quitus pour tout ce qui a dysfonctionné (quel scandale sera investigué par une justice aux ordres ?) et un feu vert pour aller beaucoup plus loin dans la ligne eurofédéraliste... tout en s'alignant sur la diplomatie américaine (tendance Hillary Clinton) et les intérêts bien compris des entreprises US (invitées à faire leur marché au sein du CAC 40 ou du SBF120).

Mais, tout à leur bonheur de voir les planètes politiques s'aligner en France, les investisseurs en oublient complètement un paramètre avec lequel il ne se sentent pas très à l'aise depuis deux mois (déclenchement de la guerre en Ukraine, inflation à 8,5 % aux Etats Unis, risques de récession) et qui s'appelle « la réalité ».

Elle recouvre d'autres facteurs qui rendent tout aussi inconfortable la hausse des marchés et celui qui retient particulièrement notre attention, c'est la hausse fulgurante des rendements obligataires depuis fin février ou mi-mars.

Ce krach qui ne fait pas plier Wall Street

Et je vous fais régulièrement part de mon étonnement (faussement naïf puisque je connais par cœur les effets paradoxaux de l'opium monétaire) face à cette improbable progression simultanée des taux d'intérêt et des indices boursiers depuis six semaines.

Ce que nous observons s'appelle clairement et sans exagération un « krach obligataire », et c'est le premier des 50 dernières années qui ne fait pas plier Wall Street.

Mais si cela ne suffit pas, rappelons-nous également que depuis 50 ans, un épisode inflationniste – lié aux coûts de l'énergie – de l'intensité que nous observons se termine dans 100 % des cas par une récession et une correction majeure des indices boursiers (voir le graphique ci-dessous démontrant le lien en la hausse du pétrole et la chute du S&P 500 ces 20 dernières années, mais ça marche aussi bien sur les 30 précédentes).



Mais ça, c'était avant l'argent magique et l'incontournable ingénierie technico-manipulatoire des « algos ».

Est-ce que les banques centrales qui font danser les indices au bout de leurs grosses ficelles monétaires manifestent leur volonté de pousser les marchés vers des records ?

Est-ce seulement concevable avec des taux en hausse de +100 à +120 points en deux mois ?

Et combien de temps nous sépare de l'éclatement de la bulle immobilière qui mettra les marchés à terre ?

Autant de questions auxquelles nous apportons des solutions chaque semaine dans [La Lettre des Affranchis](#).

▲ [RETOUR](#) ▲

.Et si la bulle de toute puissance de l'Occident crève ?

rédigé par [Bruno Bertez](#) 26 avril 2022

La bulle financière est mal en point mais la situation présente est encore bonne, on n'a fait qu'égratigner la bulle. Cependant, les prévisions d'inflation en Europe pourraient très vite être relevées...



Les marchés ont été longtemps valorisés pour la perfection. Ils ont valu au plus haut près de quatre fois ce qu'ils auraient dû valoir sur les bases historiques.

Valorisés pour la perfection, c'était le mythe qui permettait de rationaliser les niveaux stratosphériques des cours. Maintenant que nous sommes dans la perfection inverse, celle du parfait orage, de la parfaite tourmente, c'est le trou.

Et c'est là où on voit l'incompétence coupable des autorités financières et monétaires ; elles ont fait des promesses, fourni des assurances qui ont contribué à laminer les primes de risque en prétendant disposer d'un « put », et maintenant alors que les bourses ont besoin de ces assurances, les autorités sont démunies, les rois sont nus.

Les fameux « put » qui ont animé la spéculation boursière depuis Greenspan se révèlent inutilisables. Et pour cause : on ne peut plus à ce stade utiliser l'arme monétaire, on en a abusé et c'est précisément la cause de la débâcle !

Le put c'était une assurance contre les inondations vendues en période de grande sécheresse.

C'était un piège. Si la cause de la baisse des bourses c'est l'inflation et la hausse des taux, alors par définition et par construction le put ne peut être utilisé. Voilà ce que les idiots qui dominent les marchés auraient bien dû imaginer. Le put, le vrai, celui qui doit constituer un vrai filet de sécurité ne peut être utilisé quand on en a besoin puisqu'il renforce ce contre quoi on lutte ! Le put c'est de la création de monnaie pour soutenir les valeurs boursières bullaires mais si la cause de l'inflation incontrôlée c'est le niveau bullaire des bourses alors le put ne peut être utilisé. Voilà la dure réalité.

Le seul espoir auquel se raccrochent les marchés c'est l'abandon de la politique de contrôle de l'inflation des prix, des biens, des services, des salaires, des matières premières, de l'énergie ; abandon qui ferait dans un second temps ...s'effondrer les bourses !

Pourquoi en sommes-nous là ? Tout simplement parce que tous ces gens sont des oiseaux de beau temps, des fausses valeurs, sans fond, sans étoffe, sans estomac. Ils glosent sur des événements qui les dépassent, ils hurlent avec les loups mais ils ne disposent d'aucun vrai moyen d'utiliser/mettre en œuvre le volontarisme qu'ils affichent. Les outils monétaires sont des mirages, voilà le grand enseignement de la période. Or les mirages se dissipent quand on s'en rapproche, nous y sommes.

Et derrière les mirages il ne reste que la désolation et l'amertume.

Le monde est confronté à une authentique épreuve de vérité ; les démiurges ont cru à leur toute puissance, à leur capacité à manipuler les perceptions et ils ont cru que cela suffisait ; hélas, les perceptions contrairement à la philosophie politique ambiante ne sont pas tout : le monde est matériel, c'est le matériel, les ressources, les rapports de production, les rapports entre les groupes antagoniques qui font l'histoire, pas les romans et les récits.

La bulle financière est mal en point mais la situation présente est encore bonne, on n'a fait qu'égratigner la bulle. Que se passera-t-il si la vraie bulle, celle de la toute-puissance de l'Occident est crevée avec un échec dans l'opération de mise au pas de la Russie ?

Le gouvernement allemand va relever sa prévision d'inflation pour cette année à 6,1%, contre 3,3% prévu en janvier, en raison de l'impact de la guerre en Ukraine, montre un document que Reuters a pu consulter.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Elon Musk, super-héros ?

rédigé par [Bruno Bertez](#) 27 avril 2022

LA CHRONIQUE AGORA
DETRUIRE LA LIBERTÉ D'AGIR, C'EST TUE L'INTELLIGENCE, C'EST TUE LA PENSÉE, C'EST TUE L'HOMME. (HÉRODOTE)

Les histoires de super-héros sont conçues pour nous empêcher de réaliser que nous seuls, le peuple, avons le pouvoir de nous sauver...



Twitter a fait volte-face et s'est vendue à la personne la plus riche du monde pour 44 milliards de dollars.

Les droitiers passent du bon temps à se moquer des réactions mélodramatiques de libéraux de haut niveau qui craignent que l'achat d'Elon Musk ne conduise à une plus grande liberté d'expression sur la plate-forme pour les personnes qui ne s'alignent pas politiquement avec eux, et de nombreux catégorisés démocrates bleus qui prolifèrent sur Twitter et ne peuvent pas passer cinq minutes sans vérifier ses notifications font semblant de s'apprêter à partir.

De nombreux critiques de gauche réagissent à la nouvelle en tirant la sonnette d'alarme à propos d'un puissant oligarque contrôlant une plate-forme de médias sociaux influente, comme si Twitter était autre chose que contrôlé par l'oligarchie avant aujourd'hui et comme si les milliardaires achetant des médias étaient quelque chose de nouveau et choquant.

Certains anti-impérialistes ont exprimé un espoir timide que ce nouveau développement puisse conduire à un recul de l'escalade de la censure que nous avons vue sur la plate-forme pour défendre les récits de l'empire américain, en raison des commentaires du ploutocrate Musk sur l'importance de la liberté d'expression.

D'après ce que je peux voir, cependant, l'écrasante majorité de l'excitation sur Twitter à propos de l'achat de Musk ne vient pas de ceux qui défient le pouvoir de manière significative, mais de ceux qui veulent que le compte de Donald Trump soit restauré et veulent pouvoir dire des choses méchantes aux transsexuels...

Et je soupçonne que cela en dit long sur ce que nous examinons ici.

Cette distinction importante a été résumée par le journaliste Michael Tracey, qui a tweeté :

« Le plus grand test pour Elon Musk ne sera pas de savoir s'il annule les politiques de contenu 'Woke' les plus évidentes – cela devrait être une évidence – mais s'il continue à laisser Twitter être utilisé comme un véhicule par l'État de Sécurité Nationale des États-Unis pour 'contrer' les ennemis officiels comme la Russie et la Chine. »

Pour ma part, je ne serais pas surpris si nous voyions certaines manifestations du premier type, mais je serais absolument étonné si nous voyions les seconds.

Vous ne devenez pas millionnaire, et encore moins un milliardaire avec une dimension médiatique massivement influente, à moins que vous ne collaboriez avec les structures de pouvoir existantes.

Musk a certainement très bien collaboré avec l'empire oligarchique jusqu'à présent, et il y a fort à parier que son achat ne se produirait pas si l'empire sentait que sa machine de contrôle narratif en était menacée de quelque manière que ce soit.

Elon Musk va sauver Twitter ?

Croire qu'Elon Musk va sauver Twitter est aussi naïf que de croire que Joe Biden allait sauver l'Amérique. Se disputer pour savoir quels oligarques devraient contrôler les médias est aussi stupide et indigne que de se demander quels politiciens appartenant à des oligarques devraient diriger le gouvernement.

Les milliardaires qui viennent à la rescousse ne se produisent que dans les films et les bandes dessinées. Vous êtes aussi susceptible d'être sauvé par Elon Musk que par Bruce Wayne <Batman> ou Tony Stark.

Combien de fois les gens vont-ils croire qu'« un milliardaire est sur le point de nous sauver tous » ? Il est très triste que nous en soyons à un point où la parole est si sévèrement étranglée que les gens espèrent qu'un milliardaire excentrique se précipitera et les sauvera de l'oppression.

La vraie vie est comme une version plus stupide et plus ennuyeuse de Gotham City, sauf que Batman travaille avec les méchants.

Je commencerai à prêter attention au discours de Musk sur la liberté d'expression si et quand Twitter cessera de censurer les médias russes et annulera l'interdiction de personnes comme Scott Ritter qui ont été retirées de la plate-forme pour avoir remis en question les récits officiels de l'empire sur ce qui se passe en Ukraine. Jusque-là, je vais supposer qu'il est tout au plus intéressé par la protection des discours qui ne menacent pas les puissants comme les conneries partisans républicaines et les discours de haine contre les groupes marginalisés.

Les milliardaires ne viennent pas pour nous sauver. L'idée qu'ils pourraient le faire est un récit de propagande soigneusement construit qui nous a été vendu pendant des générations.

Les dirigeants de la classe capitaliste ne vont pas renverser les systèmes d'oppression et d'exploitation qui constituent le fondement même du capitalisme. Les histoires de super-héros sont conçues pour nous empêcher de réaliser que nous seuls, le peuple, avons le pouvoir de nous sauver.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Un casino pour les fous

Une économie alimentée par des crédits bon marché et déformée par de fausses promesses

Bill Bonner Private Research 25 avril 2022



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis San Martin, en Argentine...



Une publicité apparaît sur le côté de notre courriel. Elle nous propose - en espagnol - "des vêtements à la mode pour les grosses femmes".

Il semble s'agir d'un cas de désordre logarithmique. Le codage informatique qui était censé identifier les grosses mujeres, semble être tombé sur un homme mince.

Une autre publicité qui nous est servie montre souvent une photo de deux gays, se tenant la main. Elle propose "Des programmes d'assurance pour tous les styles de vie". Encore un logarithme dérégulé. Le style de vie qu'elle avait en tête n'était pas le nôtre.

La promesse d'Internet était qu'il pouvait connecter plus efficacement un individu avec ce qu'il veut et ce dont il a besoin. Mais nous ne voulons ni n'avons besoin d'une robe d'été grande taille. La publicité pour une police d'assurance qui rembourse un "partenaire" homosexuel a également manqué sa cible.

Mais les gloires de l'ère de l'internet/métavers ont toujours été surestimées... et surfinancées. L'excès de crédit bon marché a créé une économie monstrueusement bizarre et dysfonctionnelle, avec des entreprises qui détruisent des richesses censées valoir des milliards, et des dettes à profusion.

"L'information" - omniprésente et gratuite - était censée rendre l'épargne réelle inutile. La croissance était censée s'accélérer... conduisant à un bonheur incalculable et à une prospérité dépassant nos rêves les plus fous.

Au lieu de cela, nous avons eu Tik-tok, Shibu-ina, NFTs, de-platforming, uber-eats, et une génération d'analphabètes. Mais au moins maintenant, nous n'avons pas à penser... nous avons juste à voir ce qui est "tendance sur Facebook". LOL ! Quant à la croissance tant attendue, elle n'est jamais apparue. Au lieu de cela, les taux de PIB ont chuté et ne représentent en moyenne que la moitié de ceux de l'époque pré-internet.

Et maintenant, cette monstruosité de l'économie, créée par les taux d'intérêt absurdes de la Fed, est en difficulté.

Un casino pour les fous

Le Dow Jones a perdu près de 1 000 points vendredi. Les contrats à terme de ce matin laissent présager de nouvelles pertes aujourd'hui. La cause immédiate, selon la presse : le désir longtemps perdu, mais maintenant retrouvé, de la Fed d'avoir des taux d'intérêt plus normaux.

Mais la Fed est " prise à son propre piège ", pour ainsi dire. Elle a poussé les taux d'intérêt à des niveaux ultra-bas... les a maintenus à ce niveau pendant trop longtemps... a financé les programmes de gimmie/stimmie des gouvernements... et découvre maintenant - quelle surprise ! - que les prix augmentent.

Jerome Powell, Fed jefe, a essayé de l'ignorer, de l'écarter et de l'excuser, mais l'origine de l'inflation ne fait aucun doute.

Les taux d'intérêt artificiellement bas ont tordu et défiguré l'ensemble de l'économie. Les investisseurs sont devenus des joueurs fous de crédit. Les hommes d'affaires sont devenus des profiteurs à courte vue. Les ménages se sont précipités pour refinancer leurs maisons... encore et encore, en négociant à la hausse à chaque fois. Et les fédéraux ont utilisé l'argent bon marché pour soutenir les fantasmes, les caprices et les escroqueries de toute la classe d'élite. Des opérations de changement de sexe pour les soldats en service actif... un revenu garanti de 1 000 dollars par mois pour les jeunes mères célibataires de Baltimore... plus de 30 000 milliards de dollars de plus-values pour les riches - que voulez-vous de plus ?

Wall Street a été transformée en un casino pour fous, où les gens empruntaient à des taux d'intérêt réels inférieurs à zéro, pour faire monter les prix des entreprises déficitaires, en utilisant de l'argent qui n'existait pas.

Nous rappelons aux lecteurs que lorsqu'une entreprise perd de l'argent, elle appauvrit le monde entier. Et les perdants américains de la Silicon Valley ont détruit plus de richesse réelle que n'importe quel groupe d'entreprises dans l'histoire. Zillow, Uber, Airbnb, WeWork, Snap, Pinterest, Peloton, Dropbox, Amazon - les pertes ont été stupéfiantes. Même les entreprises qui étaient rentables absorbaient et détruisaient du capital bien au-delà de ce qu'elles valaient réellement. Le capital était si bon marché que des milliards de dollars ont été investis dans des entreprises qui, bien que "rentables", ne pourraient jamais rembourser l'argent nécessaire pour y parvenir.

C'était comme emprunter un million de dollars - sans payer d'intérêts réels - et utiliser cet argent pour monter un stand de limonade de haute technologie. Vos clients peuvent s'asseoir dans des cabines spéciales et jouer à des jeux vidéo... ils peuvent utiliser l'ultra-haut débit pour consulter leurs e-mails. Ils peuvent utiliser vos 15 salles de bains et douches unisexes pour se nettoyer... et utiliser votre salle de conférence ultramoderne pour leurs affaires. Vous payez un taux d'intérêt sur le million de dollars (en termes réels) de MOINS 5%. Ensuite, vous vendez un verre de limonade et annoncez que vous êtes rentable. Mais les "bénéfices" n'ont aucun rapport avec l'argent qui a été investi dans l'entreprise. Vous êtes "rentable", mais vous continuez à détruire de la richesse, et non à en créer davantage.

Mais maintenant, l'inflation rend la vie difficile à la Fed. L'énergie, les ressources, la main-d'œuvre - tout devient plus cher. Et d'après les prix à la production (qui seront répercutés sur les consommateurs), l'inflation à deux chiffres sera bientôt là.

Moins de rebond

C'est donc l'heure du "gonfler ou mourir". Soit la Fed continue à laisser l'argent bon marché pervertir l'économie... soit sa monstruosité doit mourir.

Attends... voilà une autre pub :

"Rebondissez moins avec un meilleur soutien-gorge de sport." Les secousses qu'elle est censée atténuer ne nous concernent pas.

Et sur notre téléphone, des vauriens semblent avoir implanté un virus. Environ 5 fois par jour, il nous avertit qu'il va révéler notre "historique porno" si nous ne faisons rien. Nous attendons toujours.

Après tout, si nous voulons regarder du porno, nous n'allons pas le faire sur un téléphone... nous voulons un grand écran !

▲ [RETOUR](#) ▲

.La reine des bubbleheads

ARKK de Wood s'effondre alors que les valeurs technologiques de haut vol et destructrices de capitaux retombent sur terre.

Bill Bonner Recherche privée 26 avril 2022



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis San Martin, en Argentine...



On n'obtient pas nécessairement ce que l'on veut ou ce que l'on attend ; mais on obtient généralement ce que l'on mérite.

Corollaire : Ce qui devrait arriver arrive généralement. Mais pas nécessairement quand cela doit arriver.

Lorsque les autorités fédérales sont passées en mode crétin en 2020, il était facile de prévoir que

l'inflation allait arriver. Mais il était impossible de savoir quand.

En l'espace de 18 mois, la Fed a augmenté son bilan de 4 000 milliards de dollars. Et le gouvernement fédéral a distribué des milliers de milliards de dollars dans ses divers programmes d'aide et de soutien. Les entreprises, pendant ce temps, ont été fermées. La production a été découragée.

N'était-ce pas une recette pour l'inflation ?

Seul un économiste de la Fed ne l'aurait pas vu venir. Et maintenant, l'inflation est là... à des niveaux jamais vus depuis les années 1970.

Une autre chose qui allait manifestement se produire était que les entreprises technologiques de haut vol, destructrices de richesse, allaient retomber sur terre. Les investisseurs ne paieraient pas éternellement des prix extravagants pour des entreprises déficitaires. Finalement, la bulle allait éclater. Et il semble qu'elle éclate maintenant.

Naufrage de l'ARRK

Cathie Wood est la reine des bubbleheads. Regardez ce qui lui arrive. Le Wall Street Journal :

Les actions du populaire ETF, connu sous le nom d'ARKK, ont baissé de 45 % jusqu'à présent en 2022 - dont 21 % rien qu'en avril - car la hausse des taux d'intérêt punit les actions qui sont évaluées sur la perspective d'une croissance future robuste.

À quelques exceptions près, les gens n'investissent pas dans les actions pour le plaisir. Ils investissent pour gagner de l'argent. Dans un marché honnête, ils gagnent de l'argent grâce aux bénéfices, qu'ils soient versés sous forme de dividendes ou conservés par l'entreprise. Mais dans le marché frauduleux de 2009 à 2022, de nombreuses entreprises de plusieurs milliards de dollars n'ont pas gagné d'argent du tout. Elles ont attiré des capitaux - sous forme d'actions ou de dettes - et n'ont rien rendu.

Zoom, par exemple, a connu un grand succès lorsque les autorités fédérales ont mis fin à l'économie. Tout d'un coup, "zoom" est devenu un verbe ! Et tout le monde voulait le faire. Ils ont zoomé le matin. Ils ont zoomé à midi. Et puis ils ont juste continué à zoomer jusqu'à tard dans la nuit. Avec des associés d'affaires... avec des membres de la famille... avec des amis.

Piégés en Argentine, nous avons zoomé avec tout le monde. Mais, comme les autres zoomsters, nous n'avons rien payé pour ce privilège. Zoom était un service formidable. Le défi pour l'entreprise était de faire de l'argent avec.

Tant que la Fed alimentait en crédit les artères de Wall Street, l'argent gagné par la société importait peu. Les prix augmentaient. Et les investisseurs espéraient gagner de l'argent grâce aux gains en capital, pas grâce aux bénéfices.

Les pertes en face à face

Mais aujourd'hui, la Fed n'achète plus d'obligations. Elle laisse son portefeuille d'obligations "s'écouler" ; elles arrivent à échéance. Elle menace de relever les taux d'intérêt, ce qui rendrait plus difficile pour ces entreprises déficitaires l'obtention de nouveaux financements par emprunt.

De plus, avec le retour à la normale de l'économie, le zoom devient moins intéressant. Désormais, les réunions peuvent avoir lieu en face à face.

Que devrait-il se passer dans ces circonstances ? Les grands voyageurs devraient s'écraser. Et ils l'ont fait.

En termes de rapport prix/ventes, Zoom s'est vendu jusqu'à 124. Maintenant il est disponible pour 7. Palantir était à 46, maintenant à 15. Lemonade à 107, maintenant à 9.

RobinHood a fait sa réputation en permettant des transactions boursières rapides et peu coûteuses. Le prix est monté à 26 fois les ventes. Aujourd'hui, il n'est plus que de 4.

Dans tout le spectre des start-ups technologiques prometteuses, les jeunes pousses sont à part. Teladoc est en baisse de 77%. Block, moins 57%. Exact Science a perdu 85%. Unity Software a chuté de 58%. Et Twilio, moins 66%.

Une autre façon de voir les choses est la suivante : les gens obtiennent généralement ce qu'ils ont prévu. Donc, nous devons nous demander : qui a ce qui arrive ensuite ?

▲ [RETOUR](#) ▲